

11° ANNEE

25 JANVIER 1939

La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF
29, boulevard La-Tour-Maubourg,
PARIS-VII°

Sommaire

25 JANVIER 1939

QUESTIONS RELIGIEUSES

- CHRISTIANUS... Question biblique 162
- C^{el} A. ROULLET. La politique des catholiques
(suite et fin) 165
- *Renan en Italie*, par B. AMOUDRU, 188.
 - *Noël sous la croix gammée*, par KURT TÜRMER, 190.
 - *L'indépendance de l'Eglise copte d'Éthiopie*, par P. CATRICE, 198.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

- CIVIS..... A propos d'organisation
corporative 205
- J. TONNEAU, O. P. Salaire et justice..... 209
- *Émile Vandervelde*, par M. LALOIRE, 230. — *Chronique de politique étrangère*, par MAURICE-JACQUES, 238.
 - *Vue cavalière sur l'Asie et sur l'Amérique avant et après Munich*, par A. VIATTE, 243.
 - *A propos de réflexions de Jean Lacroix sur le rôle de la loi et de l'amour dans la vie morale : lettre du R. P. Tonneau, réponse de Jean Lacroix*, 247.
 - *Document : Congrès catholique pour la paix internationale (suite et fin)*, 248.

L'HISTOIRE

- M. VAUSSARD. L'histoire contemporaine dans
les manuels scolaires ita-
liens 250
- *Sur un essai de psychologie révolutionnaire*, par P.-H. SIMON, 277.
 - *Livres*, par E. D. et ANDRÉ GEORGE, 280.

LES LETTRES ET LES ARTS

- H. GILLET. Heures de Mirande d'Alain-Four-
nier 284
- *Ernst Barlach*, par W. WEIDLÉ, 310.
 - *Chronique artistique*, par PIERRE VILLOTEAU, 314. — *Théâtre*, par HENRI GOUHIER, 318.

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS.

Question biblique.

A propos d'un livre récent : réflexions sur un grave avertissement de Pie XI.

A. ROULLET.

La Politique des catholiques :

(suite et fin).

IV. — La méthode et les moyens.

La partie la plus importante de cette étude. La plus réaliste également ; et celle, par conséquent, qui soulèvera le plus de discussions. Faut-il susciter, entre l'Action catholique et les partis politiques, la formation de groupements qui dégageraient, dans un même esprit bien que selon différentes mentalités, les conditions pratiques sans lesquelles le christianisme ne peut agir dans la cité ? Peut-on remédier ainsi à l'inaction sans tomber dans le confusionisme ? C'est pourtant le double mal auquel cette conclusion voudrait remédier.

A. AMOUDRU.

Renan en Italie

Rome. Le Mont-Cassin. Assise.

DOCUMENTS

TÜRNER.

Noël sous la croix gammée.

Un article de l'*Osservatore Romano* et la riposte de *Das Schwaze Korps*.

CATRICE.

L'indépendance de l'Eglise copte d'Ethiopie.

Un ancien article de la *Rivista delle colonie* que les circonstances rendent fort actuel.

Question biblique

Le livre qui vient de paraître, ces jours derniers sous le patronage de S. Ém. le cardinal Tisserant remet en mémoire les graves paroles prononcées 19 mai dernier par Pie XI devant l'Institut biblique pontifical : « Nous vous invitons, disait-il, à élargir vos ambitions, comme nous le faisons Nous-même, en grande partie sous l'impulsion que le Dieu des sciences nous donne à travers elles. En fait, Nous avons toujours aimé les sciences, et nous en avons toujours remercié Dieu. Nous avons nous aussi cherché à faire quelque chose. Mais que peut-on prétendre avoir fait, quand on compare à ce qui reste à faire, spécialement en matière d'études bibliques?... Nous nous répétons souvent comme un grave avertissement : Malheur à Nous, Nous pensions que, parce qu'il y a l'Institut biblique, l'Institut oriental, l'abbaye de Saint-Jérôme, et tant d'autres centres d'études sacrées près des grandes familles religieuses, Nous avons fait beaucoup. Nil actum si quid agendum. » Et Pie XI reprenait encore cette pensée la précisant : « Dans la seule direction à donner à la critique (et je ne parle pas ici de la traduction des textes, ou de l'étude des textes usités dans la liturgie) mais pour la critique proprement dite du texte sacré poussée jusqu'à l'exacte compréhension des choses, faut vraiment dire nil actum, parce que vraiment il reste tant à faire.



Durus est hic sermo. Mais il faut bien reconnaître qu

le pape a raison d'exciter les savants catholiques au travail rénovateur.

Lorsqu'on examine l'histoire de l'incroyance moderne, on ne peut pas manquer de reconnaître que l'ignorance biblique y a joué un grand rôle. Elle n'a, certes, pas créé l'incroyance qui a des racines si multiples et plongeant jusque dans le secret des cœurs. Mais elle lui a souvent donné un prétexte honorable, et, dans plusieurs cas, une excuse apparente. Les débuts de la physique et de l'astronomie modernes ont failli être paralysés par une interprétation inexacte des Écritures : que l'on songe à l'affaire si fâcheuse de Galilée. Au XIX^e siècle, la géologie, la biologie, l'anthropologie, la préhistoire, l'histoire biblique ont été également gênées par une conception trop étroite de l'inspiration. Ainsi, plusieurs des découvertes dont s'honore notre temps ont paru des victoires remportées sur l'enseignement commun de l'Église.

Si les catholiques avaient mieux connu, mieux compris, mieux interprété le texte sacré, il est probable que ces conflits apparents de la science et de la foi n'auraient été exploités que par une petite et basse polémique. Ils n'auraient point éclaté aux esprits. Newman l'avait bien vu, lui qui écrivait au milieu du siècle passé que « le catholicisme courait la chance d'avoir un nouveau monde à conquérir, sans posséder encore les armes indispensables pour la guerre, tandis que l'incrédulité avait déjà ses vues et ses idées, d'après lesquelles elle arrangeait les faits de l'histoire ecclésiastique et trouvait même une preuve à l'appui de ses conclusions négatives dans l'absence de toute théorie scientifique chez les défenseurs de la tradition ».

Au XX^e siècle, le modernisme est venu et il a essayé de donner une théorie. Cette théorie était inacceptable et elle emportait l'essence même de la tradition. Mais la condamnation d'une erreur n'a jamais constitué une solution suffisante à un problème posé. La condamnation prépare la solution en lui évitant des impasses ou

des périls : elle ne la remplace pas. Voici un fleuve qui est à franchir. On fait un pont hâtif et qui s'écroule. Il le faut démolir. Mais le fleuve n'est pas franchi pour autant. Ouvrez l'histoire de l'Église et vous y verrez toujours paraître, après l'époque des anathèmes, une phase de construction dogmatique et de développement. Ainsi s'est faite l'explicitation du dépôt.



Plus que tous les autres, les catholiques ont intérêt à ce que ces questions soient traitées sans passion, sans préjugé, et par le seul principe des compétences. C'est pécher contre la critique que de ne pas vouloir aborder ces problèmes avec les méthodes en usage dans les écoles scientifiques. Mais c'est aussi pécher contre la foi, car celle-ci, quand elle est entière, limpide et sûre, ne peut redouter aucun rayon de la lumière.

La difficulté principale de la question biblique tient au problème de l'inspiration. La Bible contient la Parole divine, Dieu est l'auteur des Écritures que son Esprit pénètre et imprègne tout entières. Mais cette Parole, faite pour mener au salut les multitudes, a dû, sous le poids de la charité, s'accommoder aux âmes, aux temps, aux mentalités et aux circonstances. C'est parce qu'elle est toute divine dans sa source qu'elle est souvent si humaine dans son expression. Discerner dans le texte biblique, ce qui est l'enseignement religieux et ce qui est le véhicule de cet enseignement, c'est une œuvre de partage bien délicate et qui demandera encore beaucoup de pensée et de réflexion. Mais qui voudrait se refuser à ce travail nécessaire à la gloire de l'Église et qui nous est demandé par Dieu pour une plus parfaite intelligence de sa Parole?

CHRISTIANUS.

La politique des catholiques

(suite et fin)¹

IV. — LA MÉTHODE ET LES MOYENS²

Comment concevoir cet effort politique du dedans qui permettra aux catholiques de réacclimater dans la société les principes et l'esprit qui sont la vie, la vérité et la voie des nations comme des individus ?

L'action politique du catholique obéit aux mêmes règles que son action sociale dont elle est une partie. La méthode est toujours donc d'être présent, de demeurer soi-même, de connaître et de comprendre, de se faire agréer par la valeur des services rendus, de réaliser politiquement tout ce qui peut être accepté du message chrétien, sans cesser de travailler à en accroître le désir et la faculté d'acceptation.

Nous reconnaissons que ce programme est passablement dépourvu de tout ce que les partis ont accoutumé

1. Cf. *La Vie Intellectuelle* du 10 et du 25 décembre 1938.

2. On demandait un jour à Jaurès, qui occupait la tribune de la Chambre et plaidait la cause de la paix : « Mais enfin, quelle est votre solution ? » « Comme si aucun homme, répondait Jaurès, aucun parti, aucune nation tenait dans le creux de sa main ou toute la justice ou toute l'humanité pacifique de demain. L'avenir n'est certes pas dans des recettes de parti. L'avenir n'est pas dans une mécanique de parti. L'avenir se fait peu à peu quand on a un *point de vue* et une *méthode*. Ce que nous proposons, c'est de surveiller les événements au point de vue de la paix, c'est de conduire tous nos actes avec la méthode de la paix. » (Cf. discours d'Albert Thomas à la 15^e session de la Conférence internationale du Travail, du 9 juin 1931.)

Où le chef socialiste disait « point de vue » nous disons « doctrine », et la paix n'est pour nous qu'un des objectifs de l'idéal chrétien. Quant à l'avenir, il est bien vrai que nous ne le tenons pas non plus dans le creux de la main. Mais il tient dans le creux de la main divine. Nous sommes assurés de ne pas la servir en vain.

de mettre dans les leurs. Il ne soulève pas les passions, il n'accable pas l'adversaire, il ne promet pas un succès immédiat.

C'est vrai, et nous croyons que c'est précisément la raison de ses bons effets. Les hommes sont habitués à rêver d'un bien sortant subitement, comme l'eau du rocher frappé par Moïse, du bloc soudain transfiguré du mal. Quand cette sorte de miracle se produit, ils ne voient pas combien le nouvel ordre est fragile, et que l'amélioration du moment grève l'avenir d'autant de maux qu'elle semble apporter de biens. Si l'on sauve quelques millions de chômeurs par le travail renforcé d'innombrables usines de guerre, on prépare la mort par le feu de ceux que l'on a sauvés de la faim. L'ordre rétabli dans la rue rend sans doute possible le progrès spirituel auquel l'anarchie est funeste. Mais si la contrainte en est le seul moyen, elle prépare en même temps la ruine de l'esprit.

Quoi! cette convalescence à long terme, c'est donc là tout ce que nous avons à offrir? Dans le monde politique la bête humaine est déchaînée, elle bafoue les traités et le droit, elle écrase et massacre en poussant des cris de triomphe. Et nous demandons le temps d'un long effort! Si la Politique des catholiques est le salut, on exige qu'elle soit promptement capable de museler la bête et de sauver les victimes.

Nous répondons que cette exigence est puérile.

Le malade qui entre dans le cabinet du docteur avec les symptômes d'une affection qui peut être mortelle; demande-t-il d'être guéri en sortant de la consultation? Refuse-t-il sa confiance et son argent si le médecin lui fait savoir que le temps est nécessaire pour réparer les dégâts que le temps a commis, qu'il faut se contenter d'abord de trouver la racine du mal, de couper la fièvre, d'arrêter les progrès de l'infection, de régénérer le sang

en éliminant les toxines et, pour restaurer les puissances vitales, de rétablir les conditions favorables à la montée d'une vie saine ?

C'est exactement le programme du catholique. Ce que le temps a détruit, le temps seul peut le rétablir.

La Politique des catholiques, étant un ferment, ne peut agir qu'à la manière d'un ferment.

Mais si la catastrophe devance le résultat d'un si long effort ? si l'incendie soudainement éclate avant qu'on ait pu le conjurer ?

Eh bien ! les catholiques feront alors ce que font les autres citoyens, mais avec grand souci de rester fidèles à leur devoir de chrétien. Ils se mettront à la chaîne, attendant, selon leur conscience, pour les expédients les moins impropres à circonscrire et à supprimer le mal. Il se peut que ce soit le moment des palliatifs, des calmants, ou celui des interventions douloureuses. On ne doit pas les accés aigus comme les états chroniques. La crise conjurée, ils reprendront leur liberté d'action. L'heure aura sonné de se remettre à la « Politique des catholiques », c'est-à-dire aux remèdes de tempérament et de constitution.

Ils sont aussi nombreux et variés que ceux de l'art de guérir, et l'on ne saurait en entreprendre une énumération qui est essentiellement changeante, puisque, toujours adaptés à la complexion de la société politique, ils tirent leur principale efficacité de son état présent et de son degré d'aptitude à saisir, à souhaiter, ou à subir l'influence du ferment chrétien. Il s'agit toujours d'améliorer les institutions et les lois, l'action politique et les mœurs de la communauté nationale ou internationale. Mais ce qu'il importe de savoir, c'est que les moyens choisis restent soumis à une méthode qui s'inspire de la doctrine et de l'esprit chrétiens. Ce sujet a été récemment abordé par plusieurs écrivains. Notre ambition se

borne à une vue d'ensemble appuyée de quelques réflexions.

Une des armes qu'il importe d'éviter avec soin, c'est l'enrôlement du catholicisme, pour sa valeur humaine, au service de l'idéologie des partis. L'Église, en ces dernières années, s'est appliquée à libérer de cette tentation l'esprit de ses enfants. Elle est, comme Dieu lui-même, la clef de voûte de l'ordre humain, mais c'est faire obstacle à sa mission que de la présenter comme le pilier d'une des formes changeantes de l'ordre social. Elle est l'âme de l'ordre, elle n'en est pas le corps. Elle ne demande que la liberté d'être elle-même, en tout temps et en tout lieu. Les peuples qui l'écoutent s'organisent toujours dans cette juste hiérarchie des moyens qui réalise l'ordre politique, mais il est essentiel qu'elle ne demeure jamais enchaînée à l'une des conceptions temporelles et caduques sur lequel il est assis. Ils tomberont. Elle ne doit pas être atteinte par leur chute. Des générations de chrétiens ont eu leur action contrariée par la fausse idée d'une alliance nécessaire, non pas seulement entre le trône et l'autel, mais entre ce que l'on nomme « la légitimité » et l'autel. De nos jours, nous avons voulu exploiter et condamner l'accaparement de « l'Église de l'ordre » par l'école du néo-positivisme maurassien. L'association *nécessaire* du catholicisme et des régimes démocratiques n'a pas été moins durement dénoncée. « L'utilisation » est aussi funeste que « l'évasion »³. Le catholicisme, dégagé des chaînes politiques, a retrouvé la faculté d'agir efficacement sur la politique et d'y imprimer sa marque.

Il faut notamment se souvenir que, dans la politique intérieure ou extérieure, le précepte : « Ne pas faire au

3. Voir J. Lacroix, *Itinéraire spirituel*, p. 123. Chez Bloud et Gay.

autres ce que nous ne voudrions pas qu'ils nous fassent » garde toute sa valeur. Il est vrai pour tous les cas. Nos adversaires demeurent persuadés que, dans l'opposition, « nous demandons aux incroyants la liberté au nom de leurs principes, mais que nous sommes résolus, le jour où nous serons au pouvoir, à la leur refuser au nom des nôtres ».

Je ne suis pas très assuré que nous ne prêtions jamais à un soupçon de cette nature. Les ennemis de l'Église sont heureux d'exploiter l'imprudent langage de quelques-uns de ses fils dont le zèle est peu éclairé, et chez qui l'amour désintéressé de la vérité se confond avec l'amour partisan d'une interprétation personnelle de la vérité.

Bien que le sujet soit en rapport direct avec la Politique des catholiques, ce n'est pas le lieu de rouvrir ici l'ancienne controverse sur la thèse et l'hypothèse qui mettait aux prises l'exigence totale de la doctrine et les résistances de la faiblesse humaine ⁴. Rien ne doit être retranché ou atténué de « la lettre et de l'esprit », qui sont l'expression de la vérité et de la raison. Mais ce qui importe, c'est le degré d'aptitude de la société à l'assimiler. A quoi bon le remède le plus indiqué si le malade n'est pas capable de l'absorber ? L'esprit conseille d'ailleurs la meilleure façon de faire accepter la lettre. Qu'on

4. Ce sujet vient d'être traité également par J. Lacroix. Nous ne pouvons que renvoyer au chapitre intitulé « L'Esprit chrétien » dans son livre *Itinéraire spirituel*. La doctrine de l'Église y est admirablement exposée et défendue. « L'erreur commune c'est de croire que l'idéal catholique serait de réaliser le plus vite possible la thèse, *quelles que soient les circonstances*. L'hypothèse apparaît à certains comme un mal que l'on tolère tant qu'on n'a pas la force de son côté. Mais telle n'est pas la doctrine de l'Église... Même aux plus beaux jours du moyen âge, l'Église s'est trouvée en présence de données de fait qu'elle a toujours respectées. » Il y a deux erreurs à éviter. Considérer la thèse comme périmée, et chercher à la réaliser par n'importe quels moyens.

me permette de rappeler encore un fois que, selon la parole singulièrement éclairante et dirigeante de Pie XI, c'est la Providence qui a déterminé la somme des possibilités qui nous sont offertes.

Réaliser tout l'idéal possible, et travailler sans cesse à accroître le champ du possible ⁵. Cette consigne vaut pour la politique aussi bien que pour tout l'apostolat. Elle réconcilie la thèse et l'hypothèse.

Devoir et risque de collaboration

Nous voyons ici la nécessité et le devoir de « comprendre ».

Comprendre. Il y a médisance à prêter au prochain des opinions qui ne sont pas exactement les siennes. Il y a jugement téméraire à lui supposer des intentions qu'il n'a pas. Devine-t-on combien cet effort de loyauté désarme l'esprit partisan et abaisse les barricades ? Dire que des hommes se sont massacrés pour des idées et des sentiments qu'ils s'imputaient à tort, et qui, mieux compris, auraient ôté tout motif de se haïr !

Et pourquoi donc, lorsque l'égarement est patent et précisé, ne faire le bilan que des erreurs ? Pourquoi n'insister que sur les points qui nous opposent au lieu de découvrir les endroits de rencontre et d'accord possible ? Reprenons les idées qu'on nous a pris, et faisons la preuve qu'elles viennent de nous. L'éloignement sera déjà diminué.

Si le jugement que nous portons sur des adversaires est injuste, il nous affaiblit devant eux, en donnant prise à l'accusation d'inintelligence ou de mauvaise foi. Il nous affaiblit aussi devant les autres qui notent la médiocrité de notre étreinte et la fausse direction de nos coups.

5. Discours de Pie XI aux chefs de l'Action catholique italienne, en février 1926.

Le succès de masse obtenu par une erreur n'est durable que par les lambeaux de vérité qu'elle arbore. Le mal à l'état pur ne s'impose pas longtemps aux hommes pour la raison que leurs rassemblements ne sont pas gouvernés longtemps, s'ils le sont jamais, par la méchanceté de l'état pur. Si le communisme était seulement négation de Dieu, ruine de tout ordre social, appétit de basse puissance et de destruction, pillage et cruauté sadique, il aurait flambé le temps d'une explosion de haine et de vengeance. Il dure cependant, et il est une menace par la critique, souvent fondée, de l'injustice sociale et de la décondité monstrueuse de l'argent.

Comprendre. Se comprendre.

C'est un des axiomes de notre méthode qui est tout le contraire de la polémique irritante et stérile.

Ainsi la présence sera telle qu'elle doit être, à la fois fidèle et active, effective et bienfaisante, si étroitement mêlée à la politique qu'elle y poussera partout les germes d'un renouvellement, si soigneusement gardée que ces germes garderont la pureté du Principe vital qui est en eux. A défaut de grands changements immédiats qu'il serait sans doute puéril d'imaginer, il y aura partout, plantée au cœur des choses, la racine d'un renouvellement possible. Notre tâche ne va pas au-delà. « Je le jure, Dieu le guarist », disait Ambroise Paré. La collaboration avec la Providence laisse immense et plein d'incertitude le champ de son action. Mais sans nous tout demeure obscur et fermé. L'achèvement de l'œuvre est en dehors de nos forces : ce qui dépend de nous, c'est qu'elle soit commencée.

Les moyens sont des moyens politiques

Nous avons établi les différences et les analogies de l'Action catholique et de la Politique des catholiques, pour bien marquer le plan sur lequel cette dernière se

meut. Activité politique, on ne s'étonnera pas que nous affirmions maintenant que ses moyens sont politiques. Or comme l'apostolat doit tenir compte des conditions spirituelles du milieu sur lequel il agit, la politique est toujours étroitement liée aux conditions temporelles de l'histoire dans le présent, le passé et l'avenir. Son but est mouvante comme l'état du monde et, pour l'atteindre, elle est obligée de régler en conséquence la direction et la grandeur de son effort. Les éléments qui interviennent sont la résistance des hommes et des événements, sa propre puissance et la vitesse d'écoulement des faits. L'expérience, qui n'est pas sa loi souveraine, l'assujettit cependant à l'observation de résultats heureux ou malheureux dont son calcul des probabilités est influencé. Enfin, pas plus que les autres citoyens, les catholiques n'ont le droit d'oublier que la politique est une science pratique, qu'on la nomme justement l'art du possible, qu'elle est presque toujours réduite à la nécessité de choisir, entre plusieurs inconvénients, le moindre. N'omettons pas de dire, parce que la remarque est pour nous pleine d'un autre enseignement trop méconnu, qu'elle n'assure pas la ligne d'une politique si l'on n'est pas capable d'y associer favorablement l'opinion publique. C'est un courant sans lequel ou contre lequel on ne manœuvre pas. Les dictateurs les plus autoritaires n'ont garde de l'ignorer.

Le rappel de ces vérités, qui sont plutôt des constatations de faits, éclaire pour nous la question des moyens.

La bonne solution politique, au regard du chrétien, n'est pas *forcément* celle qui se présente comme la plus conforme à la doctrine et la plus favorable aux intérêts religieux, mais celle qui, *d'abord possible et bonne politiquement*, offre le plus d'avantages, ou, selon le cas, le moins d'inconvénients pour le bien de notre foi. Une solution apparemment plus avantageuse pour le catholique

bisme, mais politiquement mauvaise, sacrifierait l'intérêt temporel de l'État à l'intérêt religieux, et se révélerait en définitive aussi funeste à l'un qu'à l'autre.

L'Histoire en main, il serai aisé de montrer ce que l'oubli de cette sagesse a coûté tant à l'État qu'à l'Église. Dans le passé, il est devenu banal de rappeler la fausse manœuvre qui, à la veille de la période qui devait se clore par la loi de séparation, renversa le ministère Méline auquel les catholiques reprochaient son refus d'effacer les injustices dont ils étaient victimes, et ouvrit la voie aux persécutions d'un Waldeck-Rousseau ou d'un Combes. Plus récemment, nous avons entendu condamner les hommes clairvoyants qui, pour s'opposer aux partis révolutionnaires, acceptaient des programmes où la politique sectaire ne désarmait pas, mais dont il était meilleur pour le bien commun et l'intérêt religieux d'assurer le succès que la défaite. Et c'est presque tous les jours que nous voyons les catholiques refuser leur appui provisoire à des hommes ou à des partis coupables de complaisance envers la Franc-Maçonnerie, mais qu'on jette ainsi dans la dépendance des forces ennemies de tout ordre social. Manque de sens politique et de véritable sens chrétien.

Si nous voulions porter un jugement d'ensemble sur la Politique des catholiques dans le passé, nous aurions aussi à lui faire grief d'avoir trop volontiers servi des intérêts de classe ou de parti couverts par le prétexte de la défense du catholicisme. Mais tout a été dit sur ce point, et le bilan des résultats est lui-même la plus sévère des sentences. Nous l'avons sous les yeux. La masse des travailleurs de l'usine et des champs a déserté l'Église pour faire bloc avec les partis empressés à défendre sa cause, mais qui professaient en même temps une idéologie destructrice de l'État et de la religion.

Nous ne le rappelons que pour revenir à la question du

travail sur l'opinion dont nous avons dit l'importance pour le succès de toute politique et qui, en nous conduisant au problème de la presse, nous ramène au cœur de la question des moyens. Pas de politique sans une action sur l'opinion, pas d'action sur l'opinion sans une presse capable de soutenir cette politique.

Nous rencontrons ici un très gros obstacle et qui s'est jusqu'ici révélé insurmontable.

N'oublions pas que nous sommes dans l'ordre des moyens qui est aussi celui de la liberté de choix.

Il arrivera donc que les catholiques prendront part à la conduite de l'État de la façon que nous avons dit. Si bien accordés qu'ils soient sur le but à atteindre, ils seront souvent très profondément divisés et même diamétralement opposés sur la politique à faire.

A une époque donnée, les uns seront pour l'armement à outrance et les autres pour le désarmement, les uns pour le paiement des dettes à l'Amérique, les autres contre.

Tous se flattent de bien servir l'État et l'Église. S'ils pouvaient les uns et les autres créer et soutenir plusieurs journaux, dans chaque région, leur action sur l'opinion — que nous supposons pure de tout esprit de parti ou de classe — s'exercerait normalement, montrant un zèle égal pour les deux causes qui leur sont chères. Mais en fait, c'est tout juste si les catholiques possèdent dans chaque région française un seul journal, commun à tous. Un journal *politique* lu par *tous* les catholiques est donc une chimère. Ouvert à tous, il soutiendra des thèses contraires. Réservé aux uns, il blessera les autres. La réalité est pire encore. A de rares exceptions près, les journaux lus par les catholiques défendent une politique de parti et de classe, associée à la défense de la religion. Le mal est double : confusion de la politique des catholiques avec les préjugés partisans et sociaux, con-

fusion de l'esprit de classe et de parti avec l'esprit religieux.

Il ne faut pas chercher ailleurs que dans cette fausse conception de notre presse la cause principale de l'impuissance du catholicisme à faire sentir son action sur la chose publique en notre pays, et de l'éloignement qu'il inspire encore à beaucoup parmi les amis de l'ordre et de la famille.

Cependant, ayant déclaré qu'« un journal *politique* lu par tous les catholiques est une chimère », nous ne voudrions pas laisser croire insoluble le problème de la presse pour les catholiques français. Il existe une solution et une seule. Elle s'imposera un jour aux résistances les plus tenaces, qui devront céder à la pression d'un sens politique plus pénétrant et d'une foi plus éclairée. Ce jour-là les catholiques seront dotés d'un journal *d'information* (et non d'un journal d'opinion politique) rigoureusement purgé de tout esprit de classe et de parti, mais dont toute l'inspiration sera chrétienne. Fermé aux influences financières et étrangères, directes ou indirectes, qui sont la plaie déshonorante de la presse française, sa bonne foi sera scrupuleuse et sa technique parfaite. L'information religieuse y recevra plus large accueil qu'aujourd'hui. Les pauvres comme les riches, ceux de la classe populaire et ceux de la classe bourgeoise, s'ils sont chrétiens, s'y sentiront également et fraternellement chez eux.

Si nous nous bornions à des traits, on nous demanderait quel secours la politique des catholiques recevrait d'une telle presse. Nous allons y venir. Notons cependant qu'une feuille d'information, étrangère à la politique des partis, mais singularisée par les caractères que nous avons énumérés, prendrait déjà une place très honorable et très bienfaisante dans la presse dite d'information qui, en réalité, exploite à ses fins secrètes et néfastes, par des

silences calculés ou des relations tendancieuses, l'apparence d'une exacte et sereine information. La neutralité politique elle-même dont elle se targue est une feinte dont sa comptabilité connaît le mystère.

Mais ce n'est point cette neutralité que l'on attendrait d'une presse d'inspiration catholique. Consacrée pour la plus grande part à l'information profane ou religieuse, nous lui demanderions d'offrir l'hospitalité de quelques colonnes aux diverses formes de la Politique des catholiques, en évitant d'engager la ligne du journal toutes les fois qu'un désaccord apparaîtrait dans le point de vue ou dans les moyens conseillés.

Ce chapitre de la presse mériterait de nous retenir plus longtemps tant elle importe au succès de la Politique des catholiques. Mais en traitant des moyens en général, nous ne nous éloignons pas de notre sujet.

Des moyens conformes à la fin

J. Maritain et Jean Lacroix ont insisté, et il convient de leur en être reconnaissant, sur les moyens dont la Politique des catholiques a le droit d'user.

Si la fin ne justifie jamais les moyens, c'est encore plus rigoureusement vrai quand il s'agit, pour les catholiques, de servir leur foi sur le terrain de la vie publique où elle se trouve davantage exposée aux regards et aux critiques.

Je voudrais voir mettre en honneur cette formule : « Psychologiquement, nous sommes plus l'homme des moyens que nous employons que de la fin que nous poursuivons ⁶. » Qui peut connaître les intentions ? Mais les moyens en découvrent les ressorts et c'est par eux que nous sommes jugés. Dans la bonne intention mal servie, ils font voir la paille qui altère le métal. Que les défen-

6. Jean Lacroix, *op. cit.*, p. 124.

eurs d'une cause adoptent la même façon regrettable de la défendre, c'est la cause elle-même, bien qu'innocente du procédé, qui porte le poids du jugement et se voit frappée par sa sévérité. La présence, cette présence nécessaire des chrétiens dans l'État, comme dans la profession, cesse d'être bonne faute d'être fidèle. Le témoignage est faussé.

On admet trop facilement qu'une bonne méthode est à prendre leçon de l'adversaire victorieux. Le « *fas est hoste docere* » est un conseil banal répété à satiété. Acceptable en un certain sens, quand elle recommande de rivaliser de zèle et d'ingéniosité avec l'adversaire, cette maxime est à rejeter si elle autorise l'emploi des nombreux procédés qui lui assurent le succès. Il devrait être inutile de dire que le cynisme de la violence et de la duplicité, érigées en vertus, font horreur au politique chrétien. Mais d'autres moyens qui n'offensent pas la morale élémentaire demandent d'être employés avec beaucoup de discernement parce qu'ils correspondent mal à l'esprit dont nous nous réclamons. Une certaine rigueur envers l'ennemi n'est point en soi blâmable et sera même parfois nécessaire pour le contenir ou le persuader de ses torts. Le christianisme tend néanmoins, sans abandonner la prudence, à l'atténuer. Dans la politique intérieure, si l'on veut un autre exemple, l'ostentation de la force du nombre et de l'organisation, lorsque l'un et l'autre existent dans la communauté catholique, offre certains avantages qui ne doivent pas être négligés. Mais il faut savoir aussi que la pénétration de notre foi tire plus de profit d'une action plus discrète. Quand le respect de nos croyances a besoin de s'imposer par la crainte, la foi y perd plus qu'elle n'y gagne. Les armes des partis, lorsqu'il s'agit des progrès du catholicisme, se retournent contre lui. C'est sa faiblesse qui fait sa force. Le problème est toujours de gagner les esprits et les cœurs.

Songez au gain patient de la tache d'huile plutôt qu'à la morsure brûlante du vitriol.

Objectif rapproché et objectif éloigné

Le domaine des moyens, comme nous l'avons remarqué, est celui des opinions libres. La nécessité de procurer un effet déterminé et immédiat à la politique des catholiques, par la coordination des efforts, impose parfois l'acceptation d'une entente et d'une direction qui ne semble pas désirable, en France du moins, que ce soit jamais sous la forme d'un parti catholique. Nous avons dit ailleurs les raisons et il ne semble pas qu'il y ait intérêt à y revenir longuement. Un parti catholique engage toujours, malgré elle, l'Église dans ses erreurs inévitables et dans ses fautes. Il interdit le libre jeu des légitimes préférences des catholiques. Enfin un parti catholique est bien difficilement exempt d'esprit partisan, ce qui ne s'accorde mal avec l'étiquette catholique.

Très naturellement donc, des penseurs et des écrivains sont aujourd'hui préoccupés de rechercher la meilleure forme à donner à l'activité politique des croyants. Ce qui précède, on aperçoit que la variété des projets nous surprendra pas. Il appartient à l'avenir de montrer de quel côté l'État et l'Église auront été le mieux servis.

M. J. Maritain a été le premier à proposer une distinction qui lui paraît nécessaire⁷. Il y a une tâche immédiate — à *objectif rapproché*, c'est son expression — qui tirera le meilleur parti des données actuelles dont la masse est encore trop lourde pour permettre l'avènement prochain d'un État conçu et orienté selon nos vœux. L'élite des chrétiens est réduite pour le moment à des expédients et aux palliatifs les plus appropriés, et c'est

7. Cf. *L'humanisme intégral*. Aubier, 1936.

certains cas trop rares, à l'amorce de véritables solutions chrétiennes, pierres d'attente d'un avenir meilleur.

Nous ne saurions cependant y borner notre ambition, ni désespérer d'un effort à échéance lointaine, visant à la réalisation d'un « idéal historique concret moins indigne de l'être humain ». Ouvert vers un progrès croissant à la mesure de notre effort, cet ordre futur réaliserait avec des patries distinctes, et d'inévitables diversités de croyances et d'opinions, une communauté temporelle internationale, où l'influence des chrétiens serait assez prépondérante pour faire admettre une politique éclairée par la lumière de l'Évangile, à base de saine liberté et profondément modifiée par la participation des classes populaires. Ce résultat ne saurait être attendu que d'une « *politique à objectif éloigné* ».

Cette distinction nous paraît pouvoir guider utilement notre effort. Ajoutons que les deux politiques sont à conduire parallèlement et de façon complémentaire. Elles tendent au même résultat et ne sont différenciées que sur le plan des moyens.

Il est trop évident que le citoyen catholique est captif du présent, et que son activité est enchaînée par un état de civilisation qu'il subit tout en essayant de le transformer, par des institutions qu'il n'a ni le pouvoir ni même le droit de briser, par un statut politique auquel il a l'obligation de demeurer soumis, et par un ordre international susceptible seulement de lentes évolutions. Comme un prisonnier dans ses fers, le chrétien dans sa politique n'a qu'une liberté d'action singulièrement limitée.

Cependant il faut agir.

Pour cette action immédiate, les catholiques iront de préférence vers les partis dont l'inspiration et l'action sont plus proches de l'esprit chrétien. Ce ne sera jamais vers les extrêmes. Tous ceux qui se sentent unis par une même pensée et un même esprit s'uniront pour

exercer autour d'eux sur des points choisis d'un commun accord, une pesée plus efficace.

M. Maritain souhaitait naguère la formation d'une sorte de tiers parti rassemblant, au-dessus des parties actuelles, tous les citoyens de bonne volonté, résolus à un travail positif de justice sociale et internationale, prêts à accepter toutes les collaborations utiles au Bien commun et « se portant toujours, quelles que soient les vicissitudes et les fluctuations de la vie politique, vers ce qui sert vraiment la justice et la paix » (*Lettre sur l'indépendance*, p. 38).

Cette idée reste intéressante. Léon XIII avait souhaité et conseillé cette sorte de tiers parti. Le climat de la vie publique lui est-il devenu plus favorable? Nous n'oserions pas l'affirmer.

Cependant tout progrès vers un rassemblement de forces saines du pays mérite d'être encouragé, à condition qu'il tende à des actes précis commandés par la situation présente du pays et par les événements. La majorité des Français de notre temps fait songer à l'homme précipité du haut d'un gratte-ciel sur le trottoir. Durant le trajet, il se félicite de la griserie de la vitesse et de la douceur de l'air. Il ne formule qu'un souhait : « Pourvu que cela dure! »

C'est aussi ce que murmurait la vieille Lætitia Ramolino pendant que l'Empire courait aux catastrophes inévitables de la fin.

Le malheur est que cela ne dure pas, et que le moment vient où il ne reste plus qu'à ramasser sur le pavé l'homme ou l'empire en morceaux.

Voilà l'éventualité que la politique à objectif rapproché doit conjurer, si elle veut éviter l'appel du désespoir au dictateur, lorsque le choix n'existe plus qu'entre l'intervention du chirurgien et celle du fossoyeur.

La politique à objectif éloigné conçue pour une longue

préparation, permet d'inventer des moyens neufs, et combinés avec l'action du temps.

M. Maritain voudrait voir se constituer de nouvelles formations politiques destinées à servir les chances historiques d'une nouvelle chrétienté. Ces formations seraient d'un type absolument inédit, sortes de fraternités temporelles toutes profanes « qui poseraient en principe le respect de la personne et la force spirituelle de l'amour évangélique, à la différence d'un ordre profane mais athée, comme est par exemple aujourd'hui le parti communiste ». Des intellectuels y coudoieraient des personnalités issues de l'élite prolétarienne. La naissance de tels groupements suppose une profonde révolution spirituelle et manifesterait la résurrection des forces religieuses dans les cœurs. Il convient cependant de se hâter pour n'être pas pris de court par une tourmente totalitaire. Des germes d'ailleurs commencent à lever.

Il ne faut pas moins en effet que des efforts concertés et organisés pour arracher la masse à son inertie et la faire vaciller dans l'épaisseur de la politique matérialiste où elle est enfoncée et stabilisée. L'action personnelle n'est pas sans effet, certes, sur la communauté, mais seule une action communautaire est assurée de résultats importants et prompts.

Ces groupements à étiquette politique et tendus vers une échéance lointaine échapperaient-ils au risque de passer pour des partis et de soulever comme tels de redoutables contradictions? Je n'en suis pas certain. Dans le cas extrême d'un totalitarisme, où la persécution n'est que trop dans la ligne du système, il faudrait craindre de lui livrer d'un coup tout le trésor des valeurs religieuses accumulées avec soin. Je mettrais plus d'espoir dans des groupements sans étiquette politique, et pour qui la tâche politique ne serait qu'une des formes du travail tenté en commun.

Pour M. Jean Lacroix ⁸, que préoccupe aussi l'action à objectif éloigné, nous avons surtout besoin d'un « laboratoire de recherches » groupant une minorité de chrétiens et une minorité d'incroyants qui accepteraient la valeur humaine de la mystique chrétienne et son retentissement dans l'ordre politique. En dehors des chrétiens s'interdisant certains moyens par une sorte de collaboration mystique, répandant toujours davantage la justice et la charité, spiritualisant ainsi lentement le monde, M. Lacroix souhaite une seconde collaboration, plus technique, entre certains croyants et certains incroyants. Plutôt que d'un programme, il s'agira entre eux d'« orientations » ayant pour objet de sauver les valeurs spirituelles qui ont deux pôles, la personne et la communauté ⁹.

Actualité d'un message chrétien

Puisque nous sommes ici sur le terrain des moyens que chacun suggère en n'engageant que sa propre responsabilité, et sans autre désir que de frayer la voie aux solutions les plus utiles, nous nous demanderons à notre

8. *Op. cit.*, pp. 131-133.

9. M. Jean Lacroix espère qu'on pourra ainsi préparer ce qu'il appelle « l'État de la Cité pluraliste » également éloigné de l'État neutre libéral et de l'État despotique totalitaire. Cet État pluraliste aurait pour caractéristique de « promouvoir toutes les idéologies propres à favoriser le développement des valeurs spirituelles sans prendre parti pour aucune ». Mais qui déterminera les idéologies favorables à la personne ? Et parmi celles-ci, dont les unes s'opposeront aux autres, jusqu'où s'étendra la faveur active de l'État ? Pour notre part, nous ne voyons pas que, dans une société frappée par le malheur de la division des croyants, il y ait un moyen terme entre une neutralité loyale et un totalitarisme oppressif. La première serait alors acceptée comme un moindre mal (le bien étant l'unité de croyance dans la vérité chrétienne). Un État qui s'abstiendrait de tout choix par nécessité de paix publique s'exposerait moins au risque de « libéralisme doctrinal » qu'en favorisant également plusieurs doctrines dont une seule serait exempte d'erreur.

ur lequel serait le plus opportun et le plus efficace
ur « mordre sur l'histoire », comme dit Em. Mounier,
progressivement aménager une politique selon nos
eux. Celui auquel nous pensons ne s'oppose pas aux
écédents. Il s'harmonise au contraire avec eux, il leur
urnit une expression qui s'adapte à la fois à l'effort
médiate et à l'action à long terme.

Je crois que notre époque attend un message des catholiques, formulé avec une précision suffisante, pour fournir les lignes maîtresses d'une reconstruction de l'État et de la vie politique des peuples. Si je ne craignais nous lier par un exemple à une conception où la part de vérité a été submergée par des erreurs graves révélées avec éclat par les faits, je dirais que nous avons beaucoup tardé à rédiger notre « Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen »¹⁰. Des penseurs catholiques trop attachés à l'ancien régime pour garder la tête froide en présence du solennel document qui consacrait la disparition, n'ont eu souci que d'en montrer les erreurs. La Révolution ne leur a paru comporter d'autre réponse que la Contre-Révolution avec, pour corollaire, l'anéantissement de tout l'effort révolutionnaire. Ils ont manqué de deviner les parties de l'ordre ancien qui étaient devenues irrémédiablement caduques et les formes nouvelles, apportées dans une enveloppe saine et souillée, mais dont quelques-uns avaient les promesses de vie.

À la naissance du monde moderne, en 89, les catholiques ont commis l'erreur que nous payons aujourd'hui, de se détourner de lui en se contentant de jeter l'anathème. Pour n'avoir pas été baptisé, il porte encore la

note. Nous ne voulons pas paraître ignorer que plusieurs groupes se sont mis à l'œuvre depuis plusieurs années pour établir un programme d'une politique nouvelle au service des valeurs spirituelles. Qu'il suffise de nommer *Esprit*, *Ordre nouveau*, etc.

souillure du péché originel. Combien peu surent mesurer l'ampleur du cataclysme et la portée de la commotion. On s'est imaginé qu'il suffisait de remettre en mouvement les pendules arrêtées par le tremblement de terre sur l'heure ancienne, sans prendre garde au glas sonnel qui venait de sonner et qui marquait la fin d'une ère que historique.

Notre aveuglement ne serait pas moindre si nous ne percevions pas aujourd'hui le caractère inouï de la catastrophe qui s'est abattue sur le monde *universellement simultanément* foudroyé.

La guerre avec sa montagne de morts et de ruines, le chômage, la crise économique, le bouleversement de la carte de l'univers, l'avènement des régimes totalitaires communiste, fasciste et naziste, la disparition de l'Australie, l'effondrement des monnaies, dépassent en grandeur et en horreur tout ce qu'on a connu, et manifestent un douloureux enfantement d'un ordre dont il nous appartient de fixer la destinée pour le bonheur ou le malheur du genre humain.

Il se trouve par une heureuse fortune, qui est une providence, qu'on vit rarement parmi les catholiques de notre pays, une si merveilleuse abondance de pensée et de talent. Depuis longtemps on n'a constaté une pareille maîtrise intellectuelle associée à tant de foi, de fidélité, d'amour humble et agissant au service de l'Église. La situation du siècle de l'Encyclopédie est renversée à notre profit.

Et par une rencontre qui n'est pas moins heureuse, l'Église est seule à se dresser contre les courants où les sociétés sont emportées, pleines de vertige ou de terreur vers un avenir d'extermination réciproque ou de consommation mortelle. Écoutez-la dénoncer les erreurs du capitalisme, du totalitarisme, du nationalisme, du communisme, du racisme, de l'impérialisme guerrier et

l'antisémitisme et, dites si l'on peut montrer, avec plus de clairvoyance, un sens plus aigu des réalités présentes.

Urgence du message

Les auteurs de la Déclaration ne savaient pas que les droits de l'homme ont leur origine et leur règle dans les droits de la personne créée à l'image de Dieu. Nous le savons. En fondant sur l'individu le droit et la loi, ils vouaient la société politique à céder constamment sous la pression de la résistance individuelle opposée aux justes contraintes de la communauté. Ils bâtissaient un édifice où tous les calculs étaient démentis d'avance par cette contradiction interne. Si l'on ne reconnaît pas un droit supérieur aux droits égoïstes des citoyens et des nations, il est inutile de parler d'un ordre humain. Il faut consentir au désordre ou à l'alignement du troupeau sous la verge de fer.

L'équilibre de l'autorité et de la liberté ne signifie rien si chacun peut mettre sous ces mots la conception qui lui agréée. La société est inimaginable sans autorité, elle est mutilée sans liberté, mais de quelle autorité et de quelle liberté parle-t-on ?

Pas d'autorité sans le contrôle des citoyens. Nous l'accordons, mais quelle sera la forme du contrôle ? N'accordera-t-on pas aussi qu'aucune liberté n'est raisonnable sans le contrôle de l'autorité sur elle ? Et si le contrôle en vient à se confondre avec le pouvoir, que devient l'équilibre recherché ?

La société politique est une société de sociétés. Comment sera-t-elle en bonne santé si les sociétés subordonnées, et premièrement la famille et la profession, sont en péril de décomposition, si la société religieuse n'y peut respirer à l'aise ?

Qu'on nous pardonne de rappeler ces vérités premiè-

res, entre beaucoup d'autres. Nous ne voulons que marquer l'esprit qui animerait ce message, fruit de multiples collaborations.

Il y a quelques années, à propos d'un conflit politique envenimé par la violence des passions, quelques penseurs catholiques ont rédigé un manifeste « Pour le Bien commun ». Ces paroles courageuses, et parfois dures à entendre, ont dépassé les frontières du peuple fidèle et éveillé chez les incroyants des sympathies inattendues. Il leur a semblé qu'ils entendaient un son nouveau parce qu'il était mieux accordé aux préoccupations de leur cœur. Plusieurs fois les paroles du Pape et des évêques ont trouvé une audience favorable dans les milieux réfractaires jusqu'alors à cette influence. Pour ces raisons, nous pensons qu'il serait urgent d'exprimer pour notre temps, dans un message destiné à être compris de tous, les exigences politiques de la raison, telles que les aperçoit une bonne volonté éclairée par l'enseignement du catholicisme.

En dehors des militants révolutionnaires, il existe une multitude d'hommes sans idées, qui se laissent conduire les yeux clos en faisant crédit aux mauvais bergers. Ils sont reconnaissants à ces derniers de penser pour eux et de s'avancer d'un pas assuré dans les chemins où ils ne vont eux-mêmes qu'en hésitant. Il suffira souvent que nous parlions pour réveiller en eux l'écho des vérités premières engourdies dans leur conscience. Nous ne savons pas assez à quel point le monde moderne a besoin de nos idées.

*
**

Il y a eu le message de Lénine, puis le message de Mussolini, puis le message d'Hitler. Malgré les restaurations vitales auxquelles ils ont la prétention, partielle

ent justifiée, de concourir, on voit déjà par leur goût de la servitude et du sang qu'ils annoncent un avenir sinistre. C'est l'heure du message chrétien qui, sauvant dans la paix et pour le bien commun des nations ce qu'ils flattent de sauver par la violence pour le bonheur d'un seul peuple, rétablirait des valeurs spirituelles qu'ils ignorent, et qui sont le fondement véritable de la civilisation humaine.

Pourquoi ne pas le dire ? Ce message doit être celui de la France, plus consciente et plus digne de sa vocation, car si elle n'a pas le monopole de la vérité qui est à tous pour tous, on ne peut guère nier qu'elle semble avoir reçu une injonction plus impérieuse de s'y dévouer. Et peut-être n'a-t-elle été si durement frappée ces temps derniers dans son honneur et son prestige, si cruellement dépouillée de toute puissance matérielle, que pour être invitée à songer davantage à une mission qui lui est plus essentielle que la gloire des armes ou les enivrements de la domination. Parmi les grandes nations, elle est seule aujourd'hui capable de concevoir et de formuler ce message. Aucun sceau ne ferme ses lèvres.

La politique des catholiques doit rendre vigueur à notre pays pour cette tâche, guérir le relâchement de ses institutions et la mollesse de sa démarche.

Par des remèdes politiques en harmonie avec ses principes, elle retrempera le ressort de la volonté française étendue dans l'oubli du devoir et de la dignité.

Vivre sans effort, c'est aussi vivre sans force, car l'effort est la loi de la vie et le secret de la force. Encore convient-il que cet effort ait sa règle et sa mesure pour être bienfaisant. Il ne peut les tenir que de nous.

Colonel ANDRÉ ROULLET.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Renan en Italie ¹

S'il est vrai que Renan, en 1848, songeait surtout à l'influence de la Révolution sur l'agrégation de philosophie, il put apprécier l'expédition romaine, en 1849, par l'influence que l'Italie exerça sur son art et sa pensée. Son ami, le Dijonnais Daremberg, avait sollicité du ministre d'être envoyé à la chasse aux manuscrits dans les bibliothèques de la péninsule : il se chargea de toutes les démarches, obtint mission officielle, crédits, lettres de recommandation. Renan n'avait eu qu'à se laisser faire : il répugnait de devenir l'obligé de Falloux, il désapprouvait la « croisade » romaine; il se croyait d'ailleurs compris par certain article sur les historiens critiques de Jules Falloux, au contraire, mit une sorte d'amour-propre à faire droit à cette requête ! Il voulait « relever son exposition », faire preuve de libéralisme, expliquait Renan. D'autre part, Le Hir, Mgr Dupanloup recommandent leur ancien élève auprès des notabilités ecclésiastiques. Renan arrive à Rome nanti d'un prestige officiel, scientifique et clérical.

Abel Lefranc, qui nous retrace, en un livre de fine psychologie et de vivante érudition, l'itinéraire de Renan, a étudié les divers aspects de cette mission; mais que nous importent des mémoires vieillis ? L'art survit à la thèse et tout notre intérêt va à cette transformation qui fait du séminariste tendu, du savant abstrait, un artiste, un écrivain vain : « Moi qui ne sais que les livres, quel monde [devient] devant moi ! »

1. Abel Lefranc, *Ernest Renan en Italie*, juillet 1849-juillet 1850. N.R.C.

Trois étapes valent de nous retenir. Rome tout d'abord, Rome encore veuve de Pie IX, après la malheureuse tentative révolutionnaire de Mazzini. Renan, il est vrai, semble plus sensible à de tels malheurs que le peuple romain, mais il se laisse bientôt prendre au charme de la ville : D'abord, en arrivant dans ce pays, rage, colère; maintenant abandon à cet abandon général. » La tête bourrée de jugés, il croyait que cardinaux et moines avaient abruti le peuple pour régner; il ne le croit plus maintenant qu'il a vu la fête des enfants à l'*Ara cœli*, dénombré les mados au coin des rues, causé avec de petites gens. « Le peuple, écrit-il, a fait sa religion. » Et cette religion populaire émeut cet intellectuel : « J'ai cru longtemps que je viendrais au catholicisme la tête haute, par la voie de la critique. Hélas ! j'y reviendrai peut-être, humble comme une petite fille, vaincu par la Madone. »

Au rêve esthétique s'oppose l'émotion populaire; il dresse la face du temple antique l'église chargée de prières (et est déjà le motif de la Prière sur l'Acropole) : « Un temple ancien est incontestablement d'une beauté plus pure qu'une église gothique : et pourtant je resterai des heures devant celle-ci et ne pourrai durer cinq minutes dans celui-ci sans bâiller. Cela prouve que je suis pervers. »

Dans la ville ardente et païenne, le petit clerc breton est entouré d'images d'une volupté tendre et un peu triste. Si ses premiers essais romanesques (*Patrice*, ou encore *Ernest Béatrice*) sont bientôt sacrifiés à *Averroès*, Renan, au milieu de son renouveau sénile, saura reprendre ces troublants mélanges d'amour et de religion.

Si Rome a été comme une révélation de la religion populaire, le Mont-Cassin va lui faire comprendre une autre forme religieuse, la religion moderne. Étrange contraste : l'abbaye a conservé les anciennes vertus du passé, douceur, hospitalité; et dans ce cadre du moyen âge Renan peut goûter la vie de Jésus de Strauss, découvrir les *Inni* où Manzoni cherche à consommer l'alliance des plus hautes vertus humaines et de la religion. Don Tosti lui apparaît comme un Lamennais italien : comme le français, il a rêvé de mettre la papauté à la tête du mouvement patriotique social; comme le français, il a été désavoué. Pour Renan, la rigueur de Rome est un argument de plus pour la religion en esprit et en vérité.

Dernière étape : Assise où le Poverello lui apparaît comme un second Christ au moyen âge.

Psychologie religieuse des foules, culte en esprit et vérité, ascendant d'un saint thaumaturge, ce sont là données fondamentales des *Origines chrétiennes*. Rien tonnait dès lors que Renan conçoive à cette date la grande œuvre de sa vie : « réhabiliter le christianisme, non comme théorie orthodoxe et infaillible, mais comme doctrine spiritualiste et suprasensible contre le matérialisme et le réalisme qui font le fond du socialisme ».

Ces années italiennes sont donc essentielles dans l'évolution de Renan : le livre de M. Abel Lefranc le montre assez ; sous un titre modeste, il étudie effectivement la vocation artistique et historique de Renan.

BERNARD AMOUDRU.

DOCUMENTS

Noël sous la croix gammée

La presse et la radio du Dr Goebbels se sont montrées très indignées d'un article de l'*Osservatore Romano* « osait » comparer la fête de Noël en Allemagne à la fête dont la célèbre le communisme en Russie. Le quotidien Vatican était, en effet, « allé jusqu'à affirmer » que l'œuvre de destruction nationale-socialiste est, dans un certain sens, plus dangereuse que celle du bolchevisme parce qu'elle ne dit pas si ouvertement ses véritables buts, qu'elle peut donc égarer plus facilement les esprits non avertis.

Dans le Troisième Reich, on ne se contente plus de célébrer Noël *sans* le Christ, on veut en faire une manifesta-

contre le Christ. La fête de la naissance du Divin Sauveur est déchristianisée et réduite à un usage païen, à une cérémonie du culte de la race et du sang. Par la presse, la radio, l'école, et surtout par cette « formation idéologique » (*weltanschauliche Schulung*) qui est la tâche principale des innombrables organisations nazistes, les maîtres du Troisième Reich se sont efforcés, une fois de plus, de faire croire au peuple que Noël n'est que le *Julfest* des Germains païens qui célébraient le solstice d'hiver avec des cérémonies solennelles où le feu, le sapin et la légende d'un « enfant de lumière » jouaient les premiers rôles.

Dans son numéro du 22 décembre 1938, *Das Schwarze Korps*, organe des milices noires (S. S.), écrivait :

Cette nuit de Noël est à nous. Nous la célébrions déjà autour des feux de camp en faisant rouler des roues flamboyantes, alors qu'aucun missionnaire celtique d'un Évangile étranger (!) n'avait encore mis le pied sur la terre de Germanie. Nous la célébrions en des lieux solitaires et dans des vallées éloignées du monde au temps où les bourreaux de la charité (!) menaçaient de la mort tous ceux qui s'adonneraient aux usages « païens ». Nous la célébrions avant que les clercs de Rome et de Byzance soient tombés d'accord pour savoir si l'anniversaire de leur (!) Sauveur devait être célébré le 1^{er} ou le 6 janvier. La sainteté de nos nuits sacrées était tellement grande que l'Église chrétienne se vit forcée, plusieurs siècles après la naissance du Christ, à fixer la date de cette naissance au jour du *Julfest* germanique pour participer, comme le gui, à la force vitale indomptable des sources intarissables. Le même processus s'est répété quand de vénérables et anciens usages se sont ressuscités dans la forme rajeunie de l'arbre de Noël. Les Églises commencèrent par pester contre cet usage « païen » — pour finir par l'accepter quand elles virent qu'il était plus fort que tout ce qu'elles pouvaient lui opposer... Cette fête allemande a toujours été plus forte que tous les efforts de ceux qui voulaient la supprimer comme ils divisaient le peuple allemand. Tous les essais particularistes des confessions chrétiennes ont échoué devant la fête de Noël. Jamais il n'y a eu de Noël catholique ou protestant. Les confessions fixaient leurs cérémonies ecclésiastiques à des dates avant ou après les véritables heures sacrées, car celles-ci n'appartiennent qu'aux hommes, aux hommes du même sang et du même sentiment, à la famille et à la grande famille de la nation...

L'article était illustré d'un joli arbre de Noël dont la pointe portait, au lieu de la traditionnelle étoile de Bethléem, une croix gammée.

Depuis plusieurs années, dans tout le Reich, les S. S.,

dont *Das Schwarze Korps* est l'organe officiel, organisent, selon un rite païen, de gigantesques feux de solstice. Suivant l'ordre du chef de la Jeunesse du Reich, Baldur von Schirach, tous les membres de la Jeunesse Hitlérienne sont obligés de prendre part à ces cérémonies sous la direction des S. S. L'inscription à la *Hitler-Jugend* étant obligatoire, on peut imaginer les résultats de cette « éducation »...

La Ligue des Instituteurs nazistes (N.S.L.B.) fixa, en novembre 1938, ces directives pour la déchristianisation de Noël. Toute interprétation « confessionnelle » de la fête doit être rigoureusement exclue de l'école. Les instituteurs et institutrices doivent « former la conception de Noël populaire (*Volksweihnacht*) conformément au sentiment de race allemand ». Cela restait encore assez obscur. Mais on ajouta des éclaircissements : le « regret de la lumière » est le sens de Noël, et dans les écoles il faut « cultiver d'une façon plus étendue les jeux de contes de fées, avec la lutte entre la lumière et l'obscurité, entre le bien et le mal ». Il était strictement défendu de chanter à l'école des chants de Noël chrétiens.

On sait que la même Ligue des Instituteurs mène auprès de ses membres une campagne pour les exciter à refuser de donner des leçons de religion, sous prétexte que la Bible raconte l'histoire du peuple juif, et qu'après l'attentat du Juif polonais Grynszpan contre le troisième secrétaire de l'Ambassade allemande à Paris, l'enseignement de la religion sur la base de ce livre juif est devenu incompatible avec l'honneur d'un maître allemand.

A l'occasion de Noël, les journaux allemands ont publié des listes de livres à donner. J'ai sous les yeux celle du *Völkischer Beobachter*. On n'y trouve pas un seul livre chrétien, mais tous les ouvrages du néopaganisme rosenbergien, du *Mythe du Vingtième Siècle* à l'odieuse brochure *Männer um den Papst*, collection de diffamations et insultes contre le Souverain Pontife et le Saint-Siège. La liste contient la *Germanen-Bibel* (« Bible des Germains ») de Wilhelm Schwaner, qui est violemment antichrétienne et que les nazis ont souvent désavouée auparavant, le pamphlet *Papstherrschaft* (« Domination du Pape ») de Walter Fasolt, les *Obscurantins de Notre Temps* et les *Protestants pèlerins de Rome* de Rosenberg, la *Foi de la Marche du Nord* de l'ancien pasteur Gustav Frenssen (un des derniers

protagonistes littéraires du néopaganisme nordique) et beaucoup d'autres de la même catégorie.

Une fois de plus, les chefs nazistes, notamment MM. Rudolf Hess, Julius Streicher et Erich Hilgenfeldt, se sont faits orateurs de Noël et ont affirmé que cette fête est en vérité une fête nationale-socialiste qui ne trouve son plein sens que par l'Oeuvre du Secours d'Hiver et les autres réalisations du Troisième Reich. Noël est aussi, prétend-on, la « fête des Allemands à l'étranger ». En l'honneur de ceux qui n'ont pas encore été « libérés » par Adolf Hitler, on allume des bougies bleues sur l'arbre de Noël.

En Autriche et dans le pays des Sudètes, des efforts particulièrement choquants ont été faits pour remplacer la fête chrétienne par le *Julfest* païen. L'organe hebdomadaire du Service du Travail du Reich, *Der Arbeitsmann* — le journal dont les insultes contre Notre-Dame de Czeszochowa ont provoqué la protestation solennelle du Souverain Pontife dans l'encyclique sur le Rosaire — a inséré, dans son numéro du 31 décembre 1938, un compte rendu sur le Noël de la section Ehrwald (Autriche) du *Reichsarbeitsdienst*. Nous remarquons qu'il ne s'agit pas d'une chose privée ou semi-privée, mais d'une institution officielle et obligatoire par laquelle doivent passer tous les jeunes Allemands. L'article est intitulé : *Premier Noël du Service du Travail en Autriche*. Voici le passage le plus caractéristique :

Sur une colline située vers l'est, un haut sapin a été érigé. À l'ombre de l'arbre, on voit un immense bûcher. La compagnie s'est alignée en rangs. Dans un vaste cercle, les hommes du service du travail entourent le sapin et le bûcher. Le jour monte lentement. Le soleil se cache encore derrière le massif de la montagne. Soudain, les premiers rayons se lancent au-dessus de la cime dentelée. Le bûcher s'enflamme. Les bras des hommes du service du travail reflètent la lumière qui monte. C'est le solstice d'hiver. Les hommes de la compagnie se tiennent debout, silencieusement et solennellement, devant le ciel qui s'éclaircit lentement, devant les montagnes, en saluant la lumière. Le chef territorial (*Arbeitsgau-führer*) prend la parole. Il parle du sens de la fête, de la longue nuit et de la lumière qui vient. Les hommes sont debout vers le ciel comme des symboles de la rune de la vie (*Lebensrune*). La tête et le tronc constituent le trait vertical, les bras étendus en haut forment les deux traverses.

La « rune de la vie » est le signe d'origine nordique que

la presse naziste emploie pour décorer les avis de naissances (un trait vertical et deux bras qui se lèvent), tandis que les avis mortuaires portent (au lieu de la croix chrétienne) la *Todesrune*, composée d'un trait vertical et de deux bras qui se baissent. *Der Arbeitsmann* a illustré son contenu d'une photographie qui nous montre cette nouvelle liturgie du feu, du soleil et de la race...

Nous venons de prononcer le mot « liturgie ». C'est ce que les nazis eux-mêmes. L'hebdomadaire de la Jeunesse hitlérienne, *Die H.-J.*, contenait, le 7 janvier 1939, un article intitulé : « La cérémonie politique. Les lois de l'organisation de nos fêtes. » En voici les phrases les plus frappantes :

*La célébration d'une fête doit représenter le processus de la formation d'une communauté. Depuis toujours, ce processus se trouve à la base de toutes les cérémonies religieuses. Conformément aux lois de l'âme humaine, il a trouvé son expression dans ce que nous appelons liturgie. Le liturge était, dans le sens originel du terme, celui qui parlait au nom de la communauté politique. A la fin de la cérémonie, il y a la profession de foi, l'affirmation de l'idée. L'orateur la prononce, et, par une formule de peu de mots — formule pour laquelle une certaine tradition devrait s'établir —, la communauté confirme cette profession de foi. Il va sans dire que le chef en commun a droit à une place importante dans la cérémonie. Pour garantir la pureté de la conception du monde (*Weltanschauung*), il faut mettre en principe une parole du Führer au centre de la cérémonie. Entre la liturgie et la profession de foi, il y a une allocution...*

Le national-socialisme est une conception du monde qui ne doit pas seulement être enseignée, mais aussi vécue. La cérémonie politique en reçoit tout son sens : l'orientation vers la communauté du peuple. Dans la cérémonie, nous nous approchons de la sphère religieuse : nous devons respecter Dieu et l'ordre divin et nous nous soumettons à notre volonté humaine égoïste. Pour cela, il faudra toujours une nouvelle transformation de notre propre cœur...

Nos lecteurs savent ce que « l'ordre divin » veut dire dans la terminologie hitlérienne : c'est simplement l'idéologie raciste.

Les efforts pour la déchristianisation de la fête de Noël sont aussi vieux que le régime national-socialiste. Mais depuis 1938 ils ont été infiniment plus intenses qu'auparavant. Dans la radio, par exemple, il y avait toujours de nombreuses émissions relatives aux prétendues origines nordiques

et païennes de la *Weihenacht* allemande. Mais à côté de ces émissions, il y en avait d'autres, d'inspiration chrétienne. Dans les émissions enfantines, on parlait encore de l'Enfant Jésus. En 1938, presque tout a été supprimé. La déchristianisation et la paganisation de la fête de Noël fut presque complète dans les programmes de T.S.F.

L'*Osservatore Romano* avait donc cent fois raison de publier, le 28 décembre, son article « *Notte Santa* » *Senza santità* (« *Nuit Sainte* » sans sainteté). Ayant parlé d'abord de la campagne antichrétienne que les Soviets menaient à l'occasion des fêtes de Noël, l'auteur, qui signe V., traite du national-socialisme dans les termes suivants :

Si la méthode fut différente, le but fut le même dans la célébration de Noël par le national-socialisme, car la négation du christianisme n'est ni moins militante ni moins obstinée. Ce mysticisme éopaien et panthéiste prétend protester contre l'athéisme et voudrait même figurer comme le défenseur et le sauveur de la foi et de la religion contre le bolchevisme matérialiste et avoir droit, de ce fait, à la gratitude de ceux qu'il persécute parce qu'ils tiennent leur foi révélée, à leur culte et à leur loi.

Cette autre œuvre de destruction religieuse est même plus dangereuse, car elle n'est pas sans équivoque et reste plus séduisante que l'athéisme ouvertement professé et proclamé, surtout parmi la jeunesse à laquelle on s'adresse avec tant d'espoir. Ici, la lutte antichrétienne ne pousse pas cette jeunesse, comme le bolchevisme, dans la plus brutale négation de l'esprit, mais l'attire par des contrefaçons de l'idéalisme, du spiritualisme et même de la religiosité, attirance d'autant plus séduisante qu'elle est plus vague au point de vue théologique, et que l'exaltation nationaliste et politique est extrême.

Il suffit de parcourir la presse nationale-socialiste de ces jours-ci. Aucun spectacle n'est plus désolant que l'effort de ces journaux qui tâchent de propager et rendre populaires les différentes fêtes d'hiver », « de solstice » et « nationales », organisées par le parti sur la base de traditions et d'inventions mélangées à des reminiscences « poétiques » et à des conceptions païennes, en évitant soigneusement toute allusion au Christ, à Dieu, à l'Évangile, au mystère de Bethléem.

Ce n'est plus la naissance du Sauveur qui attire l'attention des esprits, qui sanctifie la joie de la famille, qui chauffe les cœurs. Mais ce sont les idées froides de la « nuit du peuple », de « l'homme d'hiver », du *Knecht Ruprecht*, du *Kasperl*, du *Lichterbaum*, des jeux mécaniques et soldatesques qui profanent le *Heiliger Abend*, la nuit sainte ! On trouve encore de temps en temps, parmi la terminologie païenne, les anciens noms de *Weihnacht*, de *Christbaum*

et de *Heiligabend*, mais ils sont de plus en plus remplacés par des surrogats comme *Julfest*, *Julkrantz*, *Winterwende*, etc. Tous les jours, on lit des nouvelles de pareilles fêtes organisées par les autorités, les associations, les groupes politiques, pour faire oublier au peuple la fête de la Naissance du Christ.

Le symbole le plus usité, après l'abolition de la Crèche, est le sapin parce que, dit-on, il pousse ses racines dans la terre germanique au-delà de la couche chrétienne. Il y a l'Enfant, un enfant qui est assis, pour ainsi dire, sur un rameau du grand sapin et qui signe la rénovation continue de la vie devenant toujours plus florissante et plus vigoureuse, l'enfant par lequel se reproduit en réalité le peuple comme dans le « mythe » de Bethléem, le peuple fidèle et reconnaissant grâce à ce qui surgit de son sang et de sa terre comme dogme et force des nouvelles générations.

Ici, c'est la « nation » ; pour les bolchéviks, c'est l'« internationale ». Les extrêmes opposés se touchent dans la démolition de la foi et de cette morale, de cette idée et de cette tradition chrétienne qui s'opposent également à leur but commun : enlever toute place à Dieu pour la donner à l'homme, compris comme individu et comme collectivité.

C'est pourquoi le « Noël du peuple » — on peut dire que, dans cette formule aussi, les deux extrêmes sont d'accord et se contentent —, sans cette caractéristique du Noël du Christ, manque à ce qui lui est indissolublement lié, de cette « paix sur la terre aux hommes de bonne volonté ».

Regardons autour de nous : partout à l'horizon du monde, tout là où l'on refuse férocement toute gloire au Seigneur, il n'y a pas de paix. Il n'y a pas de paix entre les peuples, entre les classes, entre les individus, et les individus ne vivent pas en paix avec eux-mêmes. Parce qu'on n'est pas en paix avec la justice, avec la charité, avec la solidarité humaine. Avec tout ce qu'a invoqué, au cours de plus, parmi les nations, dans le Noël du Christ, le Vicaire du Christ.

L'article de l'*Osservatore Romano* provoqua des réactions furieuses de toute la presse brune. *Das Schwarze Kreuz* répliqua le 5 janvier 1939 :

Le clair éclat des lumières des arbres de Noël allemands a été étouffé, une fois de plus, les obscurantins du Vatican. Ils ne portent pas la lumière du Nord qui rayonne par-dessus les Alpes jusque dans leurs sombres habitacles. La fameuse feuille d'extension pontificale, l'*Osservatore Romano*, avec son effronterie traditionnelle, s'en va-t'en guerre contre les usages de Noël allemands. Ils lui paraissent comme l'incarnation du paganisme et comme des condamnables. Ce sont de vieilles mélodies de haine qui sortent du palais du « vice-Dieu » pour troubler la sainte paix de Noël.

ous paraissent d'ailleurs être plus honnêtes que la vieille chorale « Paix aux hommes de bonne volonté » qu'on y entonne aussi de temps en temps. Non, le peuple allemand qui célèbre, comme aucun autre peuple ne le fait, la fête de Noël dans une profonde intimité ne se laisse pas déranger par les cris d'indignation des masses estropiées de haine ecclésiastique. Il ne se laisse pas détourner de la célébration de ses fêtes d'après ses traditions et d'après le commandement de son sang. Le Vatican aura donc besoin pour tout l'avenir de gros rideaux qu'il lui faudra fixer devant ses fenêtres pour ne pas voir, dans les salles sacrées de la Papauté romaine, la lumière « païenne » du Nord. Mais ce n'est pas seulement la lumière qui dérange le Vatican, mais aussi le fait que le peuple allemand tout entier célèbre, dans une communauté inébranlable, son « Noël du peuple ». C'est ce qui est interprété comme une négation du sens du Noël chrétien et mène à une comparaison avec la Russie soviétique...

Cette feuille ecclésiastique affirme que les catholiques allemands célèbrent leur Noël dans un esprit « païen » et de façon semblable à la Russie. L'absurdité de cette affirmation rend évidentes les machinations politiques du clergé politicien. On veut montrer aux catholiques allemands où ils sont menés par la direction nationale-socialiste de l'État, à laquelle on en veut parce qu'elle a mis un terme aux agissements du clergé politicien.

Nous sommes habitués à voir le national-socialisme identifié avec le bolchevisme. Il n'est que trop évident qu'on veut frapper aussi le fascisme italien. Ce n'est qu'en raison du Concordat qu'on n'ose pas en parler dans les mêmes termes. Mais il suffit de lire la presse catholique qui paraît en dehors de l'Italie pour se convaincre que les attaques du catholicisme se dirigent dans la même mesure contre le fascisme. Les attaques du Vatican sont dirigées contre la politique de l'Axe du peuple allemand et du peuple italien et contre le mouvement antibolcheviste.

Cela continue sur le même ton, et l'*Osservatore Romano* du 12 janvier 1939 a pu constater que *Das Schwarze Korps* a confirmé, malgré sa violente réplique, ce que l'organe du Saint-Siège avait affirmé : que la « sainte paix de Noël » est troublée par ceux qui veulent déchristianiser la fête de la naissance de Jésus-Christ, et non pas par ceux qui s'y opposent.

KURT TÜRMEER.

L'indépendance de l'Église copte d'Éthiopie

La politique indigène de l'Italie en Éthiopie revêt des formes très diverses : elle s'essaie tour à tour à gagner les catholiques pour lesquels le Saint-Siège a institué tout récemment de nouvelles circonscriptions ecclésiastiques et créé une Délégation apostolique dont le titulaire est en même temps Vicaire apostolique d'Addis-Abeba, la capitale ; les musulmans, comme nous l'avons déjà montré dans *La Vie Intellectuelle* ¹ ; les coptes, qui forment l'élément dominant de la population.

En faveur de ces derniers, l'Italie a pris une mesure qui a passé à peu près inaperçue en Europe, mais qui peut être considérée d'une grande importance pour l'Éthiopie et aussi pour l'Égypte. L'Église copte abyssinie jusqu'à ces derniers mois, relevait entièrement du Patriarcat copte d'Alexandrie d'Égypte, et les évêques coptes d'Éthiopie étaient exclusivement choisis parmi les moines égyptiens. Depuis plusieurs années pourtant, et sans doute à l'instigation ou au moins avec le concours du négus Haïlé Sélassié, désireux d'affirmer nettement l'indépendance de son pays dans tous les domaines, un sérieux mouvement séparatiste s'était fait jour dans l'Église abyssine. C'est d'ailleurs une marque caractéristique de toutes les Églises dites « orthodoxes » que de se proclamer de plus en plus nationales : les Églises orthodoxes byzantines entendent s'affranchir de l'autorité, au moins disciplinaire sinon doctrinale,

1. 10 mars 1937, pp. 276-287.

Patriarcat « œcuménique » de Constantinople, et en divers pays, comme l'Albanie, la Bulgarie, etc., surtout depuis la Grande Guerre, se sont établies des Églises « autocéphales », indépendantes, exclusivement nationales et liées étroitement au pouvoir civil. En Syrie et en Palestine, des conflits aigus ont opposé les fidèles et le bas clergé de rit grec, mais de race et de langue arabes, à la hiérarchie de langue grecque et de nationalité hellène : les premiers revendiquent énergiquement des évêques nationaux; même tendance chez les Grecs orthodoxes d'Égypte qui, à l'encontre du Patriarcat de Constantinople, réclament des évêques égyptiens. On comprend que les gouvernements, surtout dans les pays nouvellement créés ou restaurés, qui ont à lutter pour l'affirmation de leur nationalité, appuient de toutes leurs forces ces aspirations. L'Église copte d'Éthiopie suivit donc ce mouvement et, en 1928, le Patriarcat copte d'Alexandrie fut obligé à quelques concessions : il nomma cinq évêques coptes éthiopiens, le patriarche restant pourtant un Égyptien, et l'Église d'Éthiopie soumise à celle d'Égypte.

Dix-huit mois après leur conquête de l'Éthiopie, les Italiens se sont décidés à réaliser eux-mêmes le vœu du jeune clergé éthiopien. Le patriarche copte d'Éthiopie était allé en voyage à Rome, où il avait prodigué les manifestations de loyalisme envers l'Italie et où il avait reçu un chaleureux accueil, mais aussi sans doute le pressant « conseil » de démissionner. A son retour, il demeura en Égypte, sa patrie. Les Italiens réunirent un Concile du clergé éthiopien qui élut un patriarche et nomma des titulaires aux sièges épiscopaux vacants. Nous publions ci-dessous, bien entendu à titre documentaire et sans prendre à notre compte ses affirmations historiques ou ses idées politiques, un intéressant article italien sur ce sujet. Il est curieux de voir ainsi l'Italie, qui est de par le traité du Latran un État officiellement catholique, s'afficher successivement protectrice des

Musulmans (déclarations du maréchal Graziani aux Musulmans d'Éthiopie et de Mussolini aux Musulmans Libye), fondatrice et tutrice de l'Église copte abyssinienne. Qu'il s'agisse d'ailleurs là d'une intervention avant tout politique, la conclusion de l'article ci-dessous le montre suffisamment. Et il convient tout autant de relever le paradoxe que présente aussi l'intervention diplomatique du gouvernement égyptien qui, à la tête d'un pays à grande majorité musulman, prit la défense du Patriarche copte d'Alexandrie et envoya à Rome des protestations officielles ². Malgré ces protestations, et bien que l'Église copte d'Égypte ait solennellement excommunié le nouveau patriarche éthiopien et tous ses partisans, les choses en sont restées là : une nouvelle Église indépendante est née, sujette d'ailleurs d'un État étranger, qui doit bien restreindre considérablement la réalité de cette indépendance.

PAUL CATRICE.

2. Nous avons de nombreuses coupures de la presse égyptienne de langue française, qui témoignent de la vive émotion produite en Égypte, même dans les milieux musulmans, par cette intervention de l'Italie.

La politique indigène en Éthiopie¹

Le 27 novembre dernier, les prélats et dignitaires de toutes les principales églises et couvents chrétiens éthiopiens, venus à Addis-Abéba de toutes les parties de l'Empire, se sont réunis en concile pour procéder à la réorganisation de l'Église copte, qui, par l'abandon dans lequel elle avait été laissée dans le passé par les anciens chefs religieux et par le gouvernement du Négus, menaçait de se précipiter vers la ruine. Ces prélats ont réalisé l'ancien désir du clergé et des fidèles d'avoir un métropolite originaire du pays, qui connaisse bien l'amharique et le tigréen, langues du pays, et l'éthiopien ancien, langue liturgique; ils décidèrent et procédèrent à la nomination d'un métropolite originaire de l'Éthiopie et d'évêques qui pourraient occuper les différents sièges vacants. Furent élus :

1° Métropolite l'Abuna Abraham, déjà titulaire du siège épiscopal de Gondar;

2° Évêques : Tacle Haimanot, récemment investi des fonctions d'ecceghié, c'est-à-dire chef du clergé monastique, Gebre Mariam de Debradamo, Acalu de Salaa Dingai, Ghebre Medelin d'Axum.

Ensuite les représentants du clergé égyptien soumirent les nominations au vice-roi qui, après avoir reçu les dignitaires de l'Église éthiopienne en audience solennelle dans les salons de sa résidence, en présence des autorités civiles, militaires et politiques, approuva les nominations en félicitant les élus et en prononçant à cette occasion un important discours dans lequel il se réjouissait de l'heureux début d'une ère nouvelle pour l'Église éthiopienne, « expression d'un vœu constant et volontaire des fidèles » et citait comme exemple significatif l'estime dont était entouré le Prieur du couvent de Bizen, vieil et fidèle ami de l'Italie.

L'Abuna Abraham répondit en exprimant avec émotion sa reconnaissance et sa joie de voir promettre à l'Église éthio-

1. Chronique de la *Rivista delle colonie*, publiée par le Ministère des Colonies à Rome, novembre 1937, pp. 1444-1446. Traduite de l'italien par Paul Catrice,

pienne une période de prospérité telle que jamais leurs pères qui ont tant combattu pour elle, n'ont pu le désirer.

Cette grande manifestation se termina par un imposant cortège à l'église de Sainte-Marie et par une manifestation enthousiaste de joie de la part de la population.

Quel est donc le véritable sens des récentes décisions prises par les principaux représentants du clergé éthiopien, réunis pour la première fois en harmonie d'esprit et d'intention dans Addis-Abéba italienne?

Le fait qui a le plus frappé les nombreux observateurs étrangers est la nomination d'un Abuna abyssin comme métropolite de l'Église chrétienne monophysite d'Éthiopie. De ce fait l'on a, vu le peu de connaissance des véritables aspects de la question, tiré des conclusions absolument inexactes.

Il est désormais certain que la coutume au nom de laquelle (et sans aucune raison doctrinale spéciale) le patriarche d'Alexandrie d'Égypte donnait solennellement l'investiture au métropolite de l'Église abyssine, datait de plusieurs siècles après le Concile de Nicée (325) et que la légende recueillie par Morier, selon laquelle saint Frumence, introducteur du christianisme en Abyssinie, aurait été ordonné prêtre et évêque d'Axum par le patriarche d'Alexandrie d'Égypte, auquel, étant simple marchand, il se serait adressé pour lui signaler les possibilités du christianisme en Éthiopie, est privée de toute valeur historique. Il est désormais bien certain que la véritable raison d'une telle coutume réside, aux origines, dans l'intérêt que l'Empire byzantin avait à établir des liens solides de dépendance entre le Patriarcat d'Alexandrie, asservi complètement à son autorité, et les plus lointains pays d'Éthiopie où il tenait à exercer indirectement une influence en son propre nom.

La nature essentiellement politique de cette coutume s'est trouvée confirmée plus tard, quand l'Abyssinie devint entièrement chrétienne et que l'Égypte, au contraire, tombait sous le pouvoir des Musulmans, par l'opportunité qui parut clairement aux gouvernements d'Égypte de maintenir de bonnes relations entre les deux pays par crainte que l'Abyssinie ne puisse nuire à l'Égypte en faisant dévier les eaux qui alimentent le Nil, et ils tenaient tellement à ces bonnes relations qu'ils allaient jusqu'à menacer les patriarches d'

Alexandrie de persécution s'ils n'usaient pas de toutes leurs forces pour les maintenir.

Il apparaît donc avec évidence que cette coutume était basée exclusivement sur des intérêts purement politiques et donc susceptible de variations, même radicales, selon la situation nouvelle et les contingences particulières.

Mais la signification réelle, d'importance vraiment historique, de la récente réunion des principaux représentants du clergé d'Éthiopie à Addis-Abéba n'est pas tant dans la décision prise que dans l'esprit qui l'anima.

On sait comment nous avons trouvé l'Éthiopie dans un état de désorganisation et d'anarchie séculaire : le clergé abyssin se distinguait par la corruption et par un instinct individualiste, lui qui aurait dû donner le bon exemple à ces populations sauvages et primitives parmi lesquelles, à cause de leur caractère profondément superstitieux, il jouissait d'une indiscutable influence.

Il est donc d'autant plus merveilleux que, fait sans précédent dans l'histoire d'Abyssinie, tous les principaux représentants du clergé éthiopien se sont spontanément réunis à Addis-Abéba et ont réussi à prendre d'importantes décisions.

Pour qui connaît la mentalité abyssine et le continuel état de lutte et d'anarchie dans lequel se trouvaient depuis des siècles les populations éthiopiennes, leurs chefs et leur clergé, ce fait apparaît dans son véritable caractère d'événement extraordinaire d'une réelle importance historique.

Il démontre bien le nouvel esprit d'ordre, de tranquillité et de concorde qui anime les populations éthiopiennes et grâce auquel ces populations, par l'intermédiaire de leurs principaux représentants que sont les membres du clergé, pourront dans un temps bref atteindre, sous notre direction, cette élévation spirituelle et morale à laquelle aspire spontanément notre œuvre de civilisation en Éthiopie.

La spontanéité de la récente et très importante manifestation d'Addis-Abéba est encore justifiée et est aussi la conséquence d'un autre fait que beaucoup ignorent ou démentent.

En 1936, à la mort de l'Abuna Mathieu, Égyptien comme tous ses prédécesseurs, prit consistance en Éthiopie un fort mouvement qui, déjà depuis un certain temps, progressait spontanément au sein des populations et des chefs subalter-

nes de l'Église éthiopienne. Ce mouvement tendait à la création d'une Église autonome ou qui aurait au moins comme chef un ecclésiastique né en Éthiopie et non pas un Égyptien car bien souvent celui-ci ne connaissait même pas les dialectes de ses fidèles, ni le ghéez, ni l'amharique ancien usité dans les cérémonies religieuses. On adopta alors une solution transaction : un métropolite égyptien fut nommé mais accompagné de cinq évêques choisis parmi les ecclésiastiques éthiopiens, si bien que le métropolite égyptien ne parut plus être qu'un simple fonctionnaire rétribué et, par conséquent, selon la coutume éthiopienne, plus ou moins régulièrement employé.

La nomination comme métropolite d'un Abuna abyssin n'est donc plus autre chose que la sanction d'un état de fait déjà évident, et la solution logique, profondément enracinée et sincèrement désirée par les populations éthiopiennes, l'état de transition dans lequel se trouvait l'Église monophysite d'Éthiopie.

Si l'on a pu arriver à ce résultat, c'est naturellement grâce seulement au régime de collaboration pacifique que le gouvernement fasciste a su vraiment vouloir et réaliser avec ténacité.

Les événements récents ne sont que la confirmation de la sagesse et de la prévoyance des directives claires et originelles tracées par le gouvernement fasciste dans cette question délicate, et contenues dans le lapidaire article 31 (ce qui démontre encore une fois la maturité avec laquelle nous avons considéré l'œuvre de colonisation en Éthiopie) de la Charte fondamentale pour l'Empire du 1^{er} juin 1936 : « Dans l'Afrique orientale italienne est prescrit l'absolu respect des religions. » Ce respect doit être entendu non pas au sens libéral de simple tolérance, mais bien au sens fasciste de tutelle active, de protection et de secours, ce qui, en venant au-devant du désir légitime des indigènes, a permis de réaliser la manifestation d'Addis-Abéba le 27 novembre dernier. Cette manifestation représente, sans aucune exagération, outre une date décisive dans l'histoire séculaire de l'Église chrétienne monophysite d'Éthiopie, un véritable triomphe de la politique coloniale italienne.

P. CATRICE.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *A propos d'organisation corporative.*
Corporatisme ou syndicalisme?

J. TONNEAU, O. P. *Salaire et justice.*

Depuis que surgit avec ardeur, au XIX^e siècle, la discussion sur le salaire, l'étude théorique de cette importante question est en passe de fournir la matière d'un traité dans nos théologies morales modernes; elle a ses lieux théologiques, ses conflits d'opinion, son histoire. Il n'est pas inutile de réfléchir sur les causes et sur le sens de cet enrichissement doctrinal. A qui saura lire cette étude, peut-être parfois austère mais cependant captivante, se révélera une véritable méthode, qui ne paraîtra pas sans audace ni sans nouveauté, pour l'étude des problèmes sociaux.

M. LALOIRE. *Emile Vandervelde.*

La mort de l'ancien président de la II^e Internationale.

M. JACQUES. *Chronique de politique étrangère.*
L'épreuve de force.

A. VIATTE. *Vue cavalière sur l'Asie
et sur l'Amérique avant et après Munich.*
Le sort de l'Europe ne se joue pas seulement en Europe.

DOCUMENT

Congrès catholique pour la paix internationale
(suite et fin).

Lettres du R. P. TONNEAU et de J. LACROIX sur
les *Réflexions sur le rôle de la loi et de l'amour dans la vie morale.*

A propos d'organisation corporative

De plusieurs côtés, on parle, avec une insistance nouvelle, de corporation, de corporatisme, d'organisation corporative ou professionnelle. Dans ce mouvement d'idées complexes et divers, parfois confus, nous devons voir clair.

Distinguons d'abord deux questions : le principe de l'organisation, la forme qu'elle revêtira en ce temps et ce pays.

Le principe, nous l'accordons, tous, sans effort : « l'organisation corporative » fait partie de la tradition sociale catholique. C'est une de ces données traditionnelles dont, ne les discutant pas, on ne cherche guère la raison. Il conviendrait cependant de le faire, pour simplement comprendre. Et c'est chose facile. Qu'on se rappelle le caractère essentiellement moral de la tradition sociale catholique ! Au moralisme qui pose entre les hommes des obligations supérieures à leurs intérêts, la vie professionnelle, l'activité économique de l'époque libérale n'offre que des intérêts concurrents, apparaît étrangère à toute loi qui unisse les hommes en les disciplinant : ce défaut de règles, cette anomie, voilà le scandale. Pour y mettre fin, il convient que, dans leur activité économique, les hommes soient encadrés, incorporés à un ensemble où ils trouveront des obligations définies : on organisera donc la vie professionnelle. Pour que l'État ne le fasse point, immédiatement, on cherchera à constituer « la profession » en corps intermédiaire.

Reste à déterminer quelle sera la structure, comment fera la constitution de ce corps professionnel. Ceci est une deuxième question. Chacun de nous sait qu'une fois posée la nécessité de l'État, le problème demeure d'en choisir une forme dans des conditions historiques données. Nous avons aussi à choisir une forme d'organisation professionnelle.

On nous en propose plusieurs, dans l'abstrait. Partons des faits, des leçons qu'ils nous donnent, dans le passé et dans le présent.

A mesure qu'on le connaît mieux, l'ancien régime corporatif apparaît fort différent de certaines images romantiques, simples, idéales : du XIII^e au XVIII^e siècle, il n'a pas éliminé les conflits du travail, même sous forme violente. Au regard de l'histoire lointaine ou récente, l'élimination réelle, totale de la grève ne paraît point le fait de l'organisation corporative, mais seulement de l'État totalitaire.

es corporations italiennes d'aujourd'hui ne sont que des instruments de l'État fasciste, les corporations d'autrefois étaient étroitement liées au pouvoir politique, dépendantes du seigneur, de la ville, du roi; vue de près, leur autonomie semble fort relative; la réalité historique ne nous offre guère de libres républiques professionnelles, mais des autorités corporatives fort dépendantes du pouvoir politique.

Un organisme vraiment autonome ne se crée point par décret; il est plutôt l'expression, reconnue par l'État, d'une vie autonome, déjà réelle et forte. En dehors de tout système corporatif, depuis un siècle, la vie professionnelle s'est cherchée et exprimée dans des organisations libres : les syndicats. C'est là un fait : non par un système, mais la vie professionnelle moderne, si profondément différente de l'ancienne, s'est donné une forme dans le syndicat. Éliminer cette organisation libre ou réduire ses prérogatives, ce serait-ce point menacer l'autonomie de la vie professionnelle ? La fonction essentielle du syndicalisme, dans cette vie, c'est d'en régler une part au moins ; les relations du travail, par voie de conventions collectives. Délibérées et imposées par les intéressés, ces règles d'origine contractuelle constituent un droit autonome, non étatique. Il semble que nous possédions mieux que dans une construction idéale, dans une technique déjà à l'épreuve, la solution désirée : ce serait une organisation professionnelle fondée sur des syndicats libres, capables de contracter.

Cette solution, la plupart des « corporatifs » ne semblent pas l'apercevoir. Ils croient sans doute qu'avec les syndicats ouvriers et patronaux, on ne constituera pas l'essentiel — à leurs yeux — de la corporation : une autorité gardienne d'un bien commun. Qu'ils examinent de plus près le fait, l'acte, de la convention collective !

Dans les discussions et conclusions de la commission mixte, une loi s'affirme : si la qualité des signataires n'y suffit point, un arrêté d'extension peut, selon la loi du 4 juin 1936, en imposer le respect à tous les professionnels. D'après la loi du 4 mars 1938, toute convention collective doit prévoir une procédure de conciliation et d'arbitrage non seulement pour les conflits relatifs à son application, à son interprétation, mais pour tous les conflits collectifs qui peuvent surgir entre les parties : avec une commission de conciliation, des arbitres, des surarbitres de compétence aussi étendue, c'est une véritable autorité

professionnelle qui se trouve établie, laquelle n'a pas simplement à juger, mais en certains cas, pour les conflits salaires, s'engage dans une responsabilité de gestion économique. On peut discuter, vouloir réformer l'organisation présente de l'arbitrage ; on ne saurait nier que le régime des conventions collectives comporte des actes d'autogestion corporative.

Dans ce même acte qu'est la convention, un bien commun apparaît. Si certains ne l'aperçoivent pas, c'est qu'ils demeurent, malgré eux, dominés par la conception réactionnaire ou libertaire des relations du travail : ils ne voient pas dans la convention collective, qu'un équilibre, un rapprochement de forces, alors qu'il y a naissance de rapports de droit. L'ensemble des droits ainsi définis et des obligations qui leur correspondent, voilà précisément le bien commun recherché, qui ne peut se réduire à des intérêts, mais qui unit des personnes, des hommes libres. En même temps qu'un droit s'établit, une morale se trouve exigée : respect de la parole donnée, recherche de la conciliation, acceptation éventuelle de l'arbitrage, esprit de collaboration. De la convention naît une communauté. On a fort bien parlé de communauté contractuelle. Et l'aspect contractuel, la participation entre de libres organisations, apparaît essentiel : il y a engagement par les mandataires des intéressés spontanément organisés, autonomie maxima de la vie professionnelle.

Ce que l'on a dit des conventions collectives, qui régulent les relations du travail, on pourrait le dire, mutatis mutandis, des ententes économiques, en matière de production et de distribution.

L'idée de communauté contractuelle, que l'on retrouverait là aussi, demanderait une plus longue analyse. Mais poser suffit déjà à montrer que l'idée d'organisation professionnelle ne demande pas d'aller au-delà du syndicalisme, bien compris, de lui superposer des autorités corporatives qu'il ne constituerait pas. A quoi bon agencer de beaux systèmes dans l'abstrait ! Étudions pour mieux utiliser, pour les perfectionner au besoin, les techniques que déjà nous voyons à l'œuvre. Constatons le besoin que nous sommes d'un syndicalisme qui comprenne que, dans la convention collective, il n'y a pas « lutte », mais « collaboration », constitution d'une « communauté » : l'organisation corporative nous ramène au syndicalisme chrétien.

Salaire et justice

On voit surgir au XIX^e siècle une discussion remarquablement nourrie et ardente au sujet du salaire. Depuis lors, le problème théorique du salaire est en passe de fournir la matière d'un traité dans nos théologies morales modernes ; il a ses lieux théologiques, ses conflits d'opinions, son histoire. Il n'est pas inutile de réfléchir sur ces causes et sur le sens de cet enrichissement doctrinal.

Pour les grands théologiens anciens, il n'y avait pas de problème du salaire. La morale du salaire relevait des principes communs de la justice, et nulle raison ne motivait en sa faveur un traitement particulier. Selon l'enseignement classique, le contrat de salaire est un contrat de *locatio-conductio*, l'obligation contractée par chaque partie est de nature consensuelle, celle qui incombe au maître a pour objet le versement de la *merces* convenue. C'est une obligation de justice commutative, parce qu'il s'agit d'établir une égalité *rei ad rem*, type d'ajustement qui convient en propre à cette sorte de justice ; le maître doit en effet, pour s'acquitter, égaliser arithmétiquement le loyer, la *merces* versée, au chiffre convenu. Quant à la règle morale qui doit présider à l'établissement de la convention elle-même, qui permet en particulier de fixer le taux de la *merces*, elle n'est guère étudiée. On se contente d'en appeler à l'estimation commune.

Cette réserve s'explique si l'on songe que sous le régime féodal et sous le régime corporatif, la coutume et

les institutions locales précisaient avec une extrême minutie les obligations réciproques des seigneurs ou maîtres et de leurs tenanciers ou compagnons. L'estimation commune n'avait pas alors le caractère indécis et incertain que lui reprochent à bon droit les modernes. Certes, l'on se tromperait étrangement si l'on imaginait que la justice sociale fleurit sans éclipse tout au long de ce nouvel âge d'or que l'on se plaît à saluer dans ces « âges de foi » ; nous savons que les communes, en France comme en Italie et en Flandre, furent l'une après l'autre anéanties, par leurs discordes sociales, par les luttes toujours renaissantes entre l'aristocratie citadine, artisanale ou commerçante et un prolétariat de compagnons, à accepter, en échange de leurs libertés, la tutelle et la « paix » du roi ou de l'empereur. Mais ces désordres provenaient d'infractions aux institutions établies. En principe, la loi, charte ou coutume, l'estimation commune constituait une règle pratique ; les contractants pouvaient s'y référer utilement et s'y conformer en toute justice.

Du reste, si les théologiens laissaient aux autorités politiques et corporatives le soin de déterminer le taux des salaires, leur enseignement, basé sur l'Écriture, signalait l'urgence de la dette de salaire, fondée sur son caractère alimentaire. Saint Antonin de Florence, à propos de la parabole des vignerons, commente ainsi : *Redde illis mercedem* : « Notez qu'on ne leur demande pas de venir le lendemain, mais qu'on les appelle immédiatement après le travail », et de citer le texte classique de Tobie, iv, 15 : « Si quelqu'un a travaillé pour toi, verse-lui immédiatement son salaire et que le salaire du mercenaire ne s'attarde aucunement chez toi. » Tel est l'enseignement commun des Pères, des prédicateurs, jusqu'à nos jours. Tel est aussi l'enseignement des petites sommes pénitentielles rédigées à l'usage des confesseurs.

On peut affirmer que sur le plan de la spéculation morale, le problème du salaire ne se posait pas.

Pour qu'il pût se poser, une double condition était requise. Devait d'abord disparaître la règle certaine et morale que constituait pour le contrat de travail le principe ancien de l'estimation commune. Cette condition se trouva réalisée par suite d'événements bien connus : destruction des corps de métiers, corporations et jurandes ; triomphe et triomphe généralisé du principe mécanique de la libre concurrence par le jeu de l'offre et de la demande, l'esprit humain ayant délibérément renoncé à sa tâche de déterminer par choix prudentiel et moralément juste un taux des salaires ; révolution politique tenant, selon les principes du libéralisme économique, à l'écarter toute intervention politique positive du domaine économique (théorie de l'État gendarme). Vers le milieu du XIX^e siècle, un peu plus tôt ou un peu plus tard selon les régions et selon les branches de production, on a perdu la notion d'estimation commune. Aujourd'hui encore, en dépit de louables efforts tentés pour la réhabiliter, cette notion n'est plus comprise ; on n'y voit guère qu'une curiosité archéologique et inopérante, quand ce n'est pas une hypocrite échappatoire.

Devaient aussi apparaître les méfaits sociaux et moraux du nouveau régime, ou plutôt de cette anarchie qui excluait la fixation rationnelle et morale du taux des salaires. Sur ce point, il n'y a pas à insister : le lourd élan du libéralisme économique a ouvert tous les yeux. Dès lors, le problème du salaire était posé, non seulement devant quelques penseurs pénétrants et observateurs perspicaces, tels que Simonde de Sismondi ou le comte de Villeneuve-Bargemont, mais devant l'opinion publique, d'ailleurs réveillée par les attaques du socialisme. Or le problème était posé dans des conditions par-

ticulièrement ardues, au nombre desquelles il conviendrait de placer la décadence de la pensée philosophique, théologique, l'opportunisme, l'abstention des catholiques en matière politique, les équivoques et les polémiques entretenues autour de la liberté et du libéralisme. De ces discussions dont il faut rappeler le souvenir, précisons l'enjeu et tirons les leçons.



Les économistes purs ne prenaient en considération que le taux de fait atteint par les salaires; ils niaient ou, par scrupule de méthode, écartaient le taux de droit, le juste taux des salaires. De ce juste taux, au contraire, les théologiens et sociologues chrétiens accordent tous à reconnaître l'existence et la vigueur; pour eux, le salaire doit être juste et il ne l'est pas fatalement du seul fait qu'il a été stipulé sans contrainte juridique. La seule liberté contractuelle ne garantit pas la justice des stipulations.

Un certain nombre de catholiques groupés dans la Société catholique d'Économie politique, admettent une théorie assez proche apparemment de la théorie économique et connue sous le nom de théorie du prix courant. D'après cette théorie, le salaire payé par la majorité des employeurs, sans fraude ni violence, est à considérer comme juste de plein droit. A cette conception, on recherche communément d'assimiler le travail à une marchandise ordinaire et d'ignorer que le travail est inséparable du travailleur. Mais si, comme semblent l'insinuer les objectants, la théorie du prix courant rend bien compte du juste prix des marchandises, ce ne peut être qu'en vertu d'une présomption; on suppose en effet que le p

la vente demandé par la majorité des marchands, dans de saines conjonctures, représente assez exactement un juste prix. Pourquoi ne pas faire bénéficier d'une semblable présomption la théorie du prix courant en matière de salaire? Il semble que cette interprétation favorable mérite d'être retenue. Certes, ce n'est pas le fait brut de la stipulation qui justifie le taux stipulé; mais pourquoi ne pas présumer qu'un taux généralement accepté, dans une société d'hommes raisonnables et vertueux, n'a dû l'être que par une rencontre nullement fortuite de justes appréciations? Cela explique comment des chrétiens ont pu accepter la théorie du salaire courant sans verser dans la conception déterministe, de pur fait, toute quantitative, soutenue par le libéralisme économique. En réalité, le principe ancien de l'estimation commune demeure sous-jacent au prix courant et lui vaut une sorte de légitimité.

Pourtant l'Encyclique *Rerum novarum* fut interprétée comme exclusive de la théorie précédente. L'encyclique condamne en effet, avant d'exposer la thèse chrétienne, une doctrine que l'on a identifiée avec celle du prix courant. Voici le raisonnement auquel, dit Léon XIII, nul juge équitable ne voudra adhérer « sans réserve » et qu'il accuse d'omettre un côté important de la question : « C'est le libre consentement qui détermine le niveau du salaire; aussi, dès là qu'il a payé ce qui est convenu, le maître est quitte de toute obligation et ne doit plus rien; la justice ne serait lésée que si le maître refusait de fournir le prix intégral et l'ouvrier tout le travail auquel s'est engagé. » En vérité, ce texte condamne-t-il réellement la théorie du prix courant? Oui, si cette théorie tendait justifier le taux du salaire par le seul fait qu'il eût été consenti librement. Non, si le caractère courant, habituel, reçu, de ce taux permettait de présumer qu'il

n'avait pas été défini sans raison, mais selon une estimation commune que rien n'empêchait d'être vertueuse.

Quoi qu'il en soit, le progrès de l'enseignement commun en matière de salaire, après *Rerum novarum*, d'explicitier et de mettre hors de conteste le principe d'une régulation morale des salaires, puisque le pur fait de la stipulation ne saurait rien justifier par lui-même. Pour tous, désormais, il existe un juste salaire, c'est-à-dire un salaire dû en justice « stricte », autrement dit justice commutative, donnant lieu à revendication éventuellement à restitution. Cette conclusion universellement admise paraît indubitable.

Remarquons toutefois chez les auteurs une curieuse propension à dissocier du contrat de salaire, librement conclu entre le patron et l'ouvrier, cette fameuse « justice naturelle, plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête ». On dirait qu'ils font peu cas de ce côté *personnel* du contrat (selon l'expression de Léon XIII), qu'ils en abandonnent les stipulations au caprice des parties, au libre jeu de leurs intérêts antagonistes, pourvu que les oscillations du salaire se tiennent entre de certaines limites marquées par une loi supérieure, extérieure aux volontés contractantes : « que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire ; au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne. » Voilà une traduction courante. Qui reporte au texte original constate une différence de tonalité dans l'expression ; c'est peu de chose, mais cela marque un autre climat psychologique. Au lieu de : « que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, » on trouve une formule mo-

ésinvolte : *Esto igitur, ut opifex atque herus libere in idem placitum, ac nominatim in salarii modum consentiant. In idem placitum consentire* nous paraît beaucoup plus sérieux, plus serein, que la traduction française communément admise, qui donnerait à penser que ces tractations personnelles n'ont pas une telle importance. Cette impression se confirme lorsque l'on voit les commentateurs accentuer en revanche l'efficacité et la transcendence de la loi naturelle : « au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne. » Or, le texte latin de l'encyclique porte à cet endroit « *subest tamen semper aliquid ex iustitia naturali, idque libera paciscentium voluntate maius et antiquius*¹. La paraphrase n'est pas seulement trop lâche, elle transforme sensiblement la nuance des pensées et l'équilibre des expressions. Nul doute que les traducteurs aient été conduits inconsciemment par une certaine conception de la loi naturelle dont le moins que l'on puisse dire est que le texte présent ne la formule pas. Pour eux, il y a effectivement deux sources distinctes et très inégales d'obligation : le contrat d'une part et, d'autre, au-dessus des volontés comme ils disent, cette loi plus élevée et plus ancienne. Pour qui connaît la familiarité de Léon XIII avec la philosophie thomiste et pour qui se rappelle la conception thomiste de la loi naturelle, le texte de l'encyclique suggère une interprétation assez différente. Il y aurait lieu, nous semble-t-il, de faire descendre la loi naturelle des nuées où on la relègue, de

1. Voici comment nous avons traduit ailleurs ces deux phrases : Ainsi donc, ouvrier et patron auront liberté de s'entendre pour agréer de concert un même point, par exemple tel niveau de salaire. Cependant, il y a toujours une base de justice naturelle, plus importante et plus précieuse que le libre vouloir des contractants... » cf. *L'Ordre social chrétien*, t. I (sous presse), dans la coll. *Cathedra Petri*, Desclée de Brouwer.

réintroduire dans le jeu même des volontés ce lest, principe de base et d'équilibre, qui inspire du dedans comme une nature, leur juste exercice. Autrement ce principe de justice naturelle ne peut être raisonnablement conçu comme fixant des bornes extérieures aux stipulations contractuelles ; il gouverne au contraire des stipulations, il leur confère valeur de droit ou de justice dans les oscillations particulières des volontés contractantes, il ne faut pas voir une sorte de terrain neutre abandonné à leur fantaisie, mais l'expression différenciée et orientée, d'une liberté dont la loi interne est la justice et qui cherche à réaliser toujours plus finement cette justice dans les circonstances concrètes.

Simple nuance théorique, dira-t-on. La conséquence pratique va nous en apparaître immédiatement. Comment, demandent les auteurs, Léon XIII peut-il, indépendamment de la volonté des parties et antérieurement à leurs libres conventions, déterminer entre le travailleur et le salaire une certaine égalité juridique, selon la justice commutative ? Et voici leur réponse : par une adéquation directe et objective entre ces deux *res*, adéquation existant dans la nature des choses et à quoi ne peuvent rien les conventions personnelles. De là tant d'analyses subtiles cherchant à lire dans la nature des choses la valeur du travail en vue de déterminer et d'imposer aux parties le juste taux de salaire dû en justice commutative avant toute définition contractuelle.

Cette valeur du travail, comment l'apprécier ? Si l'on se contente de mesurer la valeur du travail par la valeur économique de la tâche accomplie, on évite difficilement la théorie de l'équilibre de fait, chère au libéralisme, maintenant répudiée par les moralistes chrétiens. Car la valeur économique de l'œuvre produite dépend de mille conditions extérieures sur lesquelles ni le patron ni l'ouvrier ne p

ent rien. Si cette voie est fermée, on est amené à apprécier la valeur du travail d'après ses fins objectives : puisque le travail a pour but de procurer à l'ouvrier ce qui est nécessaire à sa vie, on peut mesurer la valeur du travail d'après les fins vitales qu'il sert, qu'il représente aux yeux de l'ouvrier et de tout homme honnête. Ainsi on prend pour critérium du salaire dû en justice commutative les besoins que l'on doit considérer objectivement comme devant être satisfaits par le travail, les besoins normaux du travailleur. On conclut « que la loi régulatrice du salaire, ce n'est ni le fait de l'offre et de la demande plus ou moins abondantes, ni le seul contrat passé entre les deux facteurs de la production, ni le prix courant, mais *la vie* du travailleur... Vis-à-vis du contrat, cette loi vient montrer que les volontés humaines qui sont libres ne sont pas absolument autonomes, précisément parce qu'elles sont spirituelles ; le contrat ne rend pas une chose juste, mais il la suppose juste, en la comparant à une idée plus haute qui lui sert de mesure et à laquelle il tâche de la rendre conforme et, si l'on peut dire, de l'assister ».

Cette argumentation, quelque honorables et justes qu'en soient les intentions, méconnaît la liberté spirituelle et la responsabilité morale de la volonté rationnelle en ne lui reconnaissant pas compétence pour définir positivement du juste, pour déterminer le droit au sens le plus effectif. Car il ne s'agit pas seulement de découvrir ce qui est juste et injuste ; il faut le déterminer, le prononcer avec autorité dans les cas particuliers où s'inscrit l'action concrète, en s'inspirant de la loi naturelle gravée à cet effet dans la raison et le cœur de

2. P. Six, art. *Salaires et salariat*, dans le *Dict. prat. des conn. religieuses*, t. VI, col. 183.

l'homme. Précisément parce que la loi naturelle n'est pas reçue dans les natures spirituelles d'une façon purement passive et instinctive, mais à la façon d'un principe comme une loi au sens propre, comme une règle générale de libre activité, la volonté rationnelle de l'homme est parfaitement compétente pour instituer du droit, juste, en fixant ce qu'il y a lieu de tenir pour « proportionné, adéquat », par rapport à autrui, selon un certain type d'égalité. Il est aisé de montrer que cette doctrine est classique ; il y a un droit naturel, mais il y a aussi un droit positif, engendré par les institutions privées et publiques, les lois, coutumes, statuts, conventions (*condictum publicum, condictum privatum*). Le droit positif n'est pas un droit découvert, reconnu et publié ; c'est un droit vraiment institué, *justum quia positum*.

Certes, nous ne prétendons pas que les statuts publics et les conventions privées tirent leur valeur juridique de ce seul fait brut de leur position ; il en est qui déchoient de leur espèce juridique par suite d'une contradiction avec les principes du droit naturel. Mais la conformité du droit positif avec le droit naturel ne doit pas être entendue à la manière puérile d'une conformité littérale, reconnue par une sorte de collation, comme on compare une copie avec l'exemplaire. Le fonctionnement naturel et raisonnable des volontés, dans l'ordre public et dans l'ordre privé, tend à instituer de vrais rapports de droit et bien loin qu'on ôte quelque chose au droit naturel en le reconnaissant ainsi à la raison et à la volonté le pouvoir de légiférer, c'est justement le vœu de la nature, de la nature rationnelle qu'est la nature humaine, qu'il s'agisse ainsi. Il faut admettre que les conventions librement conclues entre particuliers, si elles ne lèsent pas les principes fondamentaux de la nature, c'est-à-dire de la raison humaine, peuvent non seulement déclarer ce qui

juste, mais décider positivement de ce qui sera juste ou injuste. Contracter, c'est se donner une loi.

Le contrat de travail ne se borne donc pas à exprimer ce qui d'avance était naturellement juste ; c'est le contrat et lui seul en dernier ressort qui institue positivement ce droit, ce juste. Évidemment, la volonté a sa loi naturelle, sa loi rationnelle, son autonomie n'est pas indifférenciée, elle est conditionnée ; il faut qu'elle ait et elle a toujours ses raisons d'agir, de contracter ; qui le niera ? Qu'il s'agisse de la loi civique ou d'une convention privée, l'acte de poser une loi ou de conclure un contrat, l'acte qui consiste à instituer des règles de droit et à créer des obligations juridiques, doit être moralement bon dans tous ses éléments. Mais tout acte humain en est là ; c'est une doctrine générale que l'on ne peut rappeler à tout propos ; nous devons supposer que le législateur ou les contractants ne l'ignorent pas et agissent vertueusement, à la lumière de leur prudence politique ou économique, sous l'attrait de toutes les vertus morales.

Du reste dans leur prétention à mesurer la prestation réelle de l'ouvrier sur les fins naturelles et objectives du travail, les auteurs rencontrent des difficultés pratiques considérables. Toutes se ramènent au fond à une inéluctable indétermination. Les deux *res* à égaliser selon la justice commutative sont parfaitement définies lorsqu'on se remet à la convention des parties ; le premier soin de celle-ci sera de définir l'objet de la convention, de fixer la mesure certaine tant pour calculer la valeur de la prestation de travail que pour calculer le salaire. Mais si l'on tente de mesurer la valeur de la prestation de travail après les fins objectives et naturelles du travail, l'unité de mesure de la prestation n'est plus déterminée et l'on perd tout moyen de calculer avec certitude l'étendue de la prestation ouvrière. Il s'ensuit que l'on étend ou que

l'on restreint à peu près arbitrairement, ou bien en s'inspirant de règles justes mais inconscientes, le quantum dit *naturel* de salaire, que l'on déplace verticalement le niveau du salaire minimum, c'est-à-dire le contenu naturel minimum de la contre-prestation patronale. « Que doit comprendre ce salaire minimum ? Pour répondre à cette question, il suffit, puisque le salaire est compensation entre le donné et le reçu, de chercher quel est le donné de l'ouvrier. Que donne l'ouvrier ? Il apporte au travail : 1° une partie de ses forces corporelles qu'il utilise quotidiennement et qui doit être reconstituée jour le jour ; 2° toutes ses forces qui auront fini par être usées, ce qui entraîne sa vieillesse à assurer ; 3° les risques qu'il court, maladie, accidents, chômage ; 4° une famille dont il a la charge et que son travail doit nourrir. Si le donné est le donné, tel doit être le reçu³. »

Certes, les conclusions pratiques de l'auteur sont excellentes et nous les faisons nôtres sans hésiter. Mais nous déplorons l'argumentation ruineuse sur laquelle il croit les fonder. Cette manière de balance entre le donné et le reçu, c'est-à-dire entre le travail et le salaire, qui inclut dans le donné (travail) tout ce que l'ouvrier apporte au travail, les risques courus, les forces dépensées, jusqu'au risque de ne plus trouver de travail et jusqu'à la éventualité de la vieillesse que le travail ne rend cependant pas plus imminente, y compris enfin les charges familiales, cette manière de balance est illusoire et inefficace. L'ouvrier ne *donne* pas cela ; il n'en a ni le droit ni le moyen. Et qu'en ferait le patron ? En tout cas de ce prétendu donné, le compte exact serait inconnaissable, le critère inconsistant, la mesure élastique et incertaine.

3. Notons au passage le gauchissement de l'expression : ce que *donne* l'ouvrier est une chose, ce qu'il *apporte* en est une autre.

4. P. Six, *art. cit.* col. 183-184.

Aussi bien, la preuve est-elle faite expérimentalement. Il n'y a aucune raison de s'arrêter au salaire minimum, car on peut indéfiniment expliciter le contenu virtuel de la prestation ouvrière ainsi comprise : « Le travail pour l'ouvrier est virtuellement ce qui est nécessaire pour son entretien et celui de sa famille⁵. » Assurément, si le travail fourni vaut objectivement la satisfaction des besoins de l'ouvrier, si c'est la vie, si ce sont les besoins de l'ouvrier qui constituent la loi régulatrice des salaires, l'obligation de justice commutative résultant du contrat de travail, à la charge de l'employeur qui reçoit de telles valeurs, doit s'étendre de proche en proche jusqu'à assurer à l'ouvrier cet élément de vie humaine et morale qu'est le foyer. Et comme, d'autre part, ainsi que nous le rappelle le Souverain Pontife avec tant de juste raison et d'autorité, la place naturelle de la femme est à la maison, on conclut que le seul travail du père représente objectivement en valeur la vie de toute la famille et que normalement il doit assurer celle-ci. Mais le dynamisme du principe est loin d'être épuisé. Pourquoi limiter au cercle familial le champ des nécessités et des droits normaux de l'ouvrier? Celui-ci doit atteindre un niveau de vie convenable, élever sa condition sociale, accéder à la propriété, jouir d'une certaine aisance et des loisirs indispensables à la saine vie corporelle et spirituelle; toutes les valeurs humaines sont, pour le salarié, contenues virtuellement dans son travail, puisque seul son travail les lui assure dignement.

Ce ne sont pas les conclusions qu'ici nous repoussons; loin de là. Mais c'est l'infirmité du principe auquel on les attache qui nous inquiète. D'autant plus qu'on voit sans peine la confusion qui vicie l'argumentation. On est parti

5. Liberatore, *Principes d'économie politique*.

d'une conception inexacte de la justice commutative. La justice commutative a reçu ce qualificatif parce qu'elle trouve son application la plus familière et la plus claire dans les relations d'échange ; mais de soi elle n'implique pas une relation d'échange. N'empêche que beaucoup identifient l'obligation de justice commutative avec celle qui résulterait d'un engagement synallagmatique, caractérisé par un équilibre entre deux obligations équivalentes, dont chacune conditionne l'autre. Encore que, en fait, le plus souvent, les dettes de commutative s'équilibrent de la sorte, cela n'est pas nécessaire. Je puis trouver tenu en justice commutative à raison d'une promesse unilatérale, sans que mon créancier me doive rien ou que je lui aie causé le moindre tort. L'idée de compensation n'est pas liée à celle de justice commutative. Sans doute, la justice commutative vise-t-elle à ajuster une *res* à une autre (*medium rei ad rem*), mais cela ne veut pas dire que le débiteur doive équilibrer son paiement de façon à l'ajuster sur ce qu'il a d'abord reçu. Cela veut dire seulement que la justice commutative, par opposition à la distributive, impose au débiteur, s'il veut s'acquitter, de mesurer arithmétiquement, à un point près, son versement ou sa prestation, à une quantité déterminée, fixée, certaine, qui représente le dû, le droit d'autrui. Même dans les rapports synallagmatiques, entre deux coéchangistes, par exemple, ou entre le vendeur et l'acheteur, l'analyse montre bien que les deux obligations sont chacune pour soi commutatives en ce sens-là : le droit du vendeur est précis et certain, aux termes du contrat et de la coutume commerciale ; donc la dette de l'acheteur est de nature commutative. Inversement, le droit de l'acheteur est lui aussi fixé avec précision et certitude ; donc l'obligation du vendeur est de nature commutative. Que, par ailleurs, l'exécution de chaque obligation

on soit liée à l'exécution de l'autre par l'*exceptio non dimpleti contractus*, chacune des parties ne pouvant exiger la prestation qui lui est due que si elle offre elle-même d'exécuter son obligation, c'est là une considération différente, qui tient à la nature synallagmatique du contrat de vente et qui n'affecte ni ne concerne la nature de chaque obligation née du contrat.

Ainsi le contrat de travail engendre d'authentiques obligations de justice commutative, sans qu'il soit nécessaire, pour en rendre compte, de scruter dans la nature des choses la valeur intrinsèque de la prestation fournie par l'ouvrier. A parler rigoureusement, l'ouvrier ne donne absolument rien, si l'on prend le mot *datio* dans la précision de son sens juridique ; et cependant la dette de salaire s'impose comme une obligation de justice commutative, parce qu'elle demande au débiteur, s'il veut s'acquitter, d'égaliser sa prestation, selon une échelle simplement arithmétique, à la valeur certaine et juridiquement fixée qui est due, qui revient au créancier. Le contrat a pris soin de fixer en toute certitude et avec précision le montant de la dette ; il n'appartient plus au débiteur de l'évaluer et de la chiffrer. S'il est convenu que je paie chaque heure de travail au tarif de cinq francs et si mon employé a travaillé huit heures, je détiens actuellement une somme de quarante francs qui de droit appartient à mon employé ; l'égalité ne peut se rétablir qu'au prix d'un ajustement arithmétique, d'un rééquilibrage numérique, *rei ad rem*, toute valeur excédentaire d'un patrimoine devant combler dans l'autre le déficit correspondant. Dire que la dette de salaire est due en justice commutative, ce n'est donc pas affirmer son équivalence en valeur à la prestation de travail. Rien de plus chimérique que de poursuivre une telle équivalence.

Cependant cette justice, comme toute justice, suppose

l'existence d'un droit : celui-ci est établi dans ses lignes fondamentales, dans ses grandes directions, par la nature (destination des biens terrestres au service de l'humanité, réalisation de cette loi par le travail, nécessité d'honnêteté d'un travail en collaboration, principe de répartition équitable des produits entre les collaborateurs, etc.) ; ce droit est en outre fixé plus précisément par le droit positif publiquement institué (lois, coutumes, statuts, chartes corporatives, etc.) ; mais c'est le contrat de travail que l'on doit l'achèvement positif de ce droit, lorsque les volontés contractantes ont déterminé d'un commun accord que tel travail, dans telles conditions, mesuré de telle façon, ferait naître la créance de tel salaire, non moins précisément déterminé. A défaut d'un tel accord et si nulle règle de droit coutumier ou légal n'y supplée, le travail ne fait naître aucune créance de salaire ; inversement, le travail le plus inutile, le plus stérile et dénué de valeur économique, pourvu qu'il ait été accompli selon les stipulations du contrat, engendre une créance aussi parfaite, aussi certaine et aussi rigoureuse que le travail le plus efficace et le plus productif.

*
* *

La solution vraie et définitive, préconisée par l'encyclique *Quadragesimo anno* sur la restauration de l'ordre social chrétien, consiste à réintégrer le cas du salaire dans une vue synthétique de l'ordre moral et politique. Ayons le courage de renoncer aux recettes dites spéciales, qui promettent de résoudre telle difficulté morale ou juridique sans troubler la quiétude et la passivité des hommes, par la vertu d'une formule ou d'un « slogan ».

Pie XI rompt le cercle d'une mentalité trop commune, dans lequel on la morale se réduit à l'observation de ce qui est strictement commandé, à l'abstention de ce qui est strictement interdit ; rejoignant la meilleure tradition chrétienne, il réveille, à propos du salaire comme en d'autres domaines, la masse des fidèles, entrepreneurs et salariés, et s'efforce de leur rendre le sentiment des responsabilités qui leur incombent.

De là, dans l'encyclique, ces références si nombreuses aux fins objectives du salaire, qui finissent par constituer un « traité des devoirs » à l'usage du patron et de l'ouvrier, montrant à l'un et à l'autre l'étendue, l'excellence et la complexité de leur fonction sociale. Tout n'est pas salaire quand le salaire est gagné et payé ; on rappelle à l'ouvrier sa mission d'époux et de père, cela va de soi ; mais on l'invite aussi à réfléchir sur la situation de l'entreprise, sur les liens de justice, sur les considérations de prudence économique, sur le sens de la solidarité, qui gouvernent son appartenance à l'usine. Que nous sommes loin du salarié idéal, selon la loi du pur libéralisme, qui ne veut connaître de l'usine que le guichet où il reçoit sa paye et que le tableau lui fixant sa tâche ! Mieux encore, *adragesimo anno*, inlassablement, élève les préoccupations des employeurs et des employés au niveau du bien commun : ceux qui concluent un contrat de salaire sont naturellement invités par Pie XI à s'inspirer des nécessités de l'économie générale ; on leur rappelle qu'il importe à l'intérêt commun que travailleurs et employés puissent, après avoir couvertes les dépenses indispensables, mettre en réserve une partie de leurs salaires afin de se constituer ainsi une petite fortune.

Mais on fait encore observer qu'une réduction ou une baisse excessive du taux des salaires, dans des vues d'intérêt personnel, lèserait la justice en compromettant le

bien commun, en suscitant le chômage et ses suites loureuses. Aux entrepreneurs et aux salariés d'industrie, on rappelle l'existence et les droits des autres branches de la production, et l'on élève ainsi leurs vues au niveau des plus nobles et hautes sollicitudes de la sagesse politique et de la justice générale.

Ce rappel des devoirs politiques a pour corollaire une invitation à réformer et à perfectionner les institutions publiques. L'aspect grandiose et complexe des tâches à remplir révèle immédiatement la vanité de la nocivité du préjugé individualiste. *Quadragesimo anno*, plus explicitement encore que *Rerum novarum*, affirme le rôle économique de l'État, l'utilité de la coopération professionnelle, la nécessité d'une collaboration internationale. S'il est vrai que la fixation du taux des salaires est une œuvre de prudence et de raison, quelle en sont les conséquences politiques et basées sur des connaissances complexes et multiples, comment l'entrepreneur et le salarié, en tête à tête, livrés à eux-mêmes, pourraient-ils jamais s'en acquitter convenablement? Les institutions publiques, étatiques ou corporatives, chargées de préparer cette tâche et d'en régler les grandes lignes, doivent plus se heurter à la méfiance ou à l'indifférence que susciter la collaboration confiante et efficace des intéressés.

De la sorte, le salaire n'est plus dans la synthèse catholique le *primum movens* du travail; pas davantage, qu'en pensent les faux réalistes, le profit n'est pas la fin suffisante et adéquate de l'entrepreneur. On s'aperçoit que le contrat de travail n'est qu'une pièce entre autres d'un programme de collaboration juste et fraternelle qui repose sur des lois essentiellement humaines ou morales. Et qu'au sortir d'une crise doctrinale, la tourmente une

païsée, le problème du salaire retrouve la simplicité et la relativité d'autrefois. Bientôt on s'étonnera de ces toutes dialectiques qui s'obstinaient curieusement à isoler l'organe technique qu'est le salaire, attendant qu'il réglât à lui seul le fonctionnement de l'organisme économique.

Dans cette atmosphère éclaircie et remis sous l'obéissance des vertus et offices politiques, le contrat de travail se présente comme un cas important mais classique l'action morale. Le salaire est une dette de justice commutative, née du contrat. Mais le contrat lui-même est une œuvre humaine qui engage la responsabilité morale. Tout acte juridique, cela va de soi, quand ce serait une constitution d'hypothèque ou l'acceptation d'un legs, est un acte humain que l'on ne peut isoler de son contexte moral de fins et de circonstances ; à plus forte raison le contrat de travail, mettant en cause des valeurs et des intérêts de si haute importance pour les contractants et pour la société, doit être conclu sous l'empire de fins humaines, individuelles et sociales, sous la direction d'une raison prudente. Que de vices, avidité, violence, mépris, négligence, paresse, astuce, risquent de corrompre l'élaboration ou l'exécution de ce contrat ! Mais aussi que de vertus à pratiquer en ce domaine ! Ici interviendraient toutes les considérations des encycliques sur la dignification humaine, familiale, sociale, des réalités économiques, du travail et du salaire. Maniant de telles réalités, l'entrepreneur comme l'ouvrier doivent en connaître et en promouvoir la finalité naturelle. Et s'il est vrai que ces principes régulateurs d'action morale ne relèvent pas toujours ni nécessairement de la justice commutative, misérable serait le moraliste qui n'en comprendrait pas la sagesse en honnêteté naturelle.

Rien n'empêche du reste, tout appelle au contraire, en

cette matière si importante pour la société, une réglementation juridique. La convention privée est capable d'instituer entre les parties un régime de droit positif, mais le *conductum publicum*, en d'autres termes les coutumes et les lois, interviennent à leur tour et leurs déterminations positives constituent du juste authentique, du droit. Dès lors, telles mesures que leur prudence et leur volonté juste inspiraient aux patrons et aux ouvriers chrétiens et honnêtes, peuvent se voir formuler en règles légales; le droit s'enrichit, se différencie, sans que la morale y perde rien; plus précisément, les pratiques vertueuses que jusque-là l'honnêteté, la charité, ou l'équité recommandaient seules à l'attention des contractants qui n'entraient, lorsqu'elles y entraient, dans le domaine de la justice commutative ou distributive que par l'autorité du contrat privé, se trouvent désormais incorporées au droit par l'autorité d'une règle générale et les contractants ne pourraient plus les écarter, même d'un commun accord, sans violer la vertu cardinale de justice, distributive ou commutative. Car le droit veut être respecté même et surtout de ceux qui, en légiférant ou en contractant, l'enrichissent de déterminations nouvelles. Il semble que tel soit le sort de nombreuses institutions protectrices et régulatrices du salaire et sans doute faut-il interpréter ainsi le développement juridique connu sous le nom de législation sociale ou droit ouvrier. Désormais, en vertu du pacte public, coutumier ou légal, la justice impose dans la conclusion même du contrat de travail la garantie d'un minimum vital, d'un aménagement familial, de retraites et d'assurances, qu'elle n'imposait pas autrefois.

Ainsi se reforme incontestablement une estimation commune, plus souple mais aussi certaine que l'ancienne qui détermine publiquement ou corporativement les con-

ditions du travail et les taux de salaires normaux. Ainsi se forme un ensemble complexe d'institutions, qui débordent largement la technique pure du salaire, même si leur mise en œuvre se déclenche à l'occasion du contrat de travail et qui reconstituent peu à peu, au profit de l'ouvrier, un cadre de vie sociale et un domaine économique. Ainsi peu à peu s'allègent, par la détermination égale et coutumière, les angoisses et les incertitudes d'un patronat soucieux, certes, de ses devoirs d'humanité, mais depuis trop longtemps incapable d'en mesurer exactement l'étendue et la rigueur. Il se peut que cette évolution finisse par entraîner la disparition du pur salariat ; car les appellations peuvent subsister, mais la condition sociale du travailleur s'est profondément modifiée depuis qu'autour du salaire proprement dit se groupent les « éléments empruntés au contrat de société », souhaités par *Quadragesimo anno*, avec l'ensemble de garanties, d'assurances, de droits, d'initiatives et de libertés que cela implique.

Le Saulchoir.

J. TONNEAU, O. P.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Émile Vandervelde

Président du parti ouvrier belge, ancien président de la II^e Internationale, Emile Vandervelde a occupé une place considérable dans la politique de son pays et dans le mouvement socialiste international. Il a, réellement, personnifié le socialisme belge dont il était un des représentants à la Chambre belge depuis 1894. A travers tous les écueils, tous les avatars de la politique, malgré les échecs, les effondrements dont il a été le témoin assailli, mais impuissant, malgré les succès et les tâches nouvelles que lui imposait la participation au gouvernement du pays, Vandervelde est resté fidèle à son idéal socialiste.

Ce que fut sa carrière politique, il l'a raconté au seuil d'un de ses derniers livres.

J'ai été successivement un « agrégé » auquel l'Université de Bruxelles, à cause de ses opinions, refusait une chaire, un « malfaiteur » que surveillaient les gendarmes, un député d'extrême gauche contre qui, à l'époque des grandes grèves pour le suffrage universel, le parquet ouvrait des instructions pour « provocation à des crimes contre la sûreté de l'État » ; puis, lorsque la guerre survint, le jour même de l'invasion, un ministre d'État, un membre du gouvernement de défense nationale. Après l'armistice, je fus encore ministre de la Justice, puis, au lendemain des élections de 1925, qui furent un grand succès socialiste, après avoir été appelé à former le nouveau gouvernement, ministre des Affaires étrangères¹.

1. Emile Vandervelde, *L'alternative : capitalisme d'État et socialisme démocratique*, Édit. de l'Églantine, Bruxelles, 1936. Pour être complet, ajoutons que M. Vandervelde a été vice-président du Conseil en 1935, puis ministre de la Santé publique en 1936.

Or, au rebours de tant d'hommes politiques que l'exercice du pouvoir a éloignés de leur idéal socialiste révolutionnaire, Vandervelde se vantait de n'avoir rien changé, d'être resté le socialiste impénitent des anciens jours :

Ce que j'étais, dans ma première jeunesse, un socialiste jusqu'aux moelles, je le suis resté, à travers tout, et je m'en vante.

Socialiste impénitent et *marxiste*.

Mais ici il faut s'entendre. Parce qu'il a discuté et, pour une grande partie, rejeté les thèses de Henri de Man qui avaient « au-delà du marxisme », Vandervelde est, aujourd'hui, présenté comme un marxiste de la stricte observance, accroché aux formules marxistes en dépit des évidences que les faits leur ont apportés, entêté dans ses préjugés et son aveuglement. Cela n'est pas exact. Il était un des rares socialistes belges à connaître, dans la perfection, les thèses de Marx; il avait lu toutes les œuvres du théoricien allemand, et il n'y avait pas un ouvrage, même une thèse de quelque valeur sur le marxisme qu'il n'eût lu et annoté. Doué d'une mémoire prodigieuse, il retenait l'essentiel de toutes ces œuvres et de toutes ces discussions; aussi craignait-on d'entrer en discussion avec lui à ce sujet. Mais il a reconnu la nécessité d'une mise au point, d'une adaptation doctrinale aux changements qui se sont produits dans le monde depuis la mort de Marx.

Il y a un marxisme et marxisme, écrivait-il. Il y a un marxisme rigide, figé, vulgarisé, qui, sous prétexte de rester à l'état pur, ou de revenir à ses origines, finit par se réduire à des formules qui ne peuvent être vraies pour un temps, mais ne concordent plus avec les réalités mouvantes de la vie sociale. Il y a, au contraire, un marxisme qui tend, sans cesse, à se dépasser, à s'adapter à la réalité extrême des milieux, aux transformations de la technique et aux changements profonds que l'effort même des travailleurs détermine dans l'organisation politique et sociale².

Emile Vandervelde, *op. cit.*, p. 28.

Il était marxiste parce qu'il considérait Marx comme le meilleur interprète de la pensée socialiste au siècle dernier, parce qu'il retrouvait son influence dans les programmes de tous les partis socialistes et parce qu'il lui reconnaissait le mérite insigne d'avoir, le premier, rattaché le socialisme doctrinal au mouvement ouvrier.

Au risque de multiplier les citations, je voudrais produire encore deux textes, tous les deux de Vandervelde, et qui permettent de juger tout ce que Vandervelde a conservé et tout ce qu'il a abandonné des thèses de Marx.

Voici, en premier lieu, l'essentiel de la doctrine marxiste tel qu'il est exposé par Vandervelde dans un remarquable raccourci :

Dans toute société humaine, le facteur économique est déterminant. Ce sont, en dernière analyse, les transformations de la technique des moyens de production et d'échange qui déterminent les transformations du droit, de la morale, voire des croyances religieuses. En dépit des apparences, les luttes sociales sont, avant tout, des luttes de classe et, en régime capitaliste, ces luttes de classes ramènent, de plus en plus, au conflit fondamental entre les capitalistes et le prolétariat qu'ils exploitent; à mesure que les capitaux se concentrent, un nombre décroissant de magnats capitalistes se trouve en présence d'un nombre croissant de prolétaires. Le capital constant se développe relativement au capital variable; la machinofacture se substitue à la manufacture, créant une armée de réserve industrielle, dont la concurrence fait baisser les salaires de la masse des salariés; d'où la misère croissante du prolétariat. Qu'au jour où l'équilibre se rompt entre les deux forces en présence; une catastrophe révolutionnaire se produit, la machine expropriatrice est expropriée à son tour par la majorité prolétarienne; la dictature du prolétariat se fonde, et c'est par l'action de cette dictature que se substitue, au régime de la propriété capitaliste, le régime de la propriété collective, de la propriété commune des instruments de production et d'échange³.

Tel est, exposé par Vandervelde, le point de vue de Karl Marx.

3. Emile Vandervelde, *Le marxisme a-t-il fait faillite ?* p.

Quelle est, en présence de ces thèses, la position de Vandervelde ?

Qu'en retenons-nous ? Ce qui, depuis trois quarts de siècle, s'est incorporé dans le programme de tous les partis socialistes ; ce qui constitue leur fonds commun ; ce qui peut être considéré comme faisant partie intégrante désormais de la doctrine générale du socialisme et notamment : la primauté du facteur économique, le fait que les luttes de partis se ramènent, en dernière analyse, à des luttes de classes ; la concentration capitaliste ; l'élimination ou la subordination au capitalisme des classes intermédiaires ; la polarisation des antagonismes sociaux, d'une part, dans un prolétariat qui va croissant en nombre, et, d'autre part, dans un capitalisme qui, de plus en plus, étend son emprise sur l'ensemble du corps social ; la nécessité, enfin, de rétablir l'équation entre les modes de production et les formes d'appropriation ; à la production individuelle (du paysan ou de l'artisan), correspond la propriété individuelle, personnelle ; à la production socialisée, et qui se socialise de plus en plus, doit répondre, tôt ou tard, la propriété collective, la propriété socialisée des moyens de production et d'échange ⁴.

En ce qui concerne la propriété et la socialisation, Vandervelde met hors cause la propriété privée personnelle, les propriétés paysannes et artisanes pour n'envisager que la socialisation de la « propriété capitaliste ». Alors que Marx prévoyait l'élimination des petites entreprises et la disparition des classes intermédiaires, le militant socialiste admet que les classes moyennes ne sont nullement en voie de disparition, que leur importance numérique tend plutôt à s'accroître, et que, dès lors, les partis socialistes doivent les défendre contre les abus ou les injustices dont elles sont les victimes et les soustraire à une dépendance croissante vis-à-vis des « deux cents familles ». Ici Vandervelde est pleinement d'accord avec Henri de Man dont le grand

4. Emile Vandervelde, *Études marxistes*, Édit. l'Églantine, Bruxelles, 1930, pp. 168-169.

souci était de rallier au socialisme « l'anticapitalisme des classes moyennes ».

Ce qui faisait peur à la bourgeoisie et aux classes moyennes, c'était le caractère révolutionnaire du socialisme. Le parti ouvrier belge, assurément, avait beaucoup changé depuis le moment où il manifestait avec violence son opposition à la monarchie et à l'ordre établi; il est devenu, en Belgique, une force conservatrice. « petite bourgeoise », disent, avec mépris, les communistes. Les mandataires socialistes ne se souviennent de leur programme révolutionnaire qu'au moment de prêter serment de fidélité « au roi et à la constitution »; ils font alors, sans aucune conviction, quelques réserves rituelles auxquelles personne ne prête attention. Ils croient plus en la possibilité d'un coup de force pour réaliser le socialisme. Le pouvoir, ils entendent le conquérir par les voies légales, par tous les moyens constitutionnels. Seul Vandervelde semblait croire, encore, à la possibilité d'un recours à l'illégalité : si d'autres devaient recourir à la violence pour abattre la démocratie, il faudrait, selon lui, répondre coup pour coup, répondre à l'illégalité et à la force par l'illégalité et la force. Des déclarations de ce genre ont été largement utilisées pour la propagande antisocialiste, surtout en période électorale. Elles ont quelque peu embarrassé les « opportunistes » du parti, plus préoccupés d'attirer la petite bourgeoisie. Mais jamais Vandervelde n'aurait consenti à renoncer, par électoralisme, à ce qui constituait les éléments permanents du socialisme. Ce courage intellectuel est, hélas! trop rare dans nos milieux politiques pour n'être pas salué au passage.

Il était profondément hostile à l'Église catholique. En Belgique, comme en France, le parti socialiste a été, dès ses débuts, très anticlérical : on l'a vu combattre la morale religieuse, l'enseignement religieux, la famille, le clergé. L'Église, pour Vandervelde, est un des fortifs du capitalisme; il veut plus que la séparation de l'Église et de l'État, la séparation de l'Église et de

litique; il est contre toute intervention de l'Église dans les affaires temporelles. Lorsque de Man cherchera, avec d'autres, à se libérer du déterminisme et du rationalisme sur lesquels se fonde le marxisme, Vandervelde écrira qu'il tient pour excessive cette réaction contre le déterminisme économique. Il encouragera toutes les initiatives du « socialisme éducateur », péril redoutable contre lequel l'Encyclique *Quadragesimo Anno* met en garde les fidèles. L'anticléricalisme agressif du Vandervelde avant-guerre s'atténuera lorsque le chef socialiste, appelé à participer à des gouvernements de coalition, collaborera avec des personnalités catholiques. Il lui arrivera même de rendre hommage à l'Église et aux autorités religieuses, surtout en ces dernières années, lorsqu'il deviendra évident pour lui comme pour beaucoup d'autres incroyants que l'Église constitue la suprême sauvegarde de la liberté et de la personnalité. Il avait lu tous les documents pontificaux; il connaissait mieux, pas! que certains catholiques les Encycliques sociales, et il lui est arrivé de les citer longuement, et de même, dans ses interventions à la Chambre.

Agnostique, libre-penseur, il devait avouer, dans un moment de sincérité, le doute et les troubles de son esprit en face des grands problèmes de l'existence :

Que sommes-nous, que devenons-nous, où allons-nous? Pénétrons-nous jamais le mystère de nos origines et de nos destinées? Problèmes éternels qui s'imposent à la conscience moderne, même ils obsédaient, il y a 2000 ans, quand les philosophes de l'ancienne Grèce assistaient à la décadence de l'hellénisme, la conscience du monde entier.

La science, certes, a fait d'immenses progrès depuis lors. Notre savoir sur les choses a démesurément augmenté. Mais sur la vie, la mort, sur le monde, sur le pourquoi des choses, nous ne savons rien de plus, rien, qu'au temps de Socrate ou de Platon.

Devant ces grands problèmes, ces inconnues, ajoutait-il, certains hommes, convaincus de l'impossibilité de les

résoudre, retournent à leurs affaires, à leurs travaux à leurs plaisirs. Mais d'autres,

... bien que tout aussi convaincus de l'impossibilité de résoudre scientifiquement des problèmes qui ne sont pas du domaine de la science, restent penchés sur le mystère de la vie et du monde, contemplant avec extase les ineffables mystères de l'univers qui se reflète en eux, et, sans prétendre apporter aux autres, ou du moins offrir pour eux-mêmes les vérités absolues, demandent au sentiment religieux — ce mot pris dans son sens le plus large — ce que la connaissance scientifique n'est pas à même et n'a pas mission de leur donner.

Oserais-je dire que, de tout cœur et de plus en plus, je me rapproche avec ceux-ci contre ceux-là.

Et il confiait à un de ses collègues socialiste :

Tu nies l'au-delà, c'est trop simple, moi je ne peux m'empêcher de rester troublé devant ce mystère.

*
* *

À la fin de l'année 1932, Vandervelde avait été invité à donner à la « nouvelle école de la paix », à Paris, une conférence sur les forces actuelles du socialisme.

Avec quelle fierté le vieux lutteur socialiste avait-il, à cette occasion, fait le compte des effectifs de la II^e Internationale : 6.300.000 affiliés à l'Internationale politique, 14 millions de membres inscrits à la Fédération syndicale internationale, 26 millions de suffrages rassemblés dans le monde, par les partis socialistes et travaillistes. L'Internationale ouvrière et socialiste apparaissait comme le plus grand parti politique du monde !

Cela se passait en 1932...

Le texte de cette conférence avait été publié par la presse socialiste avec un certain retard... quelques semaines, et déjà les événements venaient démentir les prophéties optimistes de Vandervelde. Le rapprochement

ent des dates est même cruel. Dans un journal daté du 1^{er} février 1933, deux semaines après la prise du pouvoir par Hitler, le conférencier annonçait qu'Hitler ne réussissait pas. Il ne fallait pas désespérer de la démocratie allemande; la social-démocratie, de même que le centre allemand, étaient des morceaux trop gros pour être avalés par les nazistes; sur le terrain économique, comme sur le terrain politique, la classe ouvrière était à la veille de nouvelles offensives. L'issue finale ne pouvait être incertaine : Vandervelde, il l'écrivait dans un autre article daté du 9 février 1933, était rassuré ! Le 9 février 1933 ! Il ne soupçonnait pas la puissance du national-socialisme, son dynamisme, la force de sa mystique et de sa métaphysique : tout cela lui échappait parce qu'il était prisonnier de son étroit matérialisme. Il n'avait à opposer à cette redoutable attraction hitlérienne que des chiffres électoraux, des statistiques administratives et des organisations économiques, sans comprendre que le socialisme allemand se mourait de n'avoir été qu'une simple organisation bureaucratique, un corps sans âme. En 1933, c'est le début du déclin de l'Internationale. Dislocation du puissant parti social-démocrate en Allemagne, dissidence des « néos », Marquet, Montagnon et autres en France, puis, les années suivantes, l'effondrement du socialisme en Autriche, la poussée autoritaire dans les pays d'Europe centrale et orientale dont le socialisme est, pratiquement, évincé, le triomphe, puis l'effacement du Front populaire en France, la guerre civile en Espagne, les conquêtes de l'impérialisme nippon aux dépens de la « démocratie » chinoise, la fin de la démocratie tchécoslovaque. Partout des revers, partout des déceptions, et le nombre des socialistes qui fuient leurs pays ne cesse de s'accroître. Même chez lui, dans ce petit ouvrier belge dont il a été le leader, le « patron », son autorité n'est plus indiscutée. Des personnalités surgissent, qui discutent et rejettent quelques-unes des thèses marxistes ou qui font bon marché de la « théorie » pour s'abandonner à un « réalisme » avantageux.

Le conflit, tant de fois évité, renaît sans cesse. C'est sur la politique étrangère qu'il va éclater. Spaak, l'ancien extrémiste de gauche qui reprochait au « patron » sa mollesse et son réformisme, est premier ministre et ministre des Affaires étrangères. L'intérêt national et les exigences des autres partis majoritaires le pressent d'entrer en négociations avec le gouvernement du général Franco. Vandervelde s'y refuse, par sympathie pour les républicains et parce qu'il ne lui plaît pas que le parti socialiste abandonne la démocratie espagnole dans l'épreuve terrible qu'elle traverse.

La question est posée sur le plan sentimental. Au congrès socialiste de novembre, Vandervelde l'emporte : le congrès se prononce contre la reprise des relations avec Burgos. Mais le lendemain, il semble se déjuger et il fait confiance, par une impressionnante majorité, à Spaak. Vandervelde se retire, abandonne la présidence du parti mais continue le combat dans la presse et au Parlement.

Il disparaît, au matin du 27 décembre, laissant son parti divisé, désorienté, ayant plus que jamais besoin d'un guide doctrinal...

MARCEL LALOIRE.

L'épreuve de force

M. Chamberlain et Lord Halifax étaient encore à Rome, lorsque ce titre s'étala en première page du *Tevere* : « Nous crachons sur la France. » Ils n'avaient pas quitté l'Italie de quarante-huit heures, que M. Virgilio Gayda renouvelait en ces termes une sentence historique : « A la fin, les fusils partiront tout seuls. »

Et pourtant les ministres anglais, qui comptaient sur la fameuse méthode des « contacts personnels » pour apaiser, sinon même dénouer, la crise italo-française, sont revenus de leur voyage « relativement contents ».

Pourquoi ? Parce que M. Mussolini ne leur a pas fait l'effet d'un énergomène, parce qu'il n'a ni trépigné, ni menacé, parce que ses yeux n'ont pas fulminé d'éclair, ni sa bouche d'ultimatum.

Qu'est-ce que cela prouve ? Tout simplement que le Duce veut nous mener à Munich par une autre méthode que celle de Berchtesgaden et de Godesberg.

*
**

Si la France et l'Italie devaient demeurer face à face, le problème des prétentions italiennes serait promptement résolu. La France hésiterait d'autant moins à courir le risque de guerre que ce risque n'existerait pas. Nous en serions quittes à peu de frais, comme nos pères au temps de Crispi ou comme les Yougoslaves lorsqu'ils malmenaient les lions de pierre de Trogir et que la Dalmatie était jugée terre irrédente.

Une question d'alliances domine donc cette affaire et lui confère toute sa gravité : dans quelle mesure le dictateur italien s'assurera-t-il la collaboration active du Reich ; dans quelle mesure privera-t-il la France de la collaboration active de la Grande-Bretagne ?

C'est à cette double exigence que sa conduite, pendant les conversations de Rome, répond avec un art consommé.

Il fut courtois, il fut doux, il fut pacifique. Il ne dit pas que « la guerre était à l'homme ce que la maternité est à la femme ». Il ne parla point de Nice, de la Corse, de la Savoie, de la Tunisie, ni même de Djibouti. Pour le quart d'heure, sa faconde et son appétit se contentèrent de l'Espagne.

A ce jeu, il gagnait doublement.

D'une part, il obligeait le Reich à lui témoigner une entière solidarité. Car, s'il est vrai que les intérêts politiques de l'Allemagne et de l'Italie ne coïncident pas toujours et même se heurtent sur plusieurs points, en revanche une harmonie préétablie régit le destin des deux Dictateurs. Peu importe à Hitler que l'Italie soit affaiblie. Mais, que le régime fasciste soit atteint, c'est un coup direct au régime hitlérien. Or l'Espagne n'offre-t-elle pas le moyen le plus sûr de déguiser les prétentions italiennes en croisade ? Tant qu'il s'est agi de l'Empire français, la presse allemande n'apporta guère à Rome qu'un appui, chaleureux peut-être, mais vague. Dès que l'Espagne fut directement en cause, c'est une véritable note officielle qui fut remise, le 17 janvier, par les services du docteur Goebbels à la presse étrangère : on y pouvait lire les formules, réconfortantes pour Benito Mussolini, « d'accord complet » et de « soutien énergique. »

D'autre part, la même manœuvre introduisait un élément de discorde entre la Grande-Bretagne et la France. Les gouvernements français, en doctrine sinon en fait, sont toujours demeurés fidèles à la thèse de la non-intervention réciproque : en adhérant le 5 juillet au plan général d'évacuation des combattants non-espagnols, proposé par la Grande-Bretagne et entériné par toutes les puissances représentées au Comité, la France s'est ménagé le droit de rouvrir ses frontières au libre commerce avec les deux Espagnes si, dans un délai d'un mois, un nombre « substantiel » de « volontaires » n'avait pas quitté la Péninsule. Au contraire la Grande-Bretagne, en concluant avec Rome le Pacte du 16 avril, s'est incontestablement placée dans l'hypothèse d'une victoire totale du général Franco, qu'elle s'interdisait par là même, en toute circonstance, de rien faire pour contrarier. Lorsque le Duce donne à ses interlo-

teurs l'assurance que ses légionnaires quitteront l'Espagne après la victoire totale du parti pour lequel ils combattent, il viole délibérément l'esprit et la lettre de l'Accord conclu, le 5 juillet, par le comité de non-intervention. Mais, en revanche, il reste fidèle à l'esprit et à la lettre du Pacte revêtu des deux seules signatures du chef du gouvernement britannique et du chef du gouvernement italien. En bref, il dirige son offensive sur le point faible de l'Entente Cordiale.

*
**

Si le drame espagnol sert ainsi de moyen pour fortifier l'alliance des dictateurs et compromettre l'union des démocraties, si (pour mieux dire) l'Espagne est l'arme et le seul moyen de la France le but, il est trop clair que la péninsule ibérique et les possessions espagnoles sont le premier théâtre de la lutte dont l'Empire français est en jeu.

Aussi bien la propagande italienne a-t-elle pris soin de nous en avertir. Elle ne parle plus, pour le moment du moins, de médiation ni de conférence à trois ou même à quatre. Mieux encore, elle se défend d'en avoir jamais parlé. Mais, en revanche, c'est le *Télégrafo*, organe personnel de la famille Ciano, qui préconise l'ouverture de négociations directes avec la France. Dès maintenant ? Non pas. Mais aussitôt après la fin de la guerre d'Espagne. Est-il possible d'être plus explicite et d'annoncer plus clairement que les avantages acquis grâce à la victoire remportée sur Barcelone seront utilisés comme monnaie d'échange ou comme moyen de pression pour obtenir de la France l'élaboration d'un nouveau *statu quo* méditerranéen ?

A ce moment se reposera le double problème. Que fera l'Angleterre ? Il n'est pas encourageant de lire, dès le 15 janvier, dans le *Times*, ces lignes que la presse allemande monte pertinemment en épingle : « Des changements doivent être faits ici et là, qui entraîneront des sacrifices d'un côté ou de l'autre. Mais, aussi longtemps que les changements réclamés sont raisonnables, il convient de moins de les examiner. » Que fera l'Allemagne ? Ici sur la grande inconnue : le maître du Troisième Reich a-t-il

accepté de différer la prochaine étape du *Drang nach Ost* jusqu'à ce que son acolyte ait retiré sa juste part des bénéfices de l'association; compte-t-il frapper son prochain coup à l'est ou à l'ouest? Tout dépend de la rapidité à laquelle il sera parvenu à dissocier les uns des autres ses voisins orientaux : d'ores et déjà, le barrage polono-magyar s'est écroulé ; le voyage du comte Csaky à Budapest ajoutant un satellite au système allemand; les paroles rassurantes prodiguées au colonel Beck par le Führer ne signifient plus que le colosse germanique renonce à l'entreprise ukrainienne, mais qu'il juge plus avisé de la commencer par la Roumanie; en bref, le Duce, s'il veut bénéficier de l'appui total du Reich avant le début de la grande aventure orientale qui concentrera les forces et l'attention de la Grande Allemagne, est obligé de faire diligence. Ce n'est pas le trait le moins noir du tableau.

*
**

De ce bilan, il ne nous appartient pas de tirer les règles pratiques d'une politique française. En revanche une s'impose, et, pour ainsi dire, s'écrit d'elle-même : plus on redoute l'épreuve de force, plus on se condamne à l'affronter; plus on se montrera lâche devant le risque de guerre, plus on accroîtra les chances de la guerre.

18 janvier.

Vue cavalière sur l'Asie et sur l'Amérique avant et après Munich

Si l'on néglige les pays musulmans que la Méditerranée rattache directement à l'Europe, les autres États indépendants, en dehors de notre continent, se répartissent en deux groupes : le Nouveau-Monde et l'Extrême-Orient.

Orient. Nos problèmes ne les laissent pas indifférents; en septembre, leurs sympathies s'affichaient en sens divers; voir ce qu'elles étaient et ce qu'elles sont devenues, tel est l'objet de ces quelques pages.

En Asie, la situation paraissait nette. Le Japon s'est lié à l'axe Rome-Berlin; il a toujours considéré la Russie comme un adversaire éventuel; son intervention, il est vrai, plaçait automatiquement la Chine dans l'autre camp, et il en résultait un bloc continental qui contre-balançait sa menace sur l'Indochine ou sur Hongkong. Le Siam, malgré une propagande savante, ne semblait guère mûr pour marcher à ses côtés. — En fait, le Japon s'est dérobé. C'est une des surprises de la crise. Avec de grands coups de chapeau, il a fait savoir à l'Allemagne que tout en sympathisant avec elle, il l'aiderait dans la mesure exacte où elle-même l'avait aidé contre la Chine. Occupé sur place, il ne tenait guère à s'attirer bénévolement d'autres ennemis. Et la déception s'aggravait, pour l'Allemagne, de celle que pouvaient offrir les Indes, où les maharadjahs se mettaient à la disposition de l'Empire comme en 1914, et où les nationalistes se refusaient énergiquement à faire le jeu de l'impérialisme germain ou nippon : si jamais un cas pouvait justifier la violence, écrivait Gandhi, c'est la défense de la Tchécoslovaquie; et Tagore éconduisait durement les messagers qui lui parlaient de solidarité pan-asiatique. En Indochine, d'ailleurs, le même péril suscite les mêmes réactions : « joug » pour « joug », les Annamites les plus chauvins préfèrent la France.

Rien dans tout cela n'engage l'avenir. Le Japon vainqueur, libre de ses mouvements, serait pour le nazisme un auxiliaire redoutable. Les colonies européennes du Pacifique lui portent ombrage; il entend se réserver cette chasse gardée, comme Berlin se réserve le Danube; déjà il ferme la « porte ouverte » de la Chine, sauf pour le commerce germano-italien. Sa presse a mené récemment contre la France une campagne toute semblable à celle de la presse romaine, l'accusant de violer la neutralité

et de ravitailler Tchiang Kai-Chek par la voie du Yunnan; nulle part on ne saisit mieux le synchronisme de la manœuvre; auparavant, c'est à l'Angleterre qu'on s'en prenait. Dans trois ou quatre ans, M. Hitler pourra compter sur le concours d'un bloc asiatique solide, aux ressources énormes : à moins que la Chine ne retrouve l'avantage ou que la guerre ne s'éternise, ce qui n'a rien d'impossible, ou encore que dans ce Japon si divisé les modérés ne finissent par prévaloir sur les extrémistes de l'armée...



Au Nouveau-Monde aussi, l'Allemagne a tâché de se procurer des appuis. Elle a, partout, des colonies d'émigrants qu'elle a voulu noyauter à la façon des Sudètes. Les méthodes dictatoriales de l'Amérique latine, la crainte qu'a longtemps inspiré l'expansionnisme des États-Unis, créaient un milieu favorable aux États totalitaires; la propagande exploitait la guerre d'Espagne dans le même sens. Un peu partout des groupes fascistes se démènent. On en rencontre jusqu'au Canada français, où ils s'accordent avec le refus, beaucoup plus répandu, de se battre désormais pour l'Angleterre; mais ils trouvent au sud du continent leur principal champ d'activité. Au Paraguay, un colonel Franco (ne pas confondre) a mis à profit la guerre du Chaco pour un pronunciamiento « totalitaire ». Au Chili, un parti nazi s'est vu inculper de complot. Au Brésil, le président Vargas, modifiant la Constitution et prolongeant son mandat par un coup d'État, a reçu le concours des « intégralistes » qui portaient chemise verte et arboraient la lettre grecque sigma en guise de swastika. Plusieurs Républiques d'Amérique centrale, le Guatemala, le Honduras, le Salvador, quittaient la Société des Nations, et le Salvador était un des premiers gouvernements à reconnaître la Mandchourie; la censure y prend grand soin de supprimer tout ce que le chancelier Hitler juge offensant.

La plupart de ces entreprises ont mal tourné. La dictature Franco du Paraguay n'a guère duré plus d'une saison. Au Chili, les nazis, réprimés par un gouvernement conservateur, ont contribué par dépit à l'avènement d'un Front populaire. Au Brésil, le président Vargas ayant rassuré les États-Unis en manifestant son indépendance envers l'Allemagne, ses anciens partisans « intégralistes » ont tenté de le renverser, mais en pure perte, et les intrigues germaniques ont eu pour réponses successives la dissolution des écoles allemandes et la rupture des relations diplomatiques. La Colombie vient à son tour d'imiter ce dernier geste.

Chose plus grave, les manœuvres hitlériennes ont dressé contre elles les États-Unis. Eux aussi ont leurs Allemands, que la propagande de M. Goebbels entendait grouper; ils ont leurs intérêts en Amérique latine; ils en ont en Chine, que le Japon remet en cause; ils ont le culte de la démocratie, et leurs Juifs, influents, leur dénonçaient l'horreur du racisme. Ah ! que les temps ont changé depuis l'époque encore récente où leurs Chambres adoptaient leur loi de neutralité ! Sans doute la loi subsiste; l'opinion, surtout dans les États du centre si éloignés de toute frontière, aspire à conserver son fier détachement envers les querelles européennes; mais on se rend compte que les États-Unis sont eux-mêmes menacés, et, dans ses interventions en vue de la paix, M. Roosevelt a eu l'appui de tous, démocrates et républicains.

Il l'a eu jusqu'à Munich exclusivement. Et il s'est bien gardé de prendre la responsabilité du règlement intervenu. Car l'abandon de la Tchécoslovaquie a soulevé un tollé général. Peu s'en est fallu, dans les semaines qui suivirent, que la France et l'Angleterre n'eussent définitivement perdu leur crédit; l'Angleterre s'en ressent encore. Ensuite, on a mieux compris; on s'est surtout aperçu que l'isolement volontaire des États-Unis leur ôtait le droit de protester. Et l'on commence à le

réparer en passant aux actes¹. Le rappel de l'ambassadeur à Berlin indique à quel point la situation s'est tendue. Au nom de la solidarité continentale, la délégation américaine à Lima — où figurent M. Hull comme M. Landon — s'efforce de créer un front commun contre le fascisme ; des arrière-pensées commerciales s'y mêlent peut-être, et l'on comprend les réticences de certaines Républiques sud-américaines, mais sur ce terrain aussi il s'agit de lutter contre une pénétration allemande servie par les mêmes méthodes qu'en Europe centrale. Jusqu'ici — paradoxe qui démontre bien la vanité des prétextes « anti-communistes » chez les nazis — c'est au Mexique que cette pénétration réussit le mieux ; le pétrole confisqué aux sociétés anglo-saxonnes file sur Hambourg.



Une guerre européenne, nous le voyons, se transformerait vite en guerre mondiale. Et la France, malgré ses fautes, n'y manquerait pas d'alliés encore aujourd'hui, grâce aux fautes pires de ses adversaires. A deux conditions : qu'elle ne laisse pas douter de son redressement intérieur, et qu'elle ne décourage pas les sympathies par des reculades comme celle de septembre. L'un ne va pas sans l'autre : on souhaite que tous les Français s'en rendent compte². L'ordre au dedans, le maintien de notre vocation au dehors, voilà sans doute ce qui peut nous sauver ; quant à savoir si nous éviterons une tuerie, cela ne dépend pas de nous seuls, et l'on peut se demander, tout en espérant le contraire, si après l'Anschluss et Munich il n'est pas désormais trop tard.

AUGUSTE VIATTE.

1. On a déjà fait plus de la moitié du chemin parcouru de 1914 à 1917.

2. Il ne suffit pas de proclamer que l'on ne veut pas de « guerres idéologiques » ; il faut être prêts à gagner celles que d'autres susciteraient,

A propos des réflexions de Jean Lacroix sur le rôle de la loi et de l'amour dans la vie morale

LETTRE DU R. P. TONNEAU ET RÉPONSE DE JEAN LACROIX

Après avoir lu l'article de Jean Lacroix dans La Vie Intellectuelle du 25 décembre, le R. P. Tonneau, O. P., professeur de théologie morale au Saulchoir, nous fait part des réflexions suivantes que nous croyons intéressant de faire connaître à nos lecteurs :

J'ai vu avec beaucoup de joie l'excellent article de M. Lacroix sur la loi et l'amour... Je marquerais seulement, si je voyais M. Lacroix, non pas une réserve, mais une orientation intéressante, me semble-t-il : pourquoi ne pas expliciter davantage la liaison profonde de la loi et de l'amour ? Il ne s'agit pas de réserver à la loi un domaine banal — ce qui l'exilerait plus ou moins du sanctuaire de l'amour et diviserait l'homme —, mais plutôt de regarder la loi comme l'expression de l'ordre inspiré par l'amour. Que cette loi soit toujours inadéquate, expression approximative, en tendance vers cette limite idéale, cela tient au caractère discursif de toutes nos expressions rationnelles. Les lois s'expriment chez nous comme les peuvent, et elles risquent toujours de tomber dans un schématisme mécanique, sans âme, comme le reste de nos représentations intellectuelles, si nous n'y veillons pas. Cependant la vraie pensée cherche de se purifier, de rester parfaitement fluide, transparente; il faut que les expressions légales s'efforcent vers la même fluidité. Elles ne sont parfaitement vraies qu'à ce prix. Du reste, telles qu'elles sont, même avec leur imperfection congénitale, les lois jouent leur rôle éducateur, comme les concepts et les mots informent l'esprit (*nos instruit Deus per legem*). Toute l'imperfection, l'inadéquation de la loi à l'ordre de l'amour tient au fait que la loi est une expression, donc un signe, donc à la fois un écran intermédiaire et une voie de communication intellectuelle. La loi reste un écran pour ceux qui n'ont pas d'amour, comme les mots prennent valeur de chose en soi pour ceux qui n'ont pas d'esprit (en ce sens, la loi suppose l'amour); mais la loi est génératrice d'amour aussi, et c'est son but, comme les signes conceptuels, opaques pour les brutes, sont générateurs d'idées pour ceux qui ont au moins en germe une vie rationnelle (en ce sens, la loi prépare, engendre l'amour).

J. TONNEAU, O. P.

M. Jean Lacroix, à qui nous avons communiqué cette lettre, nous répond de la façon suivante :

Je vous remercie de me communiquer ces quelques lignes du R. P. Tonneau. Je tiens à vous dire tout ce qu'il ajoute à mon article du 25 décembre — j'avais pris le mot loi en un sens déterminé; il y en a d'autres et, parmi eux, celui qu'indique le R. P. Tonneau et paraît le plus fertile en réflexions fécondes. Pour mon compte, je voulais surtout dégager la morale d'un contexte de contrainte où

elle s'enlise trop souvent. Ce n'est pas l'impératif qui est la source du devoir, mais bien plutôt l'impératif lui-même n'est qu'une source d'expression ou de traduction logique du sentiment essentiel du devoir. Il y a là toute une ligne de recherches. Je serais heureux si mon article, destiné surtout à poser le problème, pouvait être l'origine d'une recherche commune et d'un approfondissement mené de pair par les théologiens et les philosophes. Cette collaboration n'est-elle pas un des buts essentiels de *La Vie Intellectuelle*?

Vous pourriez, si vous voulez, faire suivre la lettre du P. Tonnerre de quelques lignes qui précèdent, de façon à engager une discussion qui ne manquerait pas d'être vivante.

Nous reviendrons sur ce sujet qui semble intéresser nos amis. Nous demandons en attendant à nos lecteurs de nous communiquer leurs réflexions.

DOCUMENT

Congrès catholique pour la paix internationale

(Suite et fin)

RÉSOLUTION DE LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION

Le Congrès catholique pour la Paix internationale émet le vœu :

que l'enseignement des principes chrétiens en matière de relations internationales soit développé dans les écoles catholiques des divers degrés, dans les Universités ainsi que dans les institutions d'éducation populaire pour la jeunesse et pour les adultes,

afin que les jeunes catholiques et les adultes eux-mêmes soient mieux instruits de leurs devoirs internationaux et préservés des erreurs récemment condamnées par le Saint-Siège.

Il donne mandat à la Commission catholique de Coopération intellectuelle de prendre les mesures nécessaires pour faire connaître ce vœu et pour en obtenir la mise en application, et invite les Comités nationaux à lui donner leur concours.

L'HISTOIRE

M. VAUSSARD. *L'histoire contemporaine
dans les manuels scolaires italiens.*

La guerre d'indépendance italienne de 1859, précédée de l'alliance franco-sarde; la conclusion de la Triple-Alliance après l'occupation française de la Tunisie; la guerre mondiale; enfin l'ère fasciste jusqu'à l'expédition d'Éthiopie — quatre périodes de l'histoire italienne dont l'enseignement aux enfants de la péninsule aidera à mieux comprendre les rapports entre les deux pays.

P.-H. SIMON. *Sur un essai de la psychologie
révolutionnaire.*

Les coulisses de la Convention, par Georges Izard.

LIVRES

par E. D. et A. GEORGE.

L'histoire contemporaine dans les manuels scolaires italiens

Depuis l'avènement du fascisme les programmes scolaires italiens ont été rénovés deux fois : d'abord en octobre 1923 et décembre 1925 (réforme Gentile), puis en 1936, lorsque déjà le nouveau régime avait derrière lui une expérience de près de quinze années.

Nous voudrions étudier ici dans quel esprit ont été rédigés, en ce qui touche l'histoire contemporaine, les manuels en usage aussi bien à l'école primaire que dans les établissements secondaires : gymnases et lycées.

Comme il serait trop long et fastidieux de faire porter cette étude sur toute la période envisagée, nous avons choisi quelques épisodes typiques, qui concernent plus particulièrement les rapports italo-français, pour établir nos conclusions. Ce sont : la guerre d'indépendance italienne de 1859, précédée de l'alliance franco-sarde; la conclusion de la Triple-Alliance après l'occupation française de la Tunisie; la guerre mondiale; enfin l'ère fasciste jusqu'à l'expédition d'Éthiopie. Les ouvrages les plus récents s'arrêtent au lendemain de celle-ci et ne peuvent, naturellement, faire encore état des derniers résultats de la politique extérieure italienne : l'axe Berlin-Rome, l'Anschluss et la guerre d'Espagne.

*
**

L'ARMISTICE DE VILLAGRANCA, CESSION DE NICE ET DE LA SAVOIE

Le manuel officiel des classes primaires, édité par la *Libreria dello Stato*, est d'un type unique, commun à

toute l'Italie, et, il faut le reconnaître, excellent. De la première à la cinquième classe du degré élémentaire, il ne comprend *qu'un seul livre*, cartonné, de format in-8° carré, portant le millésime de l'ère fasciste et le faisceau du lecteur, — pour toutes les matières autres que la langue maternelle. Le texte en est de plus en plus développé à mesure que l'enfant passe d'une classe à l'autre. En dernière année, il atteint environ 600 pages, sobrement mais très bien illustrées (par exemple par des reproductions de chefs-d'œuvre de l'art classique dans la partie catéchistique : mosaïques antiques, façades de cathédrales, tableaux de Giotto, du Pérugin, de Raphaël, de Véronèse, etc.). Papier de bonne qualité, caractères très lisibles. Les matières y sont disposées dans l'ordre suivant : religion, histoire, géographie, arithmétique, sciences naturelles (notions de botanique, d'astronomie, de géologie) et physiques, complétées par des notions d'hygiène.

La partie historique s'efforce moins d'énumérer beaucoup de faits et de dates que de toucher dès le plus jeune âge le cœur de l'enfant. C'est ainsi que l'on n'hésite pas à citer intégralement, pour l'époque du *Risorgimento*, la lettre d'adieu à sa femme d'une des victimes de la répression sanglante des troubles de 1821 dans le duché de Modène, Ciro Menotti, lettre qui occupe une page et demie sur un total de 110 pour toute l'histoire d'Italie depuis la fin de l'Empire romain.

On sait que la campagne de 1859 comporte pour les Italiens un épisode douloureux : l'armistice de Villafranca, conclu par Napoléon III avec François-Joseph à l'insu de Victor-Emmanuel et qui provoqua la démission de Cavour, navré et ulcéré de voir une entreprise si bien commencée interrompue avant d'avoir atteint tous ses buts. Mais l'empereur des Français avait les plus sérieuses raisons d'agir comme il le fit, et aujourd'hui on n'est plus guère d'historien italien qui veuille lui en faire grief. Son appui avait donné le branle, un branle décisif, à l'unification italienne, tandis que son brusque

arrêt des opérations militaires au seuil de la Vénétie retarder que de quelques années une issue désormais inéluctable. Il en fut récompensé par la cession de la Savoie et de Nice. Les deux pays étaient quittes. Mais il peut y avoir bien des nuances dans la façon de présenter les événements. Voyons comment le font les auteurs de manuels du régime fasciste.

Le livre des classes élémentaires se borne à constater :

L'Empereur des Français s'était décidé à cette démarche (Villafraanca) parce que son armée avait déjà subi de lourdes pertes, que, d'autre part, la Prusse se montrait prête à intervenir dans la guerre en faveur de l'Autriche contre la France. (On ne précise pas où ni comment.)

La cession de la Savoie et de Nice est présentée comme une compensation voulue par Napoléon au regard des agrandissements imprévus du Piémont par les annexions de l'Émilie et de la Toscane. (Cela est vrai pour Nice, mais la Savoie devait déjà être le prix de l'intervention française contre l'Autriche en Lombardie.) Le livre note simplement, sans grandiloquence

Cette renonciation fut une nouvelle douleur pour le Roi et pour les Italiens.

Dans les manuels de l'enseignement secondaire, la question est, naturellement, plus développée. Les programmes offrent l'occasion d'y revenir deux fois : d'abord dans la troisième année du gymnase, correspondant à notre cinquième, où le programme d'histoire va de 1815 à 1936, puis dans la dernière année d'étude (III^a liceale), où l'on examine plus en détail la même période.

Le manuel de L. Motta Ciaccio pour la III^a ginnasiale (Turin, Paravia, 1937) explique ainsi la conduite de Napoléon III après que les insurrections de l'Italie centrale avaient déjà considérablement élargi la zone

es territoires qu'il était disposé à reconnaître au Piémont :

Il fut aussi amené à interrompre son action en faveur de l'indépendance italienne par le fait que l'Allemagne, alarmée des succès franco-piémontais contre l'Autriche, avait mobilisé et dirigé son armée vers sa frontière de l'ouest; ainsi que par l'opposition du parti catholique français à l'intervention de l'Empereur en Italie à cause des révoltes (qu'elle favorisait) contre le gouvernement pontifical.

Après les succès remportés sur le terrain militaire, comme, grâce à ces mouvements populaires,

il restait à payer à la France le prix convenu pour l'aide apportée dans la guerre de 1859 : la cession de la Savoie et de Nice, et bien que cela fût très douloureux, surtout à l'égard de Nice, ville italienne, et que Napoléon III n'eût tenu qu'à moitié ses promesses, cependant Victor-Emmanuel et Cavour estimèrent nécessaire d'exécuter pour leur part le pacte de Plombières, afin d'être débarrassés de toute dette future de reconnaissance envers la France.

La fin du paragraphe est, on le voit, quelque peu tendancieuse, mais, en somme, avec discrétion.

Le nouveau cours d'histoire de C. Bornate et A. Pelizzari (Milan, Soc. Anon. Edit. Dante Alighieri, 1938), qui se distingue par l'abondance des « lectures historiques » et des cartes jointes au texte, dont elles dou-
ent exactement l'étendue¹, ne consacre que ces quelques lignes aux préliminaires de Villafranca et aux compensations promises à la France pour son appui :

Napoléon fut incité à ce geste inattendu par diverses raisons; les plus importantes furent la crainte que Cavour visât non plus à former un royaume de la Haute Italie [selon les plans de Plombières], mais à unifier toute l'Italie; et l'attitude menaçante de

1. Selon les instructions officielles soucieuses de mettre l'élève face de documents : lettres, proclamations, discours, poèmes, énonçant des acteurs mêmes des grands faits historiques.

la Prusse, qui se préparait à assaillir la France pour s'emparer de l'Alsace-Lorraine.

Puis viennent les plébiscites qui rattachent au Piémont l'Italie centrale.

En face de ces conséquences inévitables, toutes les résistances diplomatiques furent vaincues. Napoléon III se résigna, bien qu'à contre-cœur, aux faits accomplis; mais il voulut en compensation, outre la Savoie, également le territoire de Nice. (Aucun commentaire.)

Passons aux manuels plus amples destinés aux classes supérieures des lycées et écoles normales (*magistrali*). Celui de M. Corrado Barbagallo (Milan, Soc. Anon. Edit. Dante Alighieri, 1930²) témoigne d'une impartialité nuancée d'indéniables sympathies envers la France. La chose ne surprend pas quand on se rappelle l'action déployée par M. Barbagallo pendant la Grande Guerre pour soutenir la cause de l'Entente, devenue celle de son pays. Les préliminaires de Villafranca sont dans son manuel, ainsi commentés :

Ces accords apparaissaient, et étaient en fait, pour le Piémont et les Italiens, une *trahison*, que notre pays n'aurait jamais pu donner; mais, du point de vue des intérêts de la France, que l'Empereur devait surtout considérer, Villafranca constituait un acte de sage opportunité, voire d'inéluctable nécessité.

Outre les difficultés militaires ultérieures à prévoir (les principales forteresses vénitiennes, dites du *Quadrilatère*, étaient encore intactes et l'armée autrichienne n'était pas détruite); les hauts classes de la France, le clergé, les paysans s'insurgeaient furieusement contre une guerre et un gaspillage de vies tout à fait inutiles aux intérêts nationaux et destinés (pensaient-ils) à favoriser une révolution anticatholique. D'autre part, l'insurrection de l'Italie centrale avait dépassé et bouleversé tous les plans prudents de Napoléon III : l'Italie devenait un seul État, dangereux voisin.

2. Une nouvelle édition de cet excellent manuel est en préparation, mais n'a pas encore paru.

de l'Empire. Enfin la Prusse, si elle n'était pas excessivement affligée de l'humiliation autrichienne, n'était pas non plus enthousiasmée de la menace que l'ennemi héréditaire, victorieux de l'Autriche, recommençait à diriger contre toute l'Allemagne et elle s'apprêtait, elle offrait, avec la Russie, une médiation qu'elle disait vouloir imposer par la force en mobilisant sur les frontières françaises. Tout par conséquent induisait Napoléon III à interrompre son rêve personnel d'une heure d'optimisme.

Victor-Emmanuel dut subir les préliminaires de Villafranca... En son for intérieur, Napoléon, comme nous le savons aujourd'hui, les avait subis avec autant d'amertume que le roi d'Italie, et souhaitait, autant que Cavour, que les conditions stipulées dans l'armistice³ n'eussent jamais à se réaliser.

C'est ici le texte d'un historien qui sait prendre ses responsabilités et voir tous les aspects d'une question. Il le prouve également au sujet du rattachement de Nice à la France :

Seule tristesse, parmi tant de succès et de joies, fut la cession à la France, en vertu des accords de Plombières, de la Savoie, berceau de la dynastie, et de Nice, ville *semi-italienne*⁴ et patrie de Garibaldi... Une si grave violation du principe des nationalités, au moment même où l'on travaillait tellement à ce qu'il triomphât en Italie, doit toutefois être imputée beaucoup moins à l'Empereur qu'à l'opinion des hautes sphères politiques françaises. Sans cette compensation, qui comblait un vœu séculaire de la France, jamais son pays ne lui aurait pardonné la guerre d'Italie.

La même note se retrouve dans un ouvrage plus ancien et moins répandu, celui de MM. Aldo Valori et M. Toschi (Turin, Società Editrice Internazionale, 1927), qui, bien que destiné aux élèves des lycées, se présente plutôt comme un livre de vulgarisation historique pour des esprits déjà formés (et sans le complé-

3. C'est-à-dire le rétablissement de certains souverains d'Italie centrale sur leurs trônes et le maintien de la Vénétie sous le joug autrichien.

4. C'est nous qui soulignons. La nuance a ici son prix.

ment, aujourd'hui exigé, de « lectures historiques ») que comme un manuel scolaire proprement dit. Voici ce qu'écrivent sur la question les deux auteurs :

Au nom de Villafranca fut longtemps lié le souvenir de l'ingratitude et de la douleur qui se répandirent dans toute l'Italie à la nouvelle de l'arrêt imprévu imposé à la campagne libératrice et de la renonciation à une partie du programme qu'elle s'était fixé. Mais aujourd'hui l'on peut et l'on doit examiner avec plus de sérénité l'attitude de l'Empereur. Par une réaction explicable des sentiments populaires, il fut couvert d'injures et de malédictions, aussitôt après Villafranca, comme un mois auparavant il avait été porté aux nues; il semblait qu'on voulût oublier que, sans lui, ce début d'affranchissement n'aurait même pas pu prendre naissance; et il est significatif que la statue équestre de l'Empereur, votée par la municipalité milanaise, se trouve aujourd'hui encore dans une cour intérieure⁵, sans avoir jamais pu voir le jour d'une place de ce Milan où pourtant, avec son armée, il était entré en libérateur.

Les Français parlent souvent, en se référant à cette période, de l'ingratitude italienne... L'ingratitude serait, tout au plus, à reprocher aux Italiens vis-à-vis de l'Empereur, à titre purement personnel, non envers la France, puisque le plus grand obstacle qui l'empêcha de poursuivre et de conclure sa glorieuse entreprise fut précisément l'opposition de l'opinion publique française à l'initiative impériale, à la création d'une nouvelle puissance au sud-est de la France. Le terme de « néfaste » appliqué à la politique de 1859 n'est pas rare, aujourd'hui encore, sous des plumes françaises...

Mais, pour en revenir à Villafranca, les raisons pour lesquelles l'esprit de Napoléon III se tourna résolument vers la paix, au milieu de la campagne, furent nombreuses et toutes fort sérieuses. Tout d'abord les bons patriotes italiens, qui lui reprochaient sa trahison, auraient dû se souvenir que Napoléon, quoique lié à notre cause par ses sympathies et engagé à poursuivre un dessein déterminé, demeurait toujours le chef de l'Empire français et

5. Celle de l'ancien Palais du Sénat. Elle en est enfin sortie et a été érigée dans le parc du château des Sforza, sur l'initiative du gouvernement fasciste, peu après que ces lignes eussent été écrites. La statue avait été exécutée en 1881, l'année même, il est vrai, où la France avait acquis Tunis et provoqué de nouvelles rancoeurs dans le peuple italien.

avait avant tout s'en préoccuper, comme il s'en était préoccupé
rs de la conclusion des accords, et modifier éventuellement ses
rectives selon les circonstances variables du développement de
campagne militaire et diplomatique.

Suit une longue énumération des motifs qu'eut Na-
légion III de proposer à François-Joseph l'armistice
Villafranca et où figurent, avec ceux que nous con-
issons déjà (armée autrichienne peu entamée, retrans-
ée sur de très fortes positions; pertes considérables
jà subies par les Français et déficiences, dont il s'é-
it rendu compte, de son armature militaire; opposi-
on croissante de l'opinion publique française, etc.), la
enace d'une intervention russe si l'incendie révolu-
onnaire qui risquait de s'étendre de l'Italie à la Hon-
ie, avec Kossuth, et à la Pologne, atteignait l'Eu-
pe centrale.

MM. Valori et Toschi concluent ainsi :

Napoléon III eut peur. Ce fut là son tort, diraient et dirent
n des gens. Il avait dans sa main une Italie et une Hongrie
olutionnaires, il pouvait se mettre à la tête de tous les peuples
éraux d'Europe contre les rois de la décrépète Sainte-Alliance.
Angleterre ne s'y serait pas opposée résolument. Mais le second
poléon n'avait pas le tempérament du premier et, en outre, il
avait vu l'échec. Il renonça à la grandeur et peut-être en même
ps à assumer le rôle universel auquel semblait le destiner son
nd nom; il s'en tint à son devoir le plus simple et le plus
: consolider sa position de souverain français...

Accueilli en Italie par des cris de haine, le geste de Villafranca
pour la France le magistral coup de règle qui consolida la
ition de l'Empereur et le fit apparaître finalement aussi sage
e puissant.

Inversement, un autre manuel, lui aussi assez ancien
refondu conformément aux programmes de 1923, ce-
de Camille Manfroni (Livourne, Giusti, 1925), donne
ns le récit de ces événements une note plutôt acerbe.
s raisons de l'armistice de Villafranca sont indiquées
s commentaire, de même que l'indignation des Ita-

liens, et surtout des Milanais, envers le « traître Bonaparte », ainsi qu'il fut appelé alors. Mais sur la cession de la Savoie et de Nice à la France on trouve ces lignes nettement tendancieuses :

Cavour comprit que, pour atteindre son but [l'unification de l'Italie], il lui fallait accomplir un grand sacrifice, et il eut le courage de braver dans ce dessein l'impopularité, en offrant la Savoie à la France selon les accords de Plombières, qui n'avaient pas été respectés puisque de son côté Napoléon n'avait pas maintenu ses promesses. Mais celui-ci voulait également Nice, française par sa position, par sa langue, par ses sentiments, par sa tradition; et, le voyant irréductible, Cavour finit par céder à la France les deux provinces, pourvu que les populations y consentissent. Et un plébiscite peu spontané des habitants confirma le traité élaboré à Turin... ⁶

Un peu plus tard, le 29 mai 1860, devait être approuvée par le Parlement italien

à une très forte majorité, malgré les discours violents des opposants, cette cession à la France de Nice et de la Savoie, qui compromettaient avec usure l'alliance impériale.

*
**

LE PROTECTORAT TUNISIEN ET LA TRIPLE-ALLIANCE

Déjà éloignée dans le temps, cette fraternité d'armes franco-italienne garde néanmoins une importance certaine et demeure toujours susceptible d'engendrer entre les deux opinions publiques des accès de mauvaise humeur, ou même davantage. On notera comme un contraste heureux la sérénité générale avec laquelle la question

6. Rappelons que l'annexion de la Savoie à la France fut votée par 130.000 *oui* contre 2000 *non*, et celle de Nice par 25.000 *oui* contre 160. Or, à cette époque, les méthodes de pression officielle n'offraient aucune comparaison avec celles qui existent de nos jours dans les pays totalitaires.

traitée dans les manuels de l'ère fasciste. Nous passerons plus brièvement sur la soumission de la Tunisie au protectorat français, à l'époque de Crispi, qui fut l'une des causes déterminantes de la Triple-Alliance.

Le manuel d'État pour les écoles primaires n'en parle pas, — non plus que de la politique intérieure italienne entre 1870 et 1914. Par déférence envers la Maison régnante, une page et demie est consacrée au couple royal Humbert I^{er}-Marguerite de Savoie, dont on loue le caractère, la charité, la bonté, et au « sacrilège assassinat » du souverain en 1900. Une autre page retrace très brièvement les entreprises coloniales du règne en Érythrée et en Abyssinie, puis on aborde immédiatement la guerre de Libye (1911).

Pas un mot non plus sur la question tunisienne dans le tout récent manuel de Bornate et Pellizzari, qui ne mentionne également qu'en quelques lignes incolores la conclusion de la Triplice. M. Motta Ciaccio est à peine plus explicite. Parlant des déceptions italiennes au Congrès de Berlin (1878), il écrit :

L'Italie n'obtint rien; et ce fut une amère désillusion pour nos compatriotes, à qui il semblait que leur patrie, ayant retrouvé désormais la dignité d'une grande nation unifiée, avait le droit d'être traitée avec plus d'égards par les autres puissances. Mais alors qu'en 1881 la Tunisie, qui déjà accueillait beaucoup de travailleurs italiens et est si proche de nous, fut occupée à l'improviste par la France, l'indignation suscitée en Italie par cet événement, considéré comme une trahison à notre égard, fut si forte que nous sentîmes le besoin de sortir de notre isolement politique pour nous rapprocher de la nouvelle et très puissante Allemagne impériale.

Celle-ci étant déjà alliée de l'Autriche, il devait en résulter une Triple-Alliance, dont l'auteur note toutefois loyalement qu'elle ne fut jamais populaire en Italie.

M. Barbagallo se montre, ici comme ailleurs, particulièrement équitable. Après avoir mentionné l'occupation de la Tunisie, « où s'étaient constitués de forts

intérêts français, mais où il en existait d'aussi notables économiques et politiques, pour l'Italie », il observe :

Il est vrai qu'à la suite de cette conquête la nation italienne du point de vue économique, ne perdit rien, la France assumant tous les risques de l'administration et de la défense, et par surcroît employant dans le pays des capitaux dont, à l'époque, notre bourgeoisie manquait. Mais, du point de vue politique, l'Italie vit alors se déplacer gravement à son détriment l'équilibre politique et militaire de la Méditerranée.

D'où la conclusion de la Triplice.

M. Manfroni est très bref sur le même sujet et son court paragraphe ne contient aucune remarque désobligeante.

MM. Valori et Toschi soulignent à la fois ici l'ingratitude du gouvernement italien et l'intrigue bismarckienne pour détacher l'Italie de la France en la liant aux Empires centraux par « des liens de défense mutuelle, mais aussi de sujétion pour elle ». Notre occupation de la Tunisie leur semble un fait « d'une gravité énorme » et ils le commentent ainsi :

A la nouvelle du traité du Bardo, conclu le 13 mai 1881 entre le bey de Tunis et la France, un cri d'indignation parcourut toute l'Italie, rappelée par les partis d'opposition à la sensation de l'importance de l'événement. Malgré ses justifications, d'une naïveté qui ne peut ne pas produire une pénible impression, le gouvernement Cairoli fut renversé...

Le « soufflet de Tunis », aussi grave et davantage peut-être qu'une défaite militaire, déprima la politique italienne, qui se trouva compromise dans son avenir méditerranéen, colonial et démographique. Par une conséquence logique, l'équilibre, que l'Italie avait toujours cherché à maintenir entre les divers courants politiques européens, fut rompu et, comme Bismarck l'avait prévu, elle se détacha définitivement de la France pour se rapprocher des puissances centrales.

La nouvelle édition du manuel de M. Alfonso Manaresi (Milan, Trevisini, 1939), qui rencontre une faveur particulière de la part du corps enseignant, écrit enfin simple

ment dans le volume destiné à la dernière classe du lycée — le plus copieux :

Transformée en protectorat français, la Tunisie, qui abritait déjà plusieurs milliers de colons italiens, fut soustraite à l'influence politique et économique de l'Italie, ce qui contribua pendant bien des années à refroidir l'amitié entre les deux nations sœurs.

Il est à remarquer que ce manuel, le plus répandu de beaucoup dans les écoles secondaires italiennes et qui se livre dans sa dernière partie à une exaltation sans retenue de la politique fasciste, jusque et y compris l'axe Berlin-Rome, emploie constamment l'expression — aujourd'hui assez désuète — de « nations sœurs » pour parler de l'Italie et de la France. A titre de complément de son court paragraphe sur l'installation française en Tunisie, nous citerons encore celui-ci, relatif au rapprochement italo-français à l'aube du XX^e siècle :

La froideur des rapports politiques entre l'Italie et la France dura jusque vers 1900 : nous traversâmes des moments cruels durant la guerre d'Abyssinie où la France nous fut nettement hostile. Toutefois les liens ethniques et culturels entre les deux nations sœurs étaient trop nombreux pour que les désaccords puissent se perpétuer... En 1902, nous signâmes avec la France la convention pour le Maroc, obtenant en compensation la reconnaissance de nos droits sur la Libye; la même année, à l'occasion du renouvellement de la Triplice, le ministre français des Affaires étrangères put se dire autorisé à déclarer officiellement qu'en aucun cas l'Italie ne serait devenue un instrument d'agression contre la France. Et une confirmation de l'attitude bienveillante de l'Italie, notre sœur latine l'eut dans le voyage que Victor-Emmanuel III fit en Russie, alors alliée de la France (1902)... Notre nouvelle attitude n'ébranla pas les bases de la Triplice; elle suscita toutefois des commentaires assez aigres chez nos alliés : le chancelier Bülow reconnut à contre-cœur (*a denti stretti*) qu'il n'était pas défendu à l'Italie de faire quelque *tour de valse* hors de la Triplice.

Plus loin, lorsqu'il évoquera la neutralité italienne dans la première phase de la guerre mondiale, M. Manaresi notera que cette neutralité fut « un grand soulage-

ment pour le peuple italien, près de qui une guerre aux côtés de l'Autriche eût été absolument impopulaire ».



LA GUERRE MONDIALE

Dans le grand drame de la guerre mondiale, nous retiendrons spécialement, pour en examiner la présentation aux élèves, les quelques points suivants :

- a) causes de la guerre et responsabilités de son déclenchement;
- b) motifs de l'intervention italienne;
- c) manifestations de la fraternité d'armes franco-italienne et victoires finales;
- d) traités de paix et Société des Nations.

Les causes de la guerre

Un seul manuel, celui de M. Barbagallo, insiste sur les raisons d'ordre moral parmi les causes de la Grande Guerre. Ayant énuméré celles « d'un caractère purement réaliste », il ajoute :

A celles-ci, on doit unir les motifs plus idéalistes de liberté de patriotisme, voire d'aspiration (à travers un aussi horrible bain de sang) à une paix définitive et universelle, qui anima les peuples, — tous les peuples, — dans leur héroïque et longue résistance.

De même, après avoir marqué que l'intervention italienne fut populaire, en ce sens non qu'elle eut pour elle la majorité certaine de la nation, mais bien qu'elle fut « imposée par le peuple au gouvernement », il met au premier plan de cette détermination italienne

... la répulsion quotidienne qu'inspiraient à l'opinion publique les barbaries dont les armes allemandes étaient accusées en Be-

ique, en France et sur la mer, et l'évidence croissante du danger qu'eût représenté une victoire germanique qui aurait imposé à l'Europe vaincue et humiliée un véritable assujettissement à l'Allemagne. Jamais comme durant ces jours, sauf à l'époque apoléonienne, l'horreur de la servitude et l'amour des libertés nationales ne vibra au même degré dans le cœur des peuples en face du péril extérieur.

Cette observation est strictement conforme à la vérité historique. Quiconque a vécu en Italie les mois qui précédèrent et même suivirent son intervention sait à part capitale qu'y eut, par exemple, un fait comme celui de la violation du territoire belge⁷. L'*égoïsme sacré* défini par M. Salandra, — sur lequel appuient presque uniquement la plupart des auteurs de manuels et que, bien entendu, M. Barbagallo ne passe pas sous silence, — ne vint qu'en deuxième ligne.

Par contre, M. Barbagallo discerne moins nettement que M. Manfroni les responsabilités allemandes dans la genèse de la guerre. Il note que :

« dans un premier temps, comme en 1908, l'Allemagne se fit manœuvrer par l'Autriche (?) et lui donna des assurances de solidarité qui à Vienne furent interprétées comme un engagement de soutenir à fond l'Autriche-Hongrie dans sa querelle avec la Serbie et, éventuellement, la Russie.

Tandis que, par la suite, devant le péril d'un conflit général, elle aurait « tenté sans y réussir d'arrêter son alliée sur une pente très périlleuse ».

M. Manfroni écrit au contraire, après avoir noté « le prétexte tout à fait ridicule » de la déclaration de guerre allemande à la France :

« 7. M. Motta Ciccio rend nettement hommage à la noblesse héroïque de la résistance belge et remarque qu'en déterminant l'intervention anglaise la violation de sa parole par l'Allemagne « commença à lui faire expier le grossier matérialisme qui l'avait porté à sacrifier son honneur... pour obtenir, croyait-elle, un avantage militaire immédiat ».

Les nombreux documents publiés par les chancelleries européennes, et surtout ceux qu'on a trouvés dans les archives du gouvernement allemand après l'armistice, portent à croire que le véritable provocateur de l'immense conflit fut ce gouvernement qui, fort de sa préparation militaire et de ses alliances, et persuadé que l'Angleterre resterait neutre, entretenait l'illusion de pouvoir triompher rapidement de ses adversaires probables, écrasant d'abord la France, puis en se retournant contre la Russie afin, dans un proche avenir, de dominer l'Europe.

Plus brièvement et en admettant un certain partage des responsabilités, M. Motta Ciaccio observe :

La conduite de la guerre sembla démontrer que l'Allemagne était la principale responsable de celle-ci, bien que les puissances de l'Entente — Russie, France, Angleterre — n'aient pas manqué de bonne volonté pour la seconder; car elle y était évidemment très préparée de toutes manières, tandis que les autres ne l'étaient pas suffisamment.

Le dessein de l'Allemagne de dicter au monde sa loi est également mis par MM. Valori et Toschi au premier rang des causes de la guerre mondiale, avec la rivalité commerciale anglo-allemande et les dissensions intérieures de l'État autrichien.

On ne s'étonne pas trop de ne rien trouver sur cette question dans le manuel des écoles primaires italiennes nécessairement très succinct, qui ne mentionne comme motif de l'intervention italienne que le désir de terminer un duel séculaire avec l'Autriche-Hongrie en récupérant le Trentin et la Vénétie Julienne « et de venger les martyrs qui, sur ces terres, avaient donné leur vie pour la patrie ». (Tout au long du livre, les exemples individuels de ferveur patriotique sont ainsi soulignés, avec des noms à l'appui.)

*
* *

Les opérations et la victoire

Naturellement, les manuels d'outre-monts et surtout

les plus élémentaires font la plus grande place aux opérations qui se déroulèrent sur le front italien, dont ils cherchent à valoriser l'importance, souvent sous-estimée par les États alliés, de même qu'ils soulignent fortement le service rendu, à la France notamment, par la neutralité italienne, puis à la cause de l'Entente dans son ensemble — et surtout à l'armée russe, alors en pleine déroute, — par l'intervention italienne⁸. Les cours d'histoire français sont très injustement à peu près muets sur tout cela. Le plus répandu chez nous, celui de Malet, sur les 1176 pages du manuel de la classe de philosophie, consacre *trois lignes* anodines à la neutralité de l'Italie, *six* à son entrée en guerre et aux opérations de l'année 1915 sur les Alpes, *six* autres à la déroute de Caporetto puis *plus rien* jusqu'au traité de Versailles; c'est réellement dérisoire, surtout lorsqu'on sait que par leur victoire de Vittorio Veneto (24 octobre 1918) suivie de l'armistice du 4 novembre, les Italiens estiment avoir porté à une armée déjà démoralisée sans doute par le recul de ses alliés en France et en Orient, mais encore militairement redoutable, une défaite *décisive* pour l'issue de la guerre générale. A notre avis leur résistance heureuse sur le Piave en novembre 1917 et juin 1918, les honore beaucoup plus⁹.

8. Non sans complaisance, M. Manfroni écrit : « L'intervention de l'Italie sauva la France de la ruine, comme déjà au début de la guerre l'avait sauvée notre neutralité. »

9. Parmi les « lectures historiques » de son manuel, M. Motta Ciaccio fait une large place à la préface écrite par Mussolini lui-même pour le livre du général A. Alberti : *Testimonianze straniere sulla guerra italiana* (Rome, 1933).

On y cite notamment cette page de Ludendorff sur la bataille du Piave, qui constitue un témoignage irrécusable : « Le commandement autrichien se disait sûr de la victoire; le général Arz indiquait comme but la vallée du Pô. Mes pressentiments devinrent plus sombres quand j'appris que l'offensive austro-hongroise avait été différée au 15 juin. Ce jour-là et les suivants l'attention de Hindenburg et la mienne était concentrée sur le front italien. Nous avions l'intuition qu'il se passait là quelque chose de décisif pour le cours ultérieur de la guerre. Quand nous arriva, dès

Mais précisément la bataille du Piave elle-même offre matière de part et d'autre à de petites habiletés, facilement irritantes.

Le manuel Malet est ici plus que tendancieux : note la rupture du front italien à Caporetto, l'envahissement de la Vénétie et le chiffre très élevé des pertes italiennes, puis ajoute sommairement :

le second jour de la bataille, la nouvelle que l'offensive avait échoué et que les troupes austro-hongroises du groupe d'armées du maréchal Conrad, sur lesquelles nous comptions le plus, avaient été si durement éprouvées et avaient subi de telles pertes qu'elles étaient incapables d'un nouvel effort, nous sentîmes que la partie était perdue. La décision, qui jusqu'alors devait être attendue sur le front de France, tout à coup se déplaçait, assumant, par ses répercussions, les plus vastes proportions sur le front italien, qui jusqu'alors ne pouvait être considéré que comme une zone secondaire d'opérations. De plus graves nouvelles sur la portée de la défaite autrichienne nous arrivèrent les jours suivants. On ne pouvait plus escompter des envois de contingents austro-hongrois sur notre front. Il était même douteux que l'Autriche pût résister à une forte attaque italienne. Et si l'Autriche, comme nous avions lieu de le craindre, s'écroulait, *la guerre était perdue*. Pour la première fois nous eûmes la sensation de notre défaite. Nous nous sentîmes seuls. Nous vîmes se dissiper dans les brumes du Piave cette victoire que nous étions sûrs de remporter sur le front de France... »

Non moins péremptoire fut le jugement de Hindenburg : « Le désastre de notre allié était un malheur aussi pour nous. L'adversaire savait comme nous que l'Autriche-Hongrie avait par cette attaque jeté dans la balance de la guerre tout le poids de ses armes. Dès ce moment la monarchie danubienne avait cessé d'être un danger pour l'Italie. »

On sait enfin que telle est aussi la thèse de Hitler dans *Mein Kampf* : « Le tort capital de l'Allemagne en entrant dans la guerre fut de se lier à l'Autriche, second trop affaibli par ses divisions intérieures pour lui être d'un concours vraiment utile, qu'il allait falloir soutenir à bout de bras (comme la Turquie et comme la Bulgarie) et qui finalement entraînerait l'Allemagne dans sa propre ruine. »

Que conclure de ces jugements au point de vue militaire ? Assurément que l'Italie s'exagère la portée de Vittorio Veneto puisque *dès juin 1918* les chefs ennemis estimaient que par l'arrêt sur le Piave de l'offensive austro-allemande en novembre 1917 et l'échec très net de la nouvelle offensive autrichienne en juin

Les Anglais et les Français durent envoyer en Italie onze divisions de renfort.

De là à conclure que le rétablissement de la situation — dont il n'est pas fait mention — fut le résultat du concours moral et même matériel des franco-britanniques, il n'y a qu'un pas. Or, la vérité est autre : autant l'importance de Vittorio Veneto a été surfaite, bien qu'elle ne soit pas absolument négligeable, autant il importe de reconnaître que la résistance victorieuse sur le Piave — acquise avant l'arrivée des renforts du front de France et seulement consolidée par eux, — est tout l'honneur de l'armée italienne.

Le manuel d'État de l'enseignement primaire donne sur l'issue de la guerre le texte même du bulletin adressé par le généralissime aux troupes du front italien le 4 novembre (réplique ou plutôt anticipation de celui que le maréchal Foch allait signer le 11). Il contient notamment cette phrase :

La gigantesque bataille, engagée le 24 octobre dernier et à laquelle prenaient part cinquante et une divisions italiennes, trois britanniques, deux françaises, une tchécoslovaque et un régiment américain contre soixante-quinze divisions autrichiennes est finie.

Ce texte officiel était le meilleur qu'on pût citer à de

1918 la guerre était virtuellement perdue. Mais aussi que l'Italie au lieu de s'enorgueillir de ce double échec autant que nous de notre redressement victorieux sur la Marne.

Par ailleurs, il est évident qu'on ne saurait prendre au pied de la lettre la confiance témoignée *a posteriori* par Ludendorff dans l'issue de la bataille de France. La suite de son livre l'a prouvé. Par ailleurs, comme il serait facile de le montrer si nous pouvions allonger encore cette note déjà trop longue. L'échec de l'offensive allemande sur notre front, effort brisé par l'armée franco-anglo-américaine avec le commandement unique de Foch, a été un résultat aussi décisif contre l'Allemagne que les batailles du Piave contre l'Autriche-Hongrie. Les unes comme l'autre ont contribué au débâillement à la victoire finale.

jeunes enfants : il matérialise et chiffre le concours donné à l'Italie par ses alliés, sans chercher à en tirer de conclusions arbitraires ni dans un sens ni dans l'autre. Les manuels italiens du cycle secondaire n'imitent généralement pas cette réserve et donnent implicitement une importance équivalente, ou même plus grande, à la présence au même moment d'un corps italien sur le front français — décidée pour ménager, par une sorte de réciprocité, l'amour-propre de nos alliés d'outre-monts, mais sans lequel absolument rien n'eût pu être changé à l'issue de la campagne de France. Or, il semblerait presque, à lire certains manuels, qu'il y a joué un rôle égal à celui des Américains !

Ici encore M. Barbagallo se montre le plus sérieux d'entre ses collègues. Sur l'offensive allemande de 1918 il écrit avec une loyale simplicité :

Les Franco-Anglais opposèrent en général [aux efforts allemands pendant les premiers mois de 1918] une résistance passivement tendant à économiser au maximum leurs forces. Pendant ce temps, sur un rythme accéléré, se formait en France une jeune et fraîche armée américaine. Le 18 juillet, alors que l'ennemi avait déjà, comme en 1914, franchi la Marne, les Français attaquaient son flanc droit (*seconde bataille de la Marne*), commençant ainsi cette merveilleuse contre-offensive qui continuera intacte jusqu'à la fin de la guerre, soit jusqu'en novembre suivant.

Dans un manuel beaucoup plus succinct, puisqu'il s'adresse à des élèves de cinquième, M. Motta Ciaccio croit devoir, au contraire, commenter sur ce ton aigri et dur les envois de troupes alliées d'un front sur l'autre en 1917 et 1918 :

A reconforter chez nous les esprits se trouva aussi contribué le fait que les Alliés, qui dans le passé n'avaient jamais voulu comprendre que le front italien était un des plus importants de l'échiquier mondial, se décidèrent, après la défaite de Caporetto, à envoyer en Italie certains contingents français, anglais et, plus tard, même américains. Ces quelques troupes étrangères, ignorantes de nos positions et du caractère de notre guerre, n'apporto-

ent assurément pas grand concours matériel à notre armée; mais elles donnèrent au peuple italien la satisfaction d'avoir une preuve tangible de l'appui des Alliés, et il en fut encouragé à continuer la lutte contre l'ennemi commun.

En revanche le succès de la contre-offensive française en 1918 est présenté comme dû également aux

anglais, Américains, Belges, Portugais... et au corps d'armée italien que commandait le général Albricci.

Ce corps d'armée est aussi mentionné, mais plus discrètement, dans les manuels de MM. Bornate et Pellizzari, Manaresi et Manfroni.

MM. Valori et Toschi, eux, ne signalent même pas que des troupes franco-anglaises aient été dirigées vers le front italien en novembre 1917, mais expliquent qu'à partir du 18 juillet 1918 la contre-offensive se développa sur le secteur français

à travers une série d'actions, dans lesquelles se distinguèrent des contingents italiens du corps d'armée Albricci, *envoyé au secours des Français...*¹⁰

Admettons que l'expression a trahi la pensée des auteurs, parfois mieux inspirés; autrement elle serait franchement ridicule.

*
* *

Les traités de paix

Les traités de paix qui apportèrent aux Italiens de si substantiels avantages et par-dessus tout celui de consacrer l'écroulement définitif de leur ennemie séculaire : Autriche, leur furent cependant sur deux points une source de grande amertume, qui devait influencer par

10. C'est nous qui soulignons.

la suite toute leur politique étrangère : ils ne leur donnaient pas la Dalmatie comme le prévoyaient les accords de Londres (finalement conservée par les Yougoslaves, l'exception de Zara, en échange de Fiume), ni aucun mandat colonial. Cette injustice doublée d'une maladresse est à l'origine des revendications italiennes sur l'Abyssinie et l'on peut même ajouter : du rapprochement italo-allemand. Si l'Italie avait eu sa part, et une part importante, à la redistribution des anciennes colonies allemandes, la constitution de l'axe Berlin-Rome eût été beaucoup plus malaisée.

On ne peut donc s'étonner que tous les manuels scolaires contiennent des réserves sur les clauses des traités de paix qui regardent l'Italie. Elles sont en général, cependant, exprimées avec discrétion, du moins en ce qui concerne la non-attribution à l'Italie de colonies allemandes, dont le manuel d'État des écoles primaires et plusieurs autres ne parlent même pas. Seul M. Manara se montre extrêmement amer :

Nous nous aperçûmes, la guerre finie, que nous n'avions pas d'amis, pas même parmi nos alliés d'hier, pas même parmi ceux pour le salut desquels nous avions donné richesse, héroïsme, sang tout. Bien qu'admis au Conseil des quatre, qui au nom des principales puissances alliées décidaient des traités, notre représentant, V. E. Orlando, fut continuellement assujéti à la coalition des représentants des trois autres États : on en eut une preuve dans la scandaleuse répartition faite entre ces puissances du vaste empire colonial allemand, dont pas une motte de terre ne nous fut attribuée.

Détail curieux : M. Motta Ciaccio estime que l'Angleterre et le Japon se sont taillé la part du lion dans l'ex-domaine colonial allemand. La France n'en a reçu

qu'une petite partie (Togo et Cameroun) et rien l'Italie, qui n'a obtenu que plus tard de l'Angleterre (1925), à titre de compensation, le Jubaland.

La « compensation » française fut représentée par

les territoires cédés aux confins tunisiens et au Tibesti lors des accords Laval-Mussolini de 1935. Le manuel datant de 1937 aurait pu en parler; il n'en dit rien.

Quant à M. Manaresi, il reconnaît (le fait est significatif dans une édition datant de *fin* 1938) que, par les conventions de 1935, « les relations italiennes avec la France s'étant beaucoup améliorées, il fut procédé [sur la question coloniale] à un *accord dtfinitif* ».

L'abandon de la Dalmatie demeure plus pénible, semble-t-il, à l'opinion publique italienne et aux auteurs de manuels. M. Barbagallo traite, à son ordinaire, la question très équitablement en écrivant :

Une partie de l'Istrie aussi bien que la côte dalmate (sauf les îles et les villes italiennes du littoral) sont aujourd'hui habitées par une nombreuse population slave, qui y est venue soit spontanément, soit transplantée par l'ancien Empire austro-hongrois pour faire contrepoids à l'élément italien. Il manque donc, de ce côté, une frontière ethnique, nette et certaine, et surtout une frontière stratégique. Toute délimitation de frontières conduit à inclure, d'un côté ou de l'autre, des contingents italiens ou slaves et à mettre en péril la sûreté des deux États. D'autre part, il n'est pas possible de concevoir que le littoral dalmate vive sans son arrière-pays et réciproquement...

Mais combien douloureuse était pour l'Italie l'éventuelle renonciation aux villes istriennes et dalmates! Fiume, Zara, Sebenico, etc., étaient (et sont) des cités de très ancienne et vivace italianité, d'un patriotisme quasi mystique, d'une culture et de conditions économiques infiniment supérieures à celles de la périphérie et de l'arrière-pays slave; cités, enfin, dont la bourgeoisie est l'objet de l'aversion profonde des masses slaves, formées en général d'ouvriers et d'un prolétariat rural chez lesquels se rejoignent la haine de race et la haine de classe.

Les accords de Rapallo (1920) et de Rome (1924) qui ont réglé la question italo-yougoslave sont ensuite détaillés par l'auteur avec précision et sérénité, sans vaines récriminations.

MM. Valori et Toschi croient devoir parler ici de la « barbarie slave » après avoir flétri « l'ingratitude inouïe

et la déloyauté » des alliés de l'Italie dans le règlement de la question coloniale. Et ils vont jusqu'à ajouter au propos du traité de Rapallo (en omettant, du reste, de mentionner qu'il accordait Zara, la plus italienne des cités dalmates, à l'Italie) :

Politiquement, sentimentalement et aussi stratégiquement notre situation sur l'Adriatique restait donc très médiocre, et le peuple italien pouvait en arriver à se demander s'il avait été utile de participer à la guerre pour obtenir, au bout du compte, guère plus que ce « *parecchio* » que les Austro-Allemands nous avaient promis pour prix de notre simple neutralité.

Or, l'expression fameuse de M. Giolitti (*pas mal de choses*) sur les avantages territoriaux escomptables sans guerre s'appliquait au Trentin (sans le Haut-Tyrol) et à la région de Gorizia (sans Trieste et son hinterland, ni l'Istrie, ni Fiume, ni Zara). Prétendre que ceci égale à peu près cela est proprement se moquer du lecteur.

La conclusion de M. Manaresi sur « les nouvelles frontières de l'Italie » est à citer ici. Après avoir reconnu que ces frontières sont « militairement sûres », puisqu'elles s'appuient au formidable bastion alpestre et comprennent les hautes vallées de tous les fleuves de Lombardie et de Vénétie, à l'exception de celle du Tessin, « encore possession suisse », il ajoute :

Malheureusement demeurent hors des frontières de la nouvelle Italie (outre les *Tessinois*) les *Corses*, sujets français depuis 1788 et les *Italiens* de *Dalmatie*. L'île de *Malte* resta possession anglaise.

Quant au pacte de la Société des Nations, il est passé purement et simplement sous silence par la plupart des manuels élémentaires italiens. M. Barbagallo est le seul qui en explique (en une page) le fonctionnement, parmi les auteurs de manuels pour classes supérieures des lycées. M. Manfroni, lui, en écrit ceci :

La grande *utopie* à quoi l'ex-président Wilson sacrifia d'impor

nts et vitaux intérêts des vainqueurs, la *Société des Nations*, qui devait assurer pour toujours le triomphe de la justice mondiale et de la paix universelle, s'est révélée une pure conception philosophique, quoique en ces dernières années quelque léger résultat pratique semble avoir été atteint.

On ne concéderait même plus cela aujourd'hui en Italie, évidemment. De fait, à propos de la guerre d'Éthiopie, M. Manaresi se félicite qu'« agonise cette inutile institution, désormais dominée par les forces occultes déo-maçonniques, qu'est la Société des Nations ».

L'ÈRE FASCISTE

Et nous arrivons enfin à l'ère fasciste. Ici, bien entendu, l'admiration sans réserves est de rigueur. Elle conditionne l'*imprimatur* officiel. La matière est, d'ailleurs, traitée de façon claire et vivante, surtout dans les ouvrages les plus récents, ornés de nombreuses illustrations propres à frapper l'imagination des enfants (un fac-similé du télégramme de l'aide de camp du Roi appelant Mussolini à Rome au lendemain du 25 octobre 1922; les « quadrumvirs » défilant à Naples à la veille de la marche sur Rome; Mussolini traçant en tracteur automobile le sillon d'enceinte d'une nouvelle ville des marais Pontins, etc.).

La victoire du fascisme est présentée comme le triomphe du patriotisme éclairé sur l'incapacité et la vilenie des milieux dirigeants au lendemain d'une paix décevante pour l'Italie et parmi les troubles sociaux qu'on n'a pas oubliés.

Des trois grands partis existant alors (libéraux, populaires, socialistes), — écrivent MM. Bornate et Pellizzari, — aucun ne l'emportait de manière à pouvoir s'imposer aux autres; de sorte que les gouvernements libéraux en furent réduits à vivre de compro-

mis, en affaiblissant l'autorité de l'État par des tractations et abdications honteuses ¹¹.

La jeunesse et la maturité du Duce, les principes, les buts essentiels du fascisme, la réforme des institutions, l'État corporatif, la politique administrative, économique, militaire, coloniale, du nouveau régime formé naturellement, les têtes de paragraphes de ces apologies stéréotypées. L'attention que l'étranger porte au fascisme et les imitations qu'il a suscitées sont notées avec complaisance par M. Motta Ciaccio qui, l'année dernière, croyait pouvoir conclure qu'après le triomphe de l'hitlérisme en Allemagne on assisterait sans doute sous peu à celui du parti fasciste anglais. Nous craignons que sur ce point son espoir ne soit déçu.

Quelques autres naïvetés, que le très jeune public auquel ils s'adressent ne discerne sans doute pas, se relèvent encore dans ces consciencieux ouvrages à propos de la guerre d'Abyssinie (traitée avec autant de pitié que celles de l'unité italienne ou que l'époque napoléonienne).

C'est ainsi qu'à propos des sanctions économiques MM. Bornate et Pellizzari écrivent :

Rappelons que n'adhérèrent au blocus ni l'Allemagne (sauf la sortie de la Société des Nations), ni l'Autriche, la Hongrie, l'Albanie, qui en faisaient partie. L'attitude amicale de l'Allemagne et de l'Autriche fut reconnue par nous quand, en mars 1919, nous ne nous opposâmes pas à la réunion des deux États, votée par leurs populations et inutilement contrariée par d'autres puissances européennes.

II. C'est la seule fois que nous ayons vu simplement citer un manuel scolaire italien le Parti populaire. Partout ailleurs il n'en est pas plus question que s'il n'avait jamais existé. Sturzo, son fondateur, rappelait récemment, dans un article de *L'Aube*, que la propagande en faveur des idées de ce parti est punissable de cinq à quinze années de prison.

Évidemment les deux auteurs pensent que l'histoire ne retiendra de l'attitude italienne envers l'Anschluss que le geste théâtral du Führer télégraphiant sa reconnaissance à Mussolini plutôt que les assurances de soutien données par celui-ci aux chanceliers Dollfuss et Schuschnigg dans leur effort héroïque pour sauvegarder l'indépendance de leur patrie, sacrifiée finalement aux exigences idéologiques de l'axe Berlin-Rome.

Quant aux opérations militaires conduites en Abyssinie contre un peuple d'ailleurs qualifié de « barbare » et à peu près désarmé, par une grande puissance abondamment pourvue de canons lourds, d'aviation et de gaz asphyxiants, M. Motta Ciaccio ne craint pas d'en comparer le dernier *condottiere*, le maréchal Badoglio, aux plus grands de l'histoire, à côté d'Alexandre le Grand, d'Annibal, de César, du prince Eugène de Savoie, de Napoléon.

Conseillons à M. Motta Ciaccio de relire certaine table de notre La Fontaine où il est question d'un pavé et d'un ours bien intentionné : qu'il examine sérieusement s'il ne pourrait dans le cas présent offrir quelque ressemblance idéale avec ce plantigrade.



CONCLUSIONS

Voici achevée la rapide étude critique que nous nous étions proposée. Quelles conclusions générales en déduire ?

D'abord que, du point de vue technique, les plus récents manuels italiens d'histoire sont bien présentés et réalisent un énorme progrès même sur ceux de la période 1920-1925. On peut seulement regretter qu'ils

soient le plus souvent brochés et parfois d'un format peu commode (après quelques mois de manipulation par un élève de douze ans le grand in-8° de MM. Bonate et Pellizzari doit être en lambeaux). Celui de l'enseignement du premier degré nous paraît en tous points remarquable, et le moins critiquable aussi quant à son inspiration.

A cet égard, on discerne d'évidentes inégalités entre les manuels de l'enseignement secondaire. Dans l'ensemble, les périodes relativement éloignées de nous sont traitées avec tact et impartialité. Mais les partis pris apparaissent et s'accroissent lorsque sont abordés l'histoire de la III^e Italie, libérale et démocratique, la guerre mondiale et surtout la réaction fasciste. De ceci on ne touche absolument que les beaux côtés, sans l'ombre d'une critique. Même le simple exposé des faits ne paraît pas admis : il faut y joindre la louange hyperbolique (quoique plus mesurée que celle de la presse quotidienne). Ainsi l'enfant est-il préparé dans sa vie scolaire au don total de sa personne à la nation, qu'il devra de lui sa vie extra-scolaire.

MAURICE VAUSSARD.

Sur un essai de psychologie révolutionnaire

L'ouvrage de Georges Izard, *Les coulisses de la Convention*¹, est difficile à classer. Par son titre, par son sujet même, il se rattache à ce genre que, précisément pour la période révolutionnaire, Lenotre a illustré, et qu'on appelle quelquefois la petite histoire. Un chef-d'œuvre du genre est, par exemple, ce *Tribunal révolutionnaire*², dans lequel Lenotre a raconté d'une manière si pathétique l'aventure de Fouquier-Tinville et recomposé si habilement l'atmosphère de la Terreur. C'est aussi de la petite histoire, de l'histoire en images que fait Georges Izard : il ne tente pas une nouvelle synthèse de la politique de la Convention, il ne cherche pas à refaire ce que Mathiez a fait d'une manière peut-être définitive, mais il ressuscite les grands conventionnels, il nous dit leurs caractères, leurs mœurs, leurs habitudes, leurs intrigues, leurs passions, leurs plaisirs, leurs méthodes de travail, leur idée de la vie, leur attitude devant la mort. Il fait revivre ce petit groupe d'hommes qui ont tenu pendant quelques mois les destinées de la France et de l'Europe entre leurs mains : ce n'étaient pas habituellement des surhommes, mais pour la plupart de très jeunes gens, petits bourgeois de province, gonflés de rhétorique et d'ambition, promus aux premières places par le tumulte des événements et la force de leur caractère plutôt que de la puissance du génie, jamais, en tout cas, par les privilèges de la naissance. Aussi bien gardaient-ils dans leur haute fortune des candeurs et des puérilités qui étaient quelquefois charmantes, — tel ce goût rousseauiste de la vie simple, tel ce romanesque bourgeois où se complaisaient Robespierre chez le menuisier Duplay, Danton dans sa campagne d'Arcis-sur-Aube, Camille Desmoulins avec sa Lucile. Il arrivait aussi que leur ingénuité les rendit un peu ridicules — ils avaient une passion de rhétoriciens pour l'éloquence, les mots historiques et pompeux, les gestes théâtraux —, et surtout dangereux, quand elle les jetait sans expérience et sans maturité, au gré de leurs passions ou de

1. Hachette.

2. Réédité récemment dans la collection *Toute l'histoire* (Flammarion).

leurs systèmes, dans des aventures qui se traduisaient par la guerre étrangère et la guerre civile.

Sur la vie intérieure de la Convention, sur l'asservissement des élus aux sollicitations de l'électeur, sur le rôle joué par l'argent dans les intrigues, sur l'influence des femmes dans la politique — une Mme Roland avec son idéalisme inefficace, une Thérèse Cabarrus avec son grand bon cœur de femme facile —, enfin sur la vénalité de la presse révolutionnaire, Georges Izard a ouvert de curieuses perspectives, et si son récit, que l'on sent écrit un peu vite, n'apporte rien d'absolument neuf à l'histoire, il groupe de moins dans une synthèse brillante et vivante des traits épars qui recomposent la figure d'une époque. Un point sur lequel il a très heureusement insisté, c'est l'extrême jeunesse des grands acteurs de la Révolution : plusieurs, tel Saint-Just et Tallien, n'avaient pas atteint la trentaine, bien peu avaient dépassé trente-cinq ans. N'y avait-il donc que des jeunes hommes à la Convention ? — Non, près de la moitié des conventionnels avaient entre quarante et cinquante ans. Mais pour faire une révolution, il faut y croire, il faut le vouloir, et la foi, l'enthousiasme sont des vertus de jeunes gens. « Si des jeunes hommes ont presque seuls occupé les premières places — écrit G. Izard — et si, malgré tant d'exécutions, la jeunesse est restée au Gouvernement, c'est qu'elle était à cette époque une vertu politique indispensable. » On sent que Georges Izard, qui est un de nos plus jeunes parlementaires et qui siège dans un parti révolutionnaire, n'écrit pas cette phrase sans un sentiment où l'admiration, l'envie, l'espérance peut-être se mêlent subtilement.

Et voici que nous touchons ici à ce qui fait la complexité de ce petit livre. Histoire en images, ai-je dit, oui : mais les héros de Georges Izard ont touché de trop près à la grande politique, et lui-même est trop préoccupé des problèmes de gouvernement et de technique révolutionnaire pour qu'il se soit contenté de rassembler quelques traits pittoresques et quelques faits curieux : dans « les coulisses de la Convention », c'est la Révolution qu'il cherche, c'est même une philosophie de la révolution. Et ses récits sont lourds de jugements historiques auxquels il convient de s'arrêter.

Dans l'ensemble et bien qu'il n'ait rien fait pour

cher les faiblesses, les lâchetés et les cruautés, Georges Izard admire l'œuvre de la Convention et justifie ses méthodes. La Terreur même lui paraît inévitable. « La crise sanglante, écrit-il, est née du patriotisme angoissé, la victoire nationale n'a été possible qu'à travers les excès révolutionnaires. » C'est, sous une forme plus explicative, le mot fameux de Clemenceau : « La Révolution est un bloc dont il ne faut rien enlever. » Est-ce bien évident ? J'avoue que j'en doute. Même quand ils sont révolutionnaires, les excès sont toujours les excès, et de ce qui sort de la mesure et de la justice, comment pourrait-il advenir de l'ordre et du bien ? Certes, les grands bouleversements de l'histoire ne se font pas tout seuls, et la vertu n'y peut rien sans dureté : encore faut-il que la dureté soit juste, car la première goutte d'un sang innocent qui tombe crie vengeance et suscite les grandes colères réparatrices. Je ne pense pas, pour ma part, que les excès de la Terreur aient été nécessaires au salut de la Révolution ; ils en ont prolongé la période critique, ils ont suscité contre elle des forces qu'il a fallu vaincre, ils ont creusé dans la nation française une fissure morale profonde.

Une volonté révolutionnaire intraitable et absolument pure, voilà ce que Georges Izard voit et admire en Robespierre. Robespierre est, selon lui, le grand homme de la Révolution. Reprenant les thèses fameuses de Mathiez, il s'exalte aux dépens des Girondins, aux dépens surtout de Danton. Le point de vue est soutenable ; en tout cas, il offense moins la vérité de l'histoire que le point de vue inverse, celui qui fait de Robespierre une espèce de monstre sanguinaire, voué à l'exécration de la postérité. Au jugement impartial de l'histoire, Robespierre n'apparaît pas sans mérites. Il a résisté de toutes ses forces aux Girondins quand ils voulurent lancer la France contre l'Europe, il a vu le danger et l'erreur de la guerre idéologique ; puis, quand on eut opté pour la guerre, il a compris les devoirs qu'elle imposait à la Nation : il a eu, intransigeante et intacte, la volonté de vaincre, en y mettant le prix qu'il fallait. Parmi tous les autres, pour qui la Révolution était une occasion d'avancer, de s'enrichir et de jouir de la vie, il a été vraiment l'Incorruptible, il n'a pas eu d'autre passion que la Révolution même. Les femmes, l'argent n'ont pas compté pour lui ; l'amitié non plus, et il envoyait ses amis

de la veille à l'échafaud avec un froid courage, quand il jugeait que l'intérêt de la Révolution l'exigeait. Le pouvoir, il n'en a voulu que pour faire triompher sa cause, s'y tuait littéralement de travail. Ne se cachant point que sur chacun des coups portés contre ses adversaires risquait sa tête, il préférait, comme l'écrit son apologiste, « la guillotine au plus mince des abandons ».

D'accord : mais il faut dire que cet héroïsme d'un Robespierre est le plus faux, le plus dangereux qui soit. Robespierre représente exactement ce type d'hommes en qui les vertus tournent mal parce qu'elles naissent dans un climat d'orgueil et que nul amour humain ne les attendrit. C'est un de ces esprits cruellement logiciens qui ne pensent que par abstraction, pour qui seules existent les idées, qui voient dans les hommes que les signes d'une équation, les pions d'un jeu, et qui calculent et qui jouent sans jamais mesurer les conséquences de ce qu'ils font sur les corps et sur les âmes. Ils parlent volontiers de justice, mais leur justice est abstraite, elle ne tient pas compte de la condition humaine, elle ne se corrige pas elle-même par la charité, et elle sème les crimes fanatiques. Ils s'attendent sur l'humanité future, mais ils ne voient pas les hommes vivants qui les entourent, et au besoin ils les sacrifieraient volontiers à leur idole abstraite. Oui, le vice d'un Robespierre avec toute sa vertu, son désintéressement, son courage, c'est qu'il n'est pas humain : il n'en est pas pire. J'aime mieux le gros Danton, avec son amour de l'argent, sa paresse, ses amitiés équivoques, ses cruautés intermittentes. Avec lui, on peut espérer un bon mouvement, une rémission, une réaction de bon sens : avec Robespierre non ; il faut aller jusqu'à la dernière des conséquences de son système, même s'il viole les lois de la vie, même si l'expérience le condamne, même si tout un peuple crie de souffrance et de colère. Les hommes qui ont renversé Robespierre, un Tallien, un Barère, ne le valaient pas moralement : sur ce point G. Izard a raison. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon qu'à un certain point d'inhumanité, même fût-on porté avec les meilleures intentions du monde, tout espoir est perdu d'éviter une chute que l'audace des aventuriers ne risque rien à provoquer, puisque la conscience des honnêtes gens la souhaite ?

LIVRES

Précurseurs de Lénine, par MAURICE PALÉOLOGUE (Éditions Blon, Paris).

Depuis Pierre le Grand jusqu'à Nicolas II, vainement chercherait-on, dans la longue suite des Romanoff, une figure de souverain qui ne fût de quelque façon coupable de naïveté, de maladresse ou de faiblesse, ce qui n'est pas pardonnable chez les détenteurs du pouvoir suprême. — Les autres (et ce furent les plus nombreux) ont été de vulgaires jouisseurs ou des monstres, que leur peuple, du reste, n'a jamais fait que craindre, — et qu'il a « supprimés » toutes les fois que les circonstances le lui permirent.

Ni Pierre le Grand, ni la Grande Catherine ne méritent l'épithète de « despotes éclairés » que leur prodigua l'enthousiasme intéressé des philosophes du temps, et notamment de Voltaire. Avec des côtés d'hommes de génie, Pierre n'en fut pas moins un tyran asiatique. Le terrorisme fut toujours pour lui le premier des moyens de gouvernement, et c'est ainsi qu'il alla sur de simples soupçons de complot contre sa couronne, jusqu'à assassiner son propre fils, le tzarewitch Alexis, après l'avoir retenu prisonnier, de longs mois durant, dans la sinistre forteresse des Saints-Pierre-et-Paul. Quant à Catherine II, moins foncièrement cruelle, elle a tout de même à son passif quelques crimes de taille : l'étranglement d'Ivan VI, par exemple, ou encore l'atroce supplice de la princesse Tarakanow, qu'elle fit engloutir par les eaux de la Néva pour lui enlever définitivement toute envie de prétendre à la couronne.

Alexandre II est sans doute la plus belle figure de toute la dynastie des Romanoff, — mais cependant, de lui aussi, la gloire ne fut pas sans ombre. Il s'attacha courageusement à l'idée de réformes politico-sociales, et, notamment, il abolit le servage. Malheureusement, faute d'avoir suffisamment préparé le terrain, il aboutit au résultat contraire à celui qu'il escomptait. Les moujicks, loin de lui savoir gré de son geste, affectèrent de croire qu'il les avait sciemment dupés, et, un peu partout, des révoltes éclatèrent. Par ailleurs, la favorite du souverain était impopulaire et on lui attribuait, à tort ou à raison, quelques-uns des humiliants échecs subis par la politique extérieure de l'Empereur, alors qu'elle semble au contraire avoir plutôt travaillé à les éviter. — L'annonce qu'Alexandre, devenu veuf, a épousé secrètement cette femme, et qu'il va la faire couronner impératrice, porte l'exaspération populaire à son comble. Plusieurs attentats contre la vie du souverain avaient

échoué, mais un nouveau est préparé pour le 13 mars 1881, et avec un tel luxe de précautions que, cette fois, il réussira. Le « tzar libérateur », comme le tyran Paul I^{er}, tombera donc sous les coups de ses sujets; mais, cette fois (douloureux paradoxe!), le complot a été ourdi par des gens appartenant aux classes populaires : sinistre présage des drames de l'avenir, et spécialement de celui de juillet 1917.

Alexandre III, fils et successeur d'Alexandre II, devra tout naturellement commencer son règne par des mesures de rigueur : il faut défendre le tzarisme menacé! Il le défendra d'ailleurs mal : il laissera la couronne en pleine agitation « nihiliste » à son jeune fils Nicolas II, qui a hérité de quelques-unes de ses vertus d'homme privé, mais qui, plus encore que lui, subira les influences d'un conservatisme inintelligent et désuet. Le règne de Nicolas II appartient à l'histoire d'hier : on sait l'atroce tragédie qui le termina il y a tout juste vingt ans. Après le pitoyable épisode de la dictature de Tchernsky, ce fut l'avènement de Lénine, — que pouvaient aisément présager tous ceux qui avaient su comprendre et méditer l'histoire des Romanoff.

Lénine, au dire de M. Paléologue, a repris dans une large mesure le programme et les méthodes de gouvernement de Pierre le Grand, cependant que Staline, son successeur, évoquerait plutôt le souvenir d'Ivan le Terrible.

E. D.

EUGÈNE PÉPIN, Le Panaméricanisme (Collec. Armand Colin)

« Le panaméricanisme est un vaste mouvement de solidarité démocratique continentale qui tend vers une union de toutes les Républiques américaines, sur un pied d'égalité juridique parfaite et d'une complète indépendance, en vue d'assurer et de maintenir la paix sur le continent, en même temps que de faciliter et de développer entre elles des relations de tous ordres. » La définition, un peu longue et dispersive, est nécessitée par le caractère complexe et les variations historiques de l'idée de panaméricanisme. L'auteur, ancien jurisconsulte des Affaires étrangères et chargé de mission aux conférences panaméricaines, donne un tableau, excellent et clair, des divers aspects de cette notion, à la fois juridique, historique, géographique, culturelle.

MARCEL CLERGET, La Turquie, passé et présent (Collec. Armand Colin).

Bon exposé d'ensemble, qui, après une introduction géographique et historique, présente le détail de la réforme kémaliste, dans ses domaines variés. M. Clerget a séjourné et enseigné toute une décade dans le Proche-Orient. Son livre, intéressant autant qu'il est documenté, forme une mise au point fort utile.

LES LETTRES ET LES ARTS

I. GILLET. *Heures de Mirande d'Alain-Fournier.*

Mirande... Dans le train qui l'amenait au début d'avril vers la bourgade où il devait terminer son service, le sous-lieutenant Henri Fournier s'était efforcé, passé Auch, de découvrir, au-delà des vallons et des coteaux où le convoi se fauflait par de longues rampes, les Pyrénées qu'il savait proches. Et tout d'un coup, il les avait aperçues, *très loin dans la buée blanche, mais visibles à cause de l'éclat plus blanc de la neige*. Il les avait revus, *les grands pics cassés*, au sortir de la gare. Mais sitôt quittée la station basse et sa cour où, d'un sabot au bruit monotone, s'impatientait un cheval d'omnibus, ce n'avait plus été que la paix d'une bastide gasconne aux rues campagnardes toutes droites, bordées de maisons mal crépies à volets gris bleu, aux toits plats de tuiles roses...

CHRONIQUES

Ernst Barlach, par W. WEIDLÉ.

CHRONIQUE ARTISTIQUE : *Georges Braque — L'Art sacré au Pavillon de Marsan — La bataille des vitraux de Notre-Dame*, par P. VILLOTEAU.

THÉÂTRE : *Dulcinée*, de G. Baty, par H. GOUHIER.

Heures de Mirande ^I d'Alain-Fournier

« ... notre mal qui est l'attente du jour »

ALAIN-FOURNIER.

I

Et maintenant, autour de sa solitude, le décor avait une fois de plus, changé. De la chambre du médecin cre appartement où il logeait, si triste qu'il avait demandé à un autre sous-lieutenant de la partager avec lui, on voyait, au premier plan, un prunier bas tout fleuri ; derrière, d'autres pruniers, des pêchers, des pommiers dans des enclos, et, tout proches, les fougères et les lages lourds du jardin de l'hospice. Au-delà c'étaient encore d'autres jardins aux verts infiniment différents des maisons basses au toit de tuiles d'un rouge éternel et, plus loin, la route de Tarbes où passaient parfois *des bœufs aux pattes obliques, étayés l'un contre l'autre*, tirant au pas, dans de grandes charrettes, des milliers de paysans. A l'horizon une ligne douce marquant un peu chétive de collines que seul un if noir venait briser. Grand calme de Géorgiques : cette minuscule sous-préfecture méridionale au nom sonore comme un tambourin est presque aussi silencieuse que La Chapelle. Et seuls les pas plus nombreux sur la route et les phrases plus lentes des promeneuses y révèlent les après-midi dominicaux.

Mirande... Dans le train qui l'amenait au début d'

1. Cf. n°8 de *La Vie Intellectuelle* du 25 juillet 1934 et du 10 janvier 1936.

ril vers la bourgade où il devait terminer son service, le sous-lieutenant Henri Fournier s'était efforcé, passé Auch, de découvrir, au-delà des vallons et des coteaux où le convoi se faufilait par de longues rampes, les Pyrénées qu'il savait proches. Et tout d'un coup, il les avait aperçues, *très loin dans la buée blanche, mais visibles à cause de l'éclat plus blanc de la neige*. Il les avait revus *les grands pics cassés*, au sortir de la gare. Mais sitôt quittée la station basse et sa cour où, d'un aboi au bruit monotone, s'impatientait un cheval d'omnibus, ce n'avait plus été que la paix d'une bastide gasconne aux rues campagnardes toutes droites, bordées de maisons mal crépies à volets gris bleu, aux toits plats de tuiles roses. Elles couraient toutes, ces rues, ou presque, à une place carrée où un kiosque laissait prévoir des musiques du dimanche, où des arcades trapues formaient un cloître tranquille et frais. Seul un beau clocher fortifié, en briques, à triple rang de fenêtres et qui enjambait la rue de son arcade gothique à double étage, rappelait qu'en des temps très anciens on avait fait là de l'histoire. Mais maintenant il n'y avait plus qu'une toute petite ville de garnison sans distraction aucune et dont les officiers — surtout les célibataires — avaient grand'hâte de partir.



La caserne, abandonnée aujourd'hui, s'élève à gauche de la route de Tarbes, non loin de l'endroit où elle s'amorce sur le Tour de Ville. La première fois qu'il y était entré, il avait ressenti une joie puérile à voir les grands sergents méridionaux, devant ses galons tout neufs, *ramener le pied gauche à côté du droit et mettre les mains dans le rang*. Mais, s'il était maintenant délivré de toutes les fatigues, de toutes les absurdités qui font le lot du simple soldat, la vie militaire le faisait encore souffrir sans qu'il pût cette fois formuler de griefs très précis. Pourtant il avait été accueilli avec

cordialité et simplicité par les officiers d'active. Il était même tombé, — c'était sa propre expression, — dans la compagnie rêvée. Au mess, ses commensaux le distraient parfois par leur gaîté de collégiens. Mais plus souvent, il étouffait au contact de leur *vulgarité incurable et satisfaite*, de leur vie *la plus morose et la plus inutile qui soit*. Il lui arrivait même de les haïr quand il les voyait devant leurs hommes, si convaincus de la supériorité évidente que leur donnait leur grade, si pleins de morgue et d'insensibilité, si prompts à vendre des humiliations, des supplices mesquins qu'ils trouvaient normal — hiérarchiquement normal — faire subir à leurs inférieurs. Mentalité de faibles qui veulent jouer aux forts. Lui ne se reconnaît pas dans ceux-là : *il y a des choses que je ne ferai jamais avec des hommes, qu'ils ne subiront pas sous mon commandement...* Il saura d'ailleurs découvrir derrière l'attitude uniforme d'esclaves dociles raidis dans le même gâchis à-vous, à chaque homme une figure personnelle étrangement vivante et toute animée de la *mystérieuse palpitation intérieure*; et, un jour, dans une revue, quand il fixera leurs visages, il aura l'impression, *en suivant leur regard la chair inégale et creusée, de façonner avec sa main, dans la terre ou dans l'air informe, une âme avec son nom.*



Vie morne d'une garnison de petite ville assoupie sous le soleil de Gascogne : *départs de grand matin, quelquefois dans la nuit, manœuvres lentes dans d'immenses paysages verts ; retours en fanfare et le reste du jour l'envie de dormir comme un poids sur le cœur*. Peu de distractions, à part le passage d'un théâtre forain qui annonce le *Barbier de Séville* et le tennis. Tous les soirs, la haute société mirandaise potine et flirte sans un regard pour la montagne, *blanche ou rousse suivant le ciel*, et qui, vue du court, semble émerger

d'un gouffre immense dont la ligne d'horizon serait un bord. La montagne !... Il la sent trop près de lui pour résister à son attirance. Dix jours après son arrivée, le jour de Pâques, avec deux amis, il part pour Tarbes, s'y arrête quelques instants pour revoir un ancien condisciple de Lakanal, puis gagne Pau, où il est accueilli par un autre camarade de Khâgne qui le reçoit chez son oncle, un métallurgiste mélomane qui a dix filles, belles, surtout les plus petites : hautes lèvres et bonnes figures. Mais surtout le retinrent les délicieux gestes contenus, les sourires arrêtés de celle qui était la plus grande à la table des enfants toute traversée d'éclats de rire. Soirée calme et lumineuse. La fin de l'après-midi lui avait apporté pourtant une douleur subtile à contempler la longue terrasse où les plus riches, silencieusement, venaient goûter la beauté du monde, et, au bas de la terrasse, ces pelouses où des jeunes filles élégantes jouaient au tennis avec de fins jeunes gens. Et c'était là sans doute le très vieil émoi qui était le sien depuis les années d'enfance, à chaque fois que se révélait à lui, comme en un rêve inaccessible, un cadre d'élégance harmonieuse où, semblait-il, les âmes délivrées des pesantes servitudes matérielles ne pouvaient être que pures et belles. Mais c'était aussi la peine de se sentir si petitement de passage, accoudé à cette terrasse où, par des soirs semblables, étaient venues s'accouder aussi, silencieuses et nostalgiques, des femmes qui se demandaient pourquoi parmi tant de bonheur leurs âmes étaient si lourdes à porter. Et il avait alors souffert, durement, de tous les parfums perdus.



Après Pau Laruns, puis, à pied, Eaux-Bonnes. Il aima la grande tristesse de la montagne avec ses énormes mamelons couverts d'herbes grises, où les gigantesques roches ressemblent à des cailloux; tout en bas du ravin, le gave qui roulait, blanc et vert, lui donna

une joie secrète qui s'accrut encore quand au pied de la grande cascade d'Eaux-Bonnes il s'amusa à recevoir au visage le blanc nuage humide qui montait vers lui pendant qu'il regardait le bouillonnement éperdu des eaux. Mais l'émotion la plus profonde du voyage l'avait ressentie en passant à Lourdes, à voir, à droit au peu au-dessous de la basilique, l'entrée sombre de la grotte miraculeuse et la foule humaine amassée là devant un grand feu de cierges qui brûlait.



Elle revint plus tard, cette émotion, et provoquée par ce qu'il appelait alors un mauvais livre, *un livre de fauteur, sans forme, sans valeur* : « *Les Foules de Lourdes* » de Huysmans. Dans la matinée il était revenu paisiblement de l'exercice et, assis près de la fenêtre, avait ouvert avec indifférence le volume. Ce fut alors un trouble inattendu, irrésistible, inexplicable, comme si son cœur, soudain, s'était douloureusement gonflé et qu'au derrière lui, pendant qu'il lisait, quelqu'un lui eût posé la main sur l'épaule comme autrefois aux soirées d'Épôneuil. Cette émotion qu'il sent sourdre en lui-même avec tant de douceur et de chagrin, elle lui apparaît tellement gratuite, tellement donnée que, d'instinct, il trouve le nom qui lui est propre : *il n'y a pas de mots pour ces larmes; sans doute est-ce là ce que les chrétiens appelle la grâce*. Mais que cette heure reste secrète : elle est trop grave et peut mener trop loin. Seuls Rivière et le petit Baudouin les deux amis du temps de Lakanal, sauront ce que furent cette fièvre et ce silence et *ces délices terribles qui entraînent l'âme à se défaire* sans qu'elle sache bien encore si cet anéantissement est une simple tentation de lassitude ou la promesse adorable de quelque vertigineux réveil.



Il n'y peut tenir. Le 16 mai il retourne à Lourdes

arrive de Tarbes à bicyclette, et, vite, il traverse la ville immonde qui l'écœure moins qu'il ne le pensait, car il attendait plus hideux encore. Il monte à la Basilique et, d'une balustrade, il regarde la foule immense qui prie, en bas devant la grotte et devant les piscines. C'est à nouveau, en lui, la même émotion immense et sans nom devant la confiance désespérée de tous ceux qui sont là : *il y a là l'enfant hydrocéphale dans les bras de sa mère; la femme dont le visage n'est plus qu'une plaie rouge; tous les êtres noués, affreusement pâles dans les petites voitures; ceux aussi que la graisse, à force d'immobilité, a déformés; et cette petite fille, dont une sœur retient et qui pousse toutes les minutes, le cri d'idiotie. Ils se sont raccrochés là, en cet endroit. Elle est apparue, et c'est un effort de foi si désespéré, un tel désir, une telle confiance que presque ils se touchent, qu'ils vont la toucher, qu'un miracle va faire éclater sa présence...*

Devant la grotte, à côté des voitures de paralytiques, au milieu de la foule malade dont s'exhalait une odeur fade de harengs, un dégoût d'abord le prend. Mais il voit un enfant couché prendre le gobelet d'eau froide avec tant de simplicité et de foi qu'il ressent à nouveau le même douloureux trouble. Et il but, lui aussi, aux belets de la fontaine et *l'eau était froide et bonne; mais quel était ce goût que j'aurais voulu y trouver et que je n'ai pas encore senti?* Pourtant il la sentait présente celle qu'il appelle *la jeune reine terrible*; et sans doute elle avait dit un jour : « Pénitence. » Pénitence; mais aussi : « *Tout ce qui est venu vers moi a été purifié.* » Cependant, après avoir beaucoup hésité, il n'osa pas lui demander la seule chose qu'il jugeait encore pour lui essentielle, ce miracle de lui rendre l'amour ou seulement de *La revoir une fois, de regarder ce visage très pur, d'appuyer un instant contre ces cheveux blonds sa tête douloureuse.*



Pourtant, tenace, comme s'il avait peur d'être vaincu par des tentations plus fortes, s'affirme, à mesure que l'été monte, le souvenir précis de l'amour d'autrefois. Souvenir jamais étouffé malgré *la fatigue, l'emprisonnement* de ces vingt mois de vie militaire et plus dur et plus douloureux encore à l'approche du jour anniversaire redouté. La veille de l'Ascension il manœuvrait avec sa troupe, sur les coteaux, dans les trèfles roses; soudain il est *devenu étranger à tout ce qui n'était pas elle* et pour la première fois depuis longtemps il l'a *gardée si fixement qu'un instant il a pensé ne plus pouvoir faire un pas*. Le lendemain le soleil, dès l'aurore, est entré dans l'appartement, comme un appel à la joie, par toutes les fenêtres; mais il le passe à dessein le beau jour, dans la solitude de sa chambre à lutter avec fièvre contre l'inférieure douleur. Dans la petite ville sonnait la grand'messe, et chaque coup de cloche venait réveiller son amertume pareille à celle du jour où, à Épineuil, il n'avait pas pu aller à une messe de première communion parce que ses souliers neufs étaient trop petits.

Mais aujourd'hui rien ne l'empêchait d'aller rejoindre la foule en fête, rien que de petites raisons puériles auxquelles il ne croyait guère... rien que cette peur que chaque fois renaissait en lui, à chaque tentation de catholicisme, d'avoir à se détacher, pour naître à la vie nouvelle, de son grand amour *qui désespérément le réclame et dont toutes les routes de la terre le séparent. Si je puis entrer tout entier dans le catholicisme, je suis à ce moment catholique...* C'est toujours le débat de janvier 1907 dans la chambre rouge de La Chapelle. C'est toujours la même angoisse, mais combien plus dépouillée, plus solitaire; et s'il lui attribue encore, par scrupule, une origine en partie d'ordre littéraire — la lecture récente de l'*Idiot* de Dostoïevsky — nous ne pouvons

maintenant plus croire qu'une émotion d'un tel ordre, elle seule et si profonde fût-elle, eût pu le laisser ainsi avec ce poids du monde entier sur le cœur et ce désir du pays profond, par instants entrevu, où les âmes déliées se reconnaissent et se parlent.



Mais ce qui domine avant tout en lui, en ces jours de mai 1909, c'est la fatigue et l'impuissance à porter, à supporter le monde. Rien de pareil aux découragements d'autrefois, si provisoires et si lumineux quand même. Autrefois il n'était pas un poids que je ne puisse soulever, pas un paysage que je ne pusse transfigurer... Mais à présent je suis las et hanté par la crainte de voir finir ma jeunesse. Je ne m'éparpille plus. Je suis devant le monde comme quelqu'un qui fait son choix avant de s'en aller. Ce choix, si douloureux le jour de l'Ascension, d'autres jours il apparaît si clair, si facile. Un soir s'endort sur ces paroles de Claudel :

« Et il en est qui, après beaucoup de labeurs, à cette heure qui est entre le soleil et la lune, atteignent le rachetissement.

« Mais ceux-ci ont été choisis entre dix mille et dix milliers de mille... »

Au matin, quand il ouvrit sa fenêtre, il vit une campagne toute bleue, de ce bleu aquitain d'une matérialité directe et pourtant tout plein de la présence de l'Esprit, ce bleu qui semble exclure toute conception de l'éternité, où la chair ne serait pas elle aussi présente ressuscitée avec sa compagne l'âme dans la lumière. Mais où le monde au soleil levant est comme un hymne qui font désirer la mort comme une chaleur qui se fait bleue. Devant la terrible et sereine assurance de l'ciel, il comprit qu'il n'est de choix que définitif et que le jour où il ferait le dernier pas, il entrerait dans les Ordres et serait missionnaire. Mais il était assez loyal envers lui-même pour savoir que ce pas il ne le

ferait pas encore, trop attaché qu'il était à retrouver le visage terrestre de son vieil amour... Oui, parfois, dans cette solitude propre aux grands recueils, il a pu s'appliquer à croire qu'il vivait déjà, dans sa chambre solitaire, la vie d'un religieux et qu'il n'avait qu'à attendre un peu encore pour que reprenne la conversation très douce de l'enfant sage avec l'être le plus pur et pour sentir à nouveau comme autrefois le visage de cet être penché en souriant sur son visage. Mais comment oublier qu'il n'est plus maintenant un enfant, qu'il est plus impur que la terre et que son âme n'est pas encore, pourtant, assez douloureuse pour atteindre Dieu. Non, ce ciel trop égal en sa beauté souveraine n'apporte pas la sécurité, mais bien plutôt l'angoisse au voyageur auquel la route a fait le corps lourd et l'âme lourde, trop lourde pour pouvoir accéder sans regret et sans honte aux paradis enfin entr'ouverts. Ce n'est plus de départ facile à l'âme qui ne s'est pas gardée intacte de la terre, fût-ce des plus purs objets de celle-ci. Maintenant, pour partir, il faut qu'il y ait déchirement. *Le temps de la passion est venu. Il ne s'agit plus de suivre d'un regard émerveillé les copeaux du menuisier. L'homme, comme sur une croix, subit sa tension, son extension extrême dans tous les sens. C'est seulement à l'heure de la sueur de sang que l'âme a pu se faire entendre et que le Christ a obtenu la réponse...*

Henri Fournier n'aura plus longtemps à attendre encore cinq ans de silence et la réponse sera venue.

II

Ces souvenirs qui se réveillent du grand amour passés, ces angoisses religieuses qui viennent s'installer au seuil de l'âme vont-ils faire disparaître chez Alain-Fournier le souci du beau livre, du livre unique à faire? C

s'en étonnerait. Le 2 mai il informe Rivière qu'il s'est mis à de nouveaux chapitres et qu'il s'acharne surtout sur un qui lui plaît. Ce chapitre il l'appelle provisoirement : *le Voyage entre les Aulnes ou la Maison Verte*. Titres venus tout droit du grenier d'Épineuil et qui nous font regretter de n'avoir pu retrouver le fragment ainsi nommé. Mais quelques lignes nous sont parvenues d'un autre : *le Dîner du Printemps*, esquissé en mai et qui ne trouva pas place dans le livre terminé. Dans une vaste salle à manger aux fenêtres grandes ouvertes sur un soir de printemps — et par ces fenêtres entrent les feuilles vertes des treilles —, c'est l'heure *avant qu'on allume les candélabres*. Une à une, avec lenteur, arrivent des jeunes filles, des grandes fillettes plutôt. Elles sortent de sous les feuillages qui assombrissent la porte; elles montent les trois marches sablonneuses de la porte autrefois condamnée; elles entrent en saluant sans rien dire. Ce sont les compagnes d'Anne-Marie : je les connais... Celle qui est au piano dans le salon rouge, c'est la pensionnaire au sarrau noir, la fille aux tulipes... Elles me portent de leurs mains brûlantes, avec de doux gestes solennels, l'eau glacée... C'est Flavie qui place, qui distribue à chacun son rôle, qui partage le bonheur, et quand nous ne savons plus ce qu'il faut faire nous nous tournons vers elle... Oui, c'est bien encore là le monde d'Épineuil, le salon rouge, les merveilleuses petites filles, et, dans la salle d'école, à la saison où l'immense jardin blanc de printemps et déjà tout étouffé de feuilles comme en été touche de ses branches les grandes baies vitrées, l'enfant qui songe à organiser le bonheur. Mais l'enfant devenu homme et qui a connu des douleurs d'homme peut-il garder maintenant encore la même foi en la possibilité directe d'une telle halte fraîche, et comment se défendrait-il d'écrire qu'à ce déjeuner de onze heures les convives qui, avec des taches de soleil sur les cheveux, se passent dans l'ombre des plats de feuilles, font gravement les gestes illusoires d'un bonheur inventé.



Ces mots : illusoires, inventé, il les a écrits. Y croit-il ? N'est-elle pas toujours vivante en lui cette certitude qu'à force de croire à la réalité du bonheur, il se trouvera brusquement en face de son visage et qu'à force d'imaginer chaque jour *l'apparition ineffable*, il viendra une heure où, simplement, elle sera là ? Cette attente fidèle et sûre comme un devoir et qui sait que malgré les désolations de la solitude elle aura un jour sa récompense avec la venue de *la grande chose très pure*, de la femme au geste *inexplicable et souverain*, c'est le thème du fragment en prose que Jacques Rivière nous a conservé dans *Miracles* sous le titre de : *Dans le tout petit jardin en pente*, et qui devait faire partie du *Paysans* sans nom. On y retrouve le même rythme d'incantation poétique que dans *le Corps de la Femme*, rythme essentiellement musical qui parfois traîne un peu de ces ondulations trop riches en détours, mais parfois aussi s'arrête en un accord simple et grave ennobli par un mot familier. — Phrases encore trop lourdes d'images, de pithètes et qui tâtonnent encore, semble-t-il, en leur vocabulaire comme en leur déroulement parce que leur auteur, entre toutes les émotions défaillantes qu'il a voulu y traduire n'a pas voulu choisir, toutes lui ayant paru d'importance égale; aussi, trop nombreuses, se masquent-elles les unes les autres. Pourtant Alain-Fournier n'écrivait-il pas à cette époque à Rivière : *c'est ainsi que mon art s'efforce en ce moment vers le paysage essentiel. Je choisis entre les instants ceux qui sont marqués de la grâce*. L'inconvénient (littéraire) c'est que, pour une âme aussi riche, il est bien peu d'instants non marqués par la grâce. — *Sentir plus que juste c'est sentir trop*². — Le plus grand obstacle qu'Alain-Fournier va rencontrer sur sa route d'écrivain c'est précisément ce don qu'il a reçu de *ne sentir de*

2. Claude Aveline, préface aux *Lettres au petit B.*

choses que la fleur et cette surabondance d'impressions exquis qu'il voudrait garder toutes pour les offrir en gerbe au lecteur. Il lui faudra encore le dur dépouillement de plusieurs années de vie humaine pour qu'il distingue les vrais instants marqués par la grâce, pour qu'il arrive à la simplicité de *ce style de saint Matthieu* dont il dira bientôt qu'il ne veut pas d'autre idéal. Alors seulement, sans peine, se fera le livre qu'à Mirande il se contente surtout d'imaginer.

... D'imaginer... *comme la plus merveilleuse petite histoire qui ait jamais excité les enfants sages et secrets*. Mais pas seulement comme une merveilleuse histoire. — Ce livre, il le veut, *décrira tous les visages de son âme*. Or, si l'un de ces visages est tourné confiant vers la pureté sereine des jours d'enfance, un autre, de toute son angoisse, *cherche la clé de ces évasions vers les pays désirés*. — Et cette évasion, la vie terrestre, il le sait, ne la lui donnera pas. — *Je cherche la clé de ces évasions vers les pays désirés et c'est peut-être la mort après tout*. — Aussi ceux qui liront la merveilleuse petite histoire y sentiront-ils parfois un effroi comme de la mort, un calme et un silence épouvantable comme l'homme abandonné soudain de son corps au bord du Monde mystérieux.



Plus par acquit de conscience que par espoir d'être reçu, il s'était présenté à la fin de juin à l'examen de la licence d'anglais. La nouvelle de son échec lui parvint à Mirande au retour de brèves manœuvres dans le Gers à Endoufielle sur les bords de la Save, à Aurimont dans la vallée de la Gimone, et à Auterive au bord du Gers) au cours desquelles sa pitié s'était plus que jamais penchée sur la débâcle, le désarroi des hommes rouillés et suants au terme de l'étape, ces hommes qui attendaient, le soir, pour juger de leurs différends, pour dire la parole attendue, comme le maître en qui

l'on a recours et comme celui qui sait tout. — Mais combien plus forte encore l'émotion ressentie, quand il est logé chez de pauvres gens (et c'était une maison enfouie dans les arbres et les herbes de la vallée), il est hanté tout le jour par la présence d'un petit enfant de deux mois qui dormait, sa main sur la bouche.



Fin de juillet terriblement chaude. — Obscur, oppressant, puissant, alourdi, il sent la nostalgie religieuse renaitre en lui jusqu'à la frénésie. Il se rend à Auch pour acheter un évangile. Mais les libraires ne vendent que *Bluets du Chrétien* et des saynètes pour le catéchisme de persévérance. En désespoir de cause il va demander la Bible à son voisin, l'aumônier de l'Hospice. Il la trouve en compagnie du curé de Miramont. Entre deux belles figures de vieillards, entre ces sages pères d'hommes, il était, dit-il, comme un enfant revenu de la maison de son père encore tout ébloui du long voyage. Il repartit chargé de livres, et chaque soir maintenant il lisait l'Évangile ou bien les Épîtres ou les Psaumes ou les Actes ou les premiers livres de la Bible. L'Évangile selon saint Jean le tortura toute la nuit, parce qu'il y aimait un Christ qui comprend la douleur que ce qu'il avait à exprimer est devenu inexprimable, un Christ qui a dit : *vous jugez selon la chair; pour moi je ne juge personne*; un Christ dont les gestes plus beaux encore que les paroles en leur gloire et leur simplicité infinies lui firent monter aux yeux des larmes. Mais il y regretta de ne pas y avoir trouvé la gloire de Marie et aussi, — alors qu'il désirait grandement le commerce de ses anges —, de les avoir trouvés seulement désignés comme des hommes vêtus de blanc.

Pourtant il ne s'agit toujours pas de proprement parler de conversion. — Cette émotion religieuse si peu conventionnelle, si dépouillée déjà presque totalement de littérature, reste seulement une émotion qui ne se traduit

encore en actes décisifs. *Et pourtant je suis toujours comme le damné torturé qui répond : « Je ne veux pas ! »*

Phrase encore trop baudelairienne. Et, pour nous éclairer mieux sur la valeur exacte de cette nostalgie et de cette angoisse, nous préférons relire, dans le silence, cet extraordinaire épisode de *l'Homme sur la Tour* qu'il se proposait d'écrire et qu'il résumait à Rivière en des termes dont la perfection tranquille décourage tout commentaire. Semblable à *l'adolescent de la nuit, au veilleur aux colombes*, Alain-Fournier, dans sa solitude de Mirande, a senti *monter vers lui le paysage inconnu*; comme lui il a vu *fulgurer jusqu'à l'horizon la vie de la joie inconnue*. Mais, comme lui aussi, il a compris qu'il n'était pas de ceux appelés à connaître sans déchirement et sans fièvre le *triomphe mystérieux dans le pays qui était comme l'expansion de leur cœur...* et qu'il lui faudrait, comme *l'Homme sur la Tour*, mourir pour que la *joie qui n'est pas de ce monde, et qui pourtant est là, ouvre sa porte et vienne se percher, enfin, contre son cœur*.

III

Comme si l'Université eût réservé aux deux amis un sort parallèle, l'échec de Jacques Rivière à l'agrégation de philosophie suivit celui d'Alain-Fournier à la licence. Si le premier en ressentit un vif désespoir, le second en fut révolté. Ils étaient encore à l'âge où, si l'on dénigre les examens, on croit quand même qu'ils consacrent une valeur humaine (alors qu'ils ne peuvent — et peut-être qu'ils ne doivent — trier que de bons coliers). Le mariage prévu ne fut pas cependant retardé, Jacques Rivière ayant eu l'assurance qu'il obtiendrait à la rentrée scolaire une place de professeur à Stanislas. Le 31 août, Isabelle Fournier devint Isabelle Rivière, et le jeune ménage partit aussitôt pour un

bref voyage de noces à Lacanau. Ce bonheur enfin réalisé et qui le touche de si près ne peut manquer d'émerveiller Henri. *Comme cela va être extraordinaire, amusant et émouvant qu'ils habitent ainsi avec nous ! Je me rappelle ces deux enfants trop sages que nous étions, nous, enfermés pour lire et imaginant un compagnon de jeux silencieux : ce compagnon est enfin venu et, comme autrefois dans le cabinet aux archives, notre bonheur sera d'être enfermé avec lui et de lire.* On le voit : c'est surtout l'enfant d'Épineuil qui, en lui, s'émerveille. L'homme s'inquiète. Pourra-t-il, comme autrefois, continuer à tout confier aux deux enfants mariés ? Comprendront-ils encore qu'on soit malheureux et qu'on cherche encore?... Qu'on cherche encore. Ne sait-il pas l'inutilité de cette recherche ? Certes, depuis l'aventure du Cours-la-Reine il a connu des jeunes filles et des femmes. Mais certaines ont seulement soupçonné l'importance d'un éclair ce qu'il leur offrait et qu'elles avaient peur de prendre ; et certaines ont compris ce qu'il leur demandait, mais n'ont pas su comment le lui donner. Il y a eu aussi les plus terribles et les plus tristes, celles qui n'ont pas compris. A Mirande même, est-elle si lointaine l'apparition dans sa vie de celle dont le léger sourire d'abord écartait le coin des lèvres, puis s'épanouissait comme un baiser, celle qui marchait une main sur la hanche et par instants renversait la tête en arrière ? Il l'avait rencontrée avec sa sœur aînée sur un banc de jardin public, et comme il parlait plus doucement à l'aînée parce que la plus petite l'attirait davantage, celle-ci, qui ne disait rien, est partie pour rentrer chez elle, elle a fait ses paquets et l'on n'a pas su, pendant des jours, ce qu'elle était devenue³.

Mais la plus aimée, la seule aimée, c'est toujours la même, l'impossible ; celle que jamais il ne pourrait s

3. C'est par erreur que dans mes *Adolescences d'Alain-Four* (n° de *La Vie Intellectuelle* du 10 janvier 1936) j'avais situé cet épisode à Bourges, en 1903. Qu'on veuille bien m'excuser.

er contre son cœur, celle dont le souvenir le hantait comme *d'une chose infiniment désolée* et perdue, il y avait deux ans déjà, sur cette même plage longue et prise de Lacanau où le couple fraternel commençait maintenant sa vie, et où lui n'avait su trouver que *le sable, le vent amer et la buée blanche qu'il soulevait au bout de l'horizon*.

Et puis, la jeune fille du Cours-la-Reine, eût-il pu même la rejoindre et la retrouver pareille, que cette présence et cet amour n'auraient pu lui donner la paix. L'amour le plus unique, la femme la plus cherchée, que peuvent-ils apporter de plus qu'une joie humaine, qu'un bonheur humain ? Plus que jamais en ces heures de Mirande, Alain-Fournier sait qu'il ne peut se satisfaire de ce bonheur, de cette joie. Et je ne crois pas qu'on puisse trouver identification plus complète du tourment terrible de Meaulnes et de celui de son créateur ailleurs que dans ce passage d'une lettre de celui-ci à sa mère le 3 septembre de cette année-là, car, après avoir parlé de *la monstruosité du bonheur*, il y écrivait : *Sans doute, moi, je ne connaîtrai jamais cette stupeur, cet apaisement, ce sommeil dans la maison du bonheur. Il y a en moi trop d'orgueil, d'insatisfaction que rien ne peut réduire, et peut-être que mon âme tient trop de place pour jamais endurer auprès d'elle une compagne*.

Et lui qui deux mois à peine auparavant écrivait sur ses femmes ces lignes ferventes où il comparait leur vie à *une vallée illimitée qui s'ouvre : un geste de bras, un regard, une inflexion de voix me donnent le vertige d'y entrer. C'est une révélation, une communion, un départ. J'ai senti cela auprès des moins vertueuses et des plus impures. Elles m'ont donné plus humblement, mais mystérieusement comme les autres, la nostalgie de ces grands pays inconnus qui ont la forme de leur âme et vers où les ramènent le sommeil et la mort*, voici qu'il doute de pouvoir jamais se donner une compagne sur la route qu'il a choisie : mais y

aura-t-il jamais une âme de femme pour se risquer voyage? Saura-t-elle se détacher d'un coup et pa pour le terrible voyage inconnu?

IV

Du mercredi 8 au mardi 21 septembre le sous-lieutenant Henri Fournier participe avec son régiment à des manœuvres de 17^e corps d'armée. Il cantonna dans des villages de Gascogne, à Laurac, à Sabouères, et un jour il dormit dans une chambre de ferme où il lut sur une image pieuse accrochée au mur cette phrase que il devait faire plus tard l'épigraphe de *Colombe Bachet* : « *Je cherche un cœur pur pour y prendre mon repos.* » Au retour, dans le calme appartement de la route de Tarbes, où pénétrait un soleil déjà apaisé, une lettre l'attendait, une lettre de Rivière lui annonçant que la jeune fille du Cours-la-Reine était maintenant non seulement épouse, mais mère. Ainsi la vie, rien que par le déroulement normal de ses phases prévues, la lui enlevait encore davantage. La peine qu'il eut fut sans révoltes ni crises, mais ce fut, dit-il, la plus profonde de sa vie. Aidé cependant par la grande fatigue des manœuvres, il put dormir. Au réveil, sur son lit, il entendit un bourdonnement venu des jardins de l'hospice, de l'autre côté du mur. Là-bas on priait et une voix belle de religieuse sans doute, mais comme épuisée et déprise de la terre, répétait sans fin : « *Mourir maintenant et à l'heure de notre mort. Ainsi soit-il.* » Il eut grande envie d'aller lui aussi prier, mais son corps était trop lasse, et, ce jour-là du moins, il ne pria pas.



Cependant le temps de sa libération approchait et il avait hâte qu'elle arrive. Le travail des derniers

semaines avait été épuisant. Encore avait-il eu l'avantage de l'arracher momentanément à son ennui. Mais, en dehors des heures de caserne et de manœuvres, il se sentait devenir semblable aux autres, *médiocre, éparpillé*. Pourtant il y avait tant de vitalité en lui que, certains jours, dans cette pauvre chambre qui avait vu si souvent sa peine, il se répétait *jusqu'à suffoquer* : « *Je suis jeune, je suis jeune et la longue vie est à moi.* »

En attendant, ce qui le préoccupait surtout, c'était de choisir ce qu'il allait faire une fois arrivé à Paris. Dans tous les métiers il ne voyait que deux catégories : les uns qui lui prendraient tout son temps, *mais alors il faudrait avoir presque les chances d'y faire fortune*; les autres qui serviraient seulement à le faire vivre et lui procureraient, croyait-il, des loisirs ; et, parmi eux, il rangeait le professorat. Mais combien de temps lui faudrait-il encore pour arriver à l'agrégation ? Et puis, cette agrégation, il ne voulait pas, au fond, la préparer. Il ne voulait pas être *un petit professeur*. Il ne voulait pas — oh ! non —, il ne voulait pas être pauvre, car la pauvreté ne permet jamais de retrouver, sur cette terre, les Yvonne de Galais. On lui avait bien parlé vaguement d'une situation d'inter-règne, mais ce n'était rien de sérieux. Aussi songeait-il à préparer à Paris sa licence (ou même en même temps licence et diplôme d'études supérieures) et à aller en Angleterre dans le courant de l'année. De cette façon, encore une fois, il éviterait de s'engager dans des voies définitives et l'avenir resterait libre devant lui.

V

Ainsi se terminent ces mois de Mirande, si féconds et si graves et dont on ne saurait exagérer l'importance dans l'existence d'Alain-Fournier. Il semble qu'avant de lui laisser commencer sa courte vie active, et comme

en prévision de l'éparpillement inévitable de ces ci-
 années si brèves, la destinée — d'aucuns diront la Pro-
 vidence — ait voulu lui ménager cette halte pour
 permettre de prendre pour ainsi dire mesure de la
 même et pour le marquer définitivement du signe
 sa vocation, — du signe aussi (mais n'était-ce pas
 même?) de sa différence. Cette différence profonde
 d'avec les autres, plus que jamais elle lui est apparue
 à Mirande avec sa valeur d'exigence, une exigence qu'il
 n'a pas désirée, qu'il a subie plutôt qu'il ne l'a entre-
 nue, mais qu'il se doit — il le sait — de défendre, par-
 ce qu'elle est la condition nécessaire de son achèvement.
*Celui qui me considère comme tout le monde et se sent
 pour me juger, de la mesure commune, celui-là commet
 une grave injustice; celui qui, pour me comprendre
 comprend ce que je fais, en appelle à son expérience
 et aux usages en cours, celui-là ne me comprend pas
 et, de plus en plus, s'éloigne de moi.*

Et nous aussi, comme à Rivière devant son art
 comme à Mme Fournier devant son fils, ne nous est
 pas arrivé, quand nous approchions certaines âmes,
 leur reprocher d'être secrètes — et parfois dures —
 aussi trop aisément détachées de ce qui faisait notre vie
 (de ce que nous croyions qui faisait notre vie)? Et nous
 leur en voulions de n'être pas comme tout le monde,
 nous étions tentés, ces âmes déconcertantes, de les appe-
 ler orgueilleuses, car nous ne comprenions pas que ces
 duretés (et ces silences) n'étaient que l'impatience (et
 les silences) de l'exilé qui vit dans une terre qui n'est
 pas la sienne et qu'on veut forcer à user d'un langage
 qui n'est pas le sien. Et, quand nous avons enfin com-
 pris pourquoi ils étaient autres, il était trop tard;
 nous avaient quittés pour rejoindre la seule chose néces-
 saire vers laquelle ils s'étaient hâtés si vite qu'ils n'au-
 vaient pas eu le temps (ni le droit peut-être) de tenir
 compte des petits bonheurs et des petites prudences
 nous voulions, avec nous, les embarrasser.



De ces heures de Mirande il nous reste, outre les lettres et les fragments dont nous avons parlé, deux témoignages que la piété de Jacques Rivière a recueillis dans *Miracles : Les Trois Proses* et *Madeleine*.

Les Trois Proses sont de septembre, et, dans deux l'entre elles, Alain-Fournier évoque ses récentes grandes manœuvres. Dans la première il nous parle d'un de ses gîtes de hasard, un soir d'étapes : la chambre d'un ami du tailleur, avec sa porte sur le balcon, ses rideaux blancs de toile et ses images sur les murs. Il lui a semblé qu'il la connaissait depuis toujours tant elle lui fait reparaître en lui, avec facilité, de vieilles choses aimées : regrets *des jeudis matins morts d'Épineuil*; souvenir du marchand ambulant qui, depuis le matin, *passa tous les villages et toutes les demeures*; maisons où *meurent les grandes vacances*; *bruit mat des premières allées et venues dans la rue le matin de Noël*. Aussi, cette petite chambre d'un soir, nous l'a-t-il peinte moins dans l'espace que dans le temps, *voguant lentement le long des journées désertes dans les immenses paysages noirs et bleus, parmi les averses et les ciels*, et elle est devenue pour lui, sans effort, le symbole de sa vie même, toujours en marche vers les villes étranges et toujours arrivée trop tard aux asiles rêvés qui, au voyageur venu quand on ne l'attendait plus, n'ont pu offrir que *le vide et le silence* et n'ont pu donner qu'à dormir... Deux pages presque parfaites où s'entrecroisent déjà deux des leitmotive principaux du *Grand Meaulme* : celui des navigations mélancoliques sur des eaux calmes et celui des arrivées décevantes *parmi les beaux paysages perdus*.



La seconde des *Trois Proses*, c'est d'abord la nota-

tion précise (d'une précision quasi hallucinatoire) d'un souvenir des grandes manœuvres. Le sous-lieutenant Henri Fournier chemine de nuit *comme au fond d'un trou*, menant derrière lui *son troupeau d'hommes aveugles*, et, comme il se croit le seul de tous les hommes qui geignent à connaître leur mal *qui est l'attente du jour*, il entend près de lui Bertie le paysan qui l'appelle et lui dit comme un reproche : « *Ho ! qu'il me tarde qu'il fasse jour !* »

Mais l'attente du jour, c'est aussi celle des deux amants glacés qu'aura évoqués sa rêverie nocturne. Ils sont revenus ensemble d'une fête d'hiver par *des grands chemins noirs*, et *voici qu'est éclos leur maison toute pleine de grandes lueurs qui font croire à des feux ou à l'aurore*. Ce n'est pourtant qu'une cabane de cantonnier où passe le vent et où neiges et pluies tombent en flakes. Mais qu'importe ! puisque, en cette nuit de décembre, ils y ont établi leur maison, leur royaume *procaire et merveilleux* et qu'ils savent qu'à l'aurore ils allumeront le feu de la journée pour la fête qui ne finit pas.



Et dans la nuit aussi, quand ruisselaient autour d'eux immensément *les profondes forêts nocturnes*, ils ont enfin rencontré, les deux amants de la *Troisième Prosodie*, le désert où *déployer enfin comme une tente leur royaume sans nom*. Et d'abord ils l'avaient cherché sur une hauteur où s'amassait la pluie, dans une *vigne terreuse et noircie* où ils avaient longtemps secoué vainement la porte du refuge en se serrant sur le seuil pour se tenir à l'abri ainsi que *deux perdrix mouillées*. Mais quelqu'un avait la clef de ce refuge et ce n'était pas encore, pour leur amour, un domaine terrestre suffisamment déserté. Quand ils le découvriront, ce domaine ce sera une cour abandonnée, sous la pluie, dont l'armoire à mante avait ouvert secrètement la porte, et des jardins

ars dont jamais l'amant ne connaîtrait le visage réel. quoi bon, d'ailleurs, puisque l'asile ne s'est offert que la nuit d'automne où ils devaient se *déprendre* et au lieu de l'abandon sans retour?

Cette *Troisième Prose* est la plus longue et la plus belle, la plus semblable à une confidence aussi. Il n'est point défendu de reconnaître dans ce jardin mouillé où se connaissent les pas et les visages, le jardin de la fille perdue dont il est parlé dans la lettre si belle au petit Jacques, ce jardin où toutes les nuits chante le rossignol *avec une joie qui soulève, avec une confiance qui fait sourire, avec une pureté qui désinfecterait l'enfer*. Mais l'amour charnel qui s'exprime avec tant de pitié désespérée dans cette *Prose*, comme il sait encore rester pur et grave, pur et grave comme *l'entretien de deux enfants qu'on a mis dormir ensemble la veille d'un grand bonheur dans une maison inconnue, et la voix de la forêt qui déferle jusqu'à la vitre illuminée se mêle à sa parole !...*



Ces *Trois Proses*, pour en caractériser le charme, pourrait-on trouver mieux que ces lignes de Jacques Rivière : « *Il y veille une grande peine cachée, mais elle n'accable pas l'âme, qui la laisse active et vagabonde ; et sans cesse la même lampe s'allume au sein de la nuit, la même promesse diaphane, le même visage rapide et sans péché.* » Mais ces lignes il conviendra peut-être encore de les appliquer au *Miracle de Madeleine* (propos duquel, d'ailleurs, elles furent écrites), antérieur d'un mois, et qui n'est pas seulement, comme le dit aussi Jacques Rivière, *la première réussite positive d'Alain-Fournier*, mais encore la confession à la fois la plus directe et la plus secrète et le chant de l'âme le plus pur que sa retraite de Mirande lui ait inspirés.



Deux personnages de vie et de songe s'y rencontrent. Et l'un, *Tristan, le paysan rasé haut, au visage de passion où tant d'âmes de femmes se sont regardées, l'enfant de septembre qui fait chauffer le feu dans les bois son amour égaré, et aussi le pauvre malade qui cherche une âme...* nous le connaissons bien, n'est-ce pas? Mais celle à laquelle il se confie, celle qui lui redonnera le *désir des départs admirables*, n'est plus cette fois la *cérémonieuse amie lointaine* mais Madeleine, la fille perdue, la femme de mauvaise vie de l'Évangile avec ses manches qui lui pendent comme des loques de soie, son visage où l'on est tenté de passer son doigt pour enlever le blanc et ses yeux trop grands qui regardent tout d'un seul coup. Pourtant, quand ils se parleront par cette nuit d'été derrière le village, au bord du vaste clair de lune, ce sera comme un *paysage sur mer*, les paroles les plus pures, ce sera elle qui les prononcera. Ce sera Madeleine qui, cette fois, sera la dépositaire du message d'enfance, comme s'il eût fallu, pour que ce message prenne toute son importance, qu'il ait traversé toute une expérience charnelle d'où il ait rejailli mieux compris et plus intact que jamais. Et c'est pour cela qu'il n'est qu'à être qu'aux *réminiscences limpides, à peine transposées, d'Épineuil et de La Chapelle* (et, par exemple, cette évocation d'un voyage nocturne dans la grande voiture paysanne où, jusqu'au matin, *deux voix qui dormaient pas ont parlé tout haut du cheval, du vent et des astres*) se mêlent maintenant des souvenirs d'enfance où veillaient déjà les grandes angoisses humaines et ces gonflements du cœur pareils à de *charmes vagues sanglantes qui vous détachent...*

Qui vous détachent pour un nouveau départ, de l'obscur sans doute encore, et plus subi que voulu. Mais celui qui part ainsi, si c'est une vague de la nuit

obscur que les autres qui vers lui déferle et l'emporte, derrière lui aussi, c'est, comme pour Madeleine et Tristan dans leur fuite nocturne, *une grande vitre qui s'enflamme et une baie mystérieuse ouverte sur une nouvelle aurore.*



Aurore promise non seulement aux enfants et aux vieux, mais encore à tous ceux qui, ayant connu la fatigue, ou la douleur, ou le péché même, ont su garder un cœur simple et ont su, d'un cœur simple, s'accepter., Et c'est pourquoi ceux qui l'attendent, cette aurore, dans la ferme où Madeleine et Tristan, au sortir de la nuit, émergent, ce sont d'abord les enfants. Tout à l'heure ils dormaient dans leur mansarde pendant que *les grands jardins blancs et noirs glissaient sous les fenêtres, avec, par instants, des visages admirables qui regardaient à la vitre.* Mais maintenant ils se sont levés et habillés, et, *muets de terreur et d'émerveillement,* ils attendent on ne sait quel bonheur... Ce sont aussi les humbles, les perpétuels moqués, tel le vacher roux au visage couturé qui, *au bout le plus obscur de la vallée, la tête penchée sur sa blouse, mange avant de partir sa pitance amère...* Aussi les vieillards, les deux vieux qu'on a pris en pension dans la chambre du haut et qui, rendus par les années aux rêves de l'enfance, savent que cette nuit ces rêves seront moins beaux encore que la réalité... Ce sont aussi tous ceux qui, comme la femme qui fait *dans l'ombre, au-dessus de l'évier, pour le laitage, de calmes gestes démesurés,* luttent chaque jour contre les révoltes douloureuses parce qu'ils ont entrevu un jour qu'en ce monde jamais il ne pourraient avoir *la joie, la joie qui ne finit jamais...* Et c'est enfin la fille coupable à laquelle aussi sera promise l'aurore parce qu'elle n'a pas renié son enfance et qu'elle a toujours désiré le royaume où *des*

sources d'eaux vives étanchent tous les désirs et toutes les soifs.

Mais le jour du Seigneur, s'il viendra la nuit comme un voleur, il emportera vers la lumière ceux-là seulement qui n'auront pas cherché la voie de leur existence ailleurs que dans leur cadre et leurs tâches quotidiennes ; ailleurs que dans leurs peines et dans leurs joies de tous les jours (ou ceux qui, comme Madeleine, auront, après leurs erreurs, retrouvé cette fidélité). Et c'est pour tous ceux dont nous parlions tout à l'heure n'attendre pas le jour définitif autre part que dans une vaste salle de ferme où donnent les écuries mal fermées, pleines de paille qui fume et où des alcôves profondes s'ouvrent dans les murs ; et, sauf leurs habits de fêtes, n'ont rien changé de leurs paroles et de leurs gestes parce que les paroles et les gestes des simples sont assez solennels par eux-mêmes, pour n'être pas indignes de la venue brusque de l'éternité.



Tel est ce Miracle qu'Alain-Fournier avait d'abord appelé *le Miracle du Dernier Jour*, mais auquel il a voulu plus donner ensuite, pour titre, que ce nom de *Madeleine* pour nous montrer peut-être que la contenance étrange ne s'ouvrirait à ceux qui veillent qu'au jour où les rejoindraient les pécheurs... « *Première rétrospective d'Alain-Fournier.* » Avouons que cette expression de Jacques Rivière nous choque un peu et que nous trouvons l'éloge mince surtout quand il ajoute : « *Il a beaucoup d'enfantillages dans ces pages.* » Que nous fait-il en effet à la perfection de *Madeleine* ? Que nous fait la transposition de certains souvenirs personnels y compris la moins directe (tout le passage : « *Certes j'ai connu d'autres femmes...* » est transcrit tel quel d'une lettre à Jacques Rivière) ; que telle phrase sur le premier malade qui cherche une âme n'y rappelle pas t

un symbolisme un peu démodé; ou encore que devant telle période, si belle soit-elle, de la fin (*Entre les feuilles des arbres lorsque sonne midi on aperçoit dans la vallée le reflet d'un village merveilleux*) on ne pense pas : « C'est beau comme le Rimbaud des *Illuminations*. »

Mais en revanche des phrases dont on ne saurait analyser le charme (au sens ancien du mot), qu'en employant les expressions mêmes d'Alain-Fournier et en comparant les mots qui les composent à *des fleurs inconnues longtemps silencieuses* et qui, *avant de nous éveiller*, sont déjà entrées dans notre songe! Et je pense par exemple à celle-ci : « *La grande voiture à bâche blanche des paysans se balançait entre les saules et les puits du jardin. — Nous sommes passés sur les ponts et j'entendais l'eau invisible parler sous la traînée de brume* » ou à cette autre qui fait pénétrer dans l'âme de si belles ondes de silence : « *Derrière eux, vers une maison abandonnée, à demi-cachée dans les feuilles, comme un moulin, on entend monter le calme bruit d'eaux que fait la nuit.* »

Ce que nous devons en outre saluer dans *Madeleine*, c'est, déjà, la découverte par son auteur de la grande loi esthétique qu'il devait plus tard formuler en ces termes : « *Je n'aime la merveille que lorsqu'elle est étroitement insérée dans la réalité, non pas quand elle la bouleverse ou la dépasse.* » Et, pour ne pas citer d'autres exemples, je crois que tous ceux qui, dans leur enfance ont connu les vastes maisons provinciales avec, au-dessus de la porte, les hauts carreaux où apparaît parfois, étrange et consolateur, le reflet d'une lumière, tous ceux-là sauront comme nous qu'il manquerait quelque chose à la dernière phase de *Madeleine* extraordinairement grave et belle pourtant, si, à *cette heure de minuit* où, dans la salle obscure de ferme, *le jour avait éclaté partout*, l'ange Gabriel n'avait pas regardé les élus par l'imposte, avec des yeux plus beaux que le vin.

HENRI GILLET.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Ernst Barlach

C'est un des plus grands artistes de l'Allemagne, l'Europe contemporaines qui vient de mourir dans oubli ressemblant assez à la disgrâce.

Il existe une photographie représentant Ernst Barlach conversation avec Aristide Maillol, prise lors du voyage ce dernier à Berlin en 1931; c'est une image révélatrice. Tout dans la figure de Maillol semble respirer le calme, le repos, et la grande barbe grisonnante lui donne une sorte de majesté classique. A côté de ces traits apaisés, le visage maladif, les mains inquiètes, l'expression douloureuse de Barlach offrent un contraste saisissant et qu'on ne se résigne pas à croire purement accidentel. Au fait, il semble n'être que le reflet de celui que l'on constate quand on rapproche l'une de l'autre les œuvres des deux plus grands sculpteurs de notre temps. L'art de Maillol, si méditerranéen, français et grec à la fois, faisant penser à certaines statues de Reims et à la statuaire attique du VI^e siècle n'est-il pas entièrement basé sur les notions esthétiques d'harmonie, d'eurythmie, de beauté, c'est-à-dire de concorde avec les lois secrètes de la vie organique? Par contre la beauté, si l'on évite de l'identifier à la valeur artistique en général, n'entretient que des rapports lointains avec l'art de Barlach; les principes d'harmonie, d'eurythmie, d'organicité ne sont pas ceux qui le dirigent. On dirait que la vie, telle qu'il la perçoit et l'exprime, n'est plus la même, n'est pas celle qui a dicté à Maillol la grâce des courbes et la quiétude de ses masses. On dirait que les deux arts appartiennent à deux univers qui ne se ressemblent en rien, et cette impression se maintient malgré le fait que les deux artistes sont nettement contemporains, qu'ils emploient parfois les mêmes procédés techniques, qu'ils appartiennent à la même époque de crise ou de transition.

tion dans l'art européen. Une telle divergence ne peut être seulement personnelle, elle prend sa racine bien loin dans l'histoire, elle correspond à celle de deux traditions qui pendant de longs siècles se sont confrontées et combattues.

Le génie de Barlach est un génie essentiellement, profondément allemand. Il est curieux que son dernier biographe a cru devoir expliquer à des lecteurs pleins de suspicion que Barlach n'est pas un nom juif et n'a rien de commun avec Baruch. En fait, c'est un nom bas-allemand, et l'artiste est resté et restera toujours pour nous intimement lié à la vaste plaine voisine de la mer et battue de vents de l'Allemagne du Nord, où il est né (à Wedel) en 1870. Être un artiste allemand c'est appartenir à la tradition nordique qui, une fois de plus, dans l'œuvre de Barlach, s'oppose à la tradition méditerranéenne. Mais dans l'Allemagne elle-même il y a un Nord et un Midi, et Barlach appartient à cette Allemagne du Nord qui avant le XIX^e siècle n'a pas produit beaucoup d'artistes, mais qui possède un caractère propre bien tranché, un visage qu'il est impossible de confondre avec d'autres visages et qui a trouvé dans son art une expression d'autant plus intense qu'elle était nouvelle. Jamais encore un grand sculpteur n'avait tiré un monde plastique de la matière humaine qui était à la disposition de Barlach, et il a su le faire avec une puissance et une vérité qui forcent l'admiration. Par le fait d'appartenir à cette lignée du Nord qui ne dispose pas d'un passé très riche, son art est pour ainsi dire doublement allemand, ne connaissant point cette nostalgie particulière, cet amour plus ou moins frustré du Midi, qui est la marque de tant d'artistes qu'a produits du moyen âge jusqu'à nos jours l'Allemagne méridionale.

Le développement artistique de Barlach s'est effectué d'une façon aussi rare qu'intéressante. Il a trouvé sa manière très tard, à trente-cinq ans passés, et l'ayant trouvée ne pouvait que lui rester strictement fidèle. La période réparatoire a duré chez lui de longues années, dont il a raconté lui-même l'histoire dans son livre *Selbsterzähltes Leben*. Dans sa jeunesse, Barlach a séjourné en Italie, mais ses impressions qu'il y recueillit n'eurent aucune influence sur la formation de son style artistique; ses visites à Paris ou plus ne laissèrent aucune trace dans son œuvre. Non

qu'il fût prévenu contre l'art italien ou contre les grands maîtres français de la fin du siècle dernier, mais sa nature d'artiste était trop vigoureuse pour succomber à l'emprise d'un art dont les tendances n'étaient pas françaises. Et cependant, si à partir de l'année 1907 Barlach semble avoir trouvé définitivement sa manière (la plupart de ses essais antérieurs ont été détruits), c'est en partie le résultat d'un séjour dans un pays étranger, seulement ce pays n'est pas la France, ni l'Italie, c'est la Russie. Les steppes russes qu'il a parcourues ne lui ont pas fourni cela va sans dire, des modèles artistiques; l'art russe ne l'a nullement influencé; mais quelque chose dans les paysages qu'il y a contemplés et surtout dans l'aspect physique et l'attitude spirituelle des nomades des steppes et aussi des paysans russes, qu'il a observés de près, lui a donné la dernière impulsion dont il avait besoin pour pouvoir achever son œuvre.

On dirait que pendant toutes ces longues années préparatoires l'œuvre était là intérieurement et n'attendait que le moment où elle pouvait éclore. Depuis 1907 Barlach a produit une suite ininterrompue d'ouvrages dont aucun n'est indigne de son génie et dont certains atteignent à une vraie grandeur. Elles répondent toutes à une conception de l'art très personnelle. La première caractéristique de son art est d'être entièrement tourné vers l'homme intérieur, que la forme plastique en tant que telle cherche à extérioriser mieux et plus profondément que ne peut le faire le simple mimique. Le mot d'ordre, chez lui, n'est donc pas l'eurythmie ou l'organicité, mais bien l'expression, ce que nous marquons-le bien, ne fait pas encore de lui un expressionniste, dans le sens où cette étiquette peut être collée sur l'œuvre d'un Beckmann ou d'un Kokoschka. L'expressionnisme manque pas à son art, c'est l'élément même dont il se fait; ce qui lui manque, c'est le goût du manifeste, de la théorie, du *isme*. Barlach était une âme profonde et tourmentée; il n'était pas un chef d'école.

Il était surtout un tailleur de bois comme ses ancêtres artistiques du bas moyen âge. Il savait employer, quand le faut, le bronze ou la pierre, mais le bois est resté sa matière préférée, celle qu'il travailla avec le plus d'amour, celle dont il a tiré ses effets les plus frappants. Le médium d'imagier lui convient mieux peut-être que celui de sculpteur.

teur. Voici *Le Rêveur*, un homme couché dont les lignes du corps sont marquées de la façon la plus sommaire sous le lourd vêtement et dont la tête tournée vers le haut repose sur les deux bras repliés. Ici chaque forme que nous percevons contribue à nous donner la saisissante image d'un être humain appartenant entièrement à sa vision intérieure, fermé à tout ce qui pourrait l'empêcher de la contempler. Voici *La Danseuse*, vieille paysanne levant le pied, pinçant sa jupe des deux mains d'un geste qui lui soulève les épaules : son âme danse, et c'est la danse de l'âme, elle seule, que le sculpteur s'efforce de saisir. Voici *La Flamme*, figure d'un jeune être humain dont l'attitude et le geste, le mouvement intérieur qui l'anime tout entier, l'assimilent à la flamme d'un cierge. Voici enfin *La Mort*, groupe de trois figures en bronze, dont deux soutiennent la troisième que la mort vient de toucher, ce qui est rendu (surtout par le jeu de la lumière sur le visage et les mains) avec une vérité saisissante et irrésistible.

Un tel artiste est aussi un poète, de par l'essence même de son art, sans rien de littéraire, sans aucune « poésie » voulue. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait tenu à s'exprimer aussi par la parole : l'étonnant, c'est qu'il y a réussi remarquablement. Sans compter le livre autobiographique que nous avons mentionné, Barlach est l'auteur de six drames qui comptent parmi les œuvres les plus singulières et aussi les plus authentiques de la littérature allemande contemporaine. Nous ne pouvons les étudier ici. Remarquons seulement qu'on y retrouve le même homme et ce monde qui s'est ouvert à lui et qu'il a su incarner si puissamment dans la forme sculptée. Le langage poétique qu'il emploie est aussi primesautier que son langage sculptural. Ici et là il serait vain de chercher d'autres sources que celles que lui offrent son pays natal et les gens de ce pays : leur parler, leurs gestes et mouvements, la rude simplicité de leur vie. La grande puissance de cet art, l'emprise qu'il exerce sur l'imagination lui viennent de son origine populaire, du sol qui l'a nourri. Cet artiste solitaire — aussi solitaire qu'ont pu l'être un Grünewald ou un Hans von Marées — est un de ceux qui ont le mieux exprimé l'âme tourmentée de leur peuple.

CHRONIQUE ARTISTIQUE

Georges Braque n'a ni la célébrité ni la virtuosité de Pablo Picasso. Il n'est rien qu'un peintre, un peintre de beaucoup de goût, de beaucoup de bon sens, de beaucoup de sagesse, plus susceptible d'équilibre qu'enclin au lyrisme. Ces qualités étant assez sensibles au public de ce temps, il est normal que Georges Braque soit en quelque mesure un méconnu.

Car sa gloire mondaine, c'est d'être le second de Picasso dans l'art mûr cubiste; et c'est une gloire usurpée, une gloire que seuls peuvent entretenir les dames vêtues comme les belles du pèlerinage d'Auteuil (d'après les journaux mondains) et qui n'ont pas cessé de défiler à la Galerie Paul Rosenberg.

Georges Braque n'est pas un magicien, un enchanteur capable de muer une femme en tubéreuse ou de bâtir des divinités en galets, en algues, en plumes, en vent. Ce grand décorateur n'a prétendu de couvrir un mur où le cubisme et la politique se battent et succombent. Il est un peintre et ses moyens restent les moyens de la peinture. Les historiens de l'art lui attribuent l'invention d'un thème plastique qui, depuis 1910, a encombré des milliers de tableaux : la guitare. C'est à lui aussi qu'on doit les papiers collés, la lettre au pochoir, le faux marbre, le faux bois, le papier peint. Inventions d'artiste et de poète, inventions dont l'utilisation par trop de peintres sans talent ou sans raison a produit souvent des œuvres bien décevantes. Mais lui s'égare rarement : tous les moyens ne lui sont pas bons.

Sur les murs de la Galerie Rosenberg, les œuvres de Braque succèdent à celles de Matisse, et ces deux artistes, à première vue, si dissemblables, sont peut-être aujourd'hui très proches. La couleur et le dessin jouent chacun leur partie, avec l'autonomie apparente des instruments du jazz, et concourent néanmoins, et avec une précision rigoureuse, à l'exécution de l'œuvre.



L'impressionnisme était et ne pouvait être qu'une peinture paysagiste de plein air. Le fauvisme, le cubisme et toute la peinture

Aujourd'hui ne peuvent être, en fait, que nature morte. Ces limites étroites ont concouru au divorce actuel de l'art sacré et de l'art profane. Un impressioniste pouvait être un croyant, bien sûr, comme peut l'être un cubiste, mais non un artiste chrétien. Quand l'œuvre n'a pas pour but *d'abord* la glorification de Dieu, mais la solution d'un problème technique, lumière ou volume, elle ne peut être autre chose que laïque. Le sujet n'est qu'un prétexte à peindre. Dans ces conditions, un tableau « religieux » ne sera religieux que superficiellement; il ne le sera même, en réalité, ni plus ni moins qu'une œuvre profane.

Sans doute la césure a-t-elle une cause plus profonde qui est l'assèchement de la vie chrétienne. J'aimerais que l'actuelle exposition d'Art Sacré du Pavillon de Marsan marquât le terme d'une crise, mais il faut bien se contenter d'exprimer ce souhait, car elle n'est pas encore le signe d'un renouveau.

Cette exposition a d'ailleurs beaucoup de mérite, et d'abord celui d'être sans conteste la meilleure de la « spécialité » qu'on ait vue en longtemps. Constatons qu'un sculpteur comme Georges Sautou, dans l'ensemble qu'il a taillé à la façade de la chapelle de Saint-Germain des Prés, montre mieux sa maîtrise dans le Bœuf ou le Lion que dans les figures seulement religieuses. Constatons que Lambertucci, l'auteur du *Chemin de Croix* de Blois, est beaucoup plus vaillant et, pour tout dire, bien meilleur, comme sculpteur animalier... Les artistes d'aujourd'hui deviennent facilement maladroits lorsqu'ils abordent aux rives de l'art sacré. S'ils se sentent souvent gênés lorsqu'ils travaillent pour l'Église, c'est qu'ils soupçonnent tout d'abord des embûches en s'aventurant sur un terrain mal familier. On les voit avancer comme un soldat en campagne, inquiet devant le plus innocent boqueteau, devant la colline la plus paisible. Les artistes reçoivent-ils du clergé, je ne dis pas les encouragements, mais les directives nécessaires? Ne faudrait-il pas les rassurer et les aider, leur montrer que, loin de se trouver dans un monde truqué au-dessus d'une ligne Maginot ou d'une ligne Siegfried, loin d'être dans une mystérieuse forêt où les fourrés cachent des fauves, où les lianes sont des serpents et où les fruits sont vénéneux, les voici sur un terrain de jeux où ils jouissent de la plus invraisemblable liberté.

Mais aussi la vie chrétienne est, hélas! trop rarement la vie quotidienne, et à son altitude l'artiste semble respirer mal, comme si l'air était raréfié. C'est qu'on l'introduit dans un milieu où, actuellement, l'atmosphère est trop confinée. L'art sacré est en quelque sorte « une chapelle », je veux dire qu'il a ses spécialistes et qu'on fait vite figure d'intrus comme on y fait parfois à bon compte l'œuvre de maître. C'est là la maladie habituelle à toutes les spécialités : la littérature enfantine doit une bonne part de sa médiocrité moyenne à ce fait qu'elle est le terrain réservé de quelques producteurs, comme le cinéma fut, et reste trop souvent, aux mains des

Sauvegarde), ceux qui « n'admettent pas l'intrusion du XX^e siècle dans l'œuvre du moyen âge » (Achille Carlier), et les admirateurs des verrières neuves.

L'art du vitrail était mort depuis la première moitié du VII^e siècle. Il connaît un renouveau imprévu. En jugeant sans passion les œuvres proposées à Notre-Dame, on peut affirmer qu'il y a un tiers d'excellentes, un tiers de bonnes et un tiers de passables. Pas une qui soit déshonorante. Mais le débat n'est pas là. Le procès actuel n'est pas affaire d'artistes ni de chrétiens, mais uniquement d'archéologues. Qu'on ne se méprenne pas pourtant sur son importance. Une défaite des verriers serait grave. Elle peserait lourdement sur les destins de l'art sacré contemporain, et même de l'art en général. Elle serait aussi le signe qu'en France les forces de conservation l'emportent sur les forces de rénovation. Ce serait une défaite de la jeunesse. Il ne faut pas que cela soit.

PIERRE VILLOTEAU.

THÉÂTRE

M. Gaston Baty a écrit en marge de *Don Quichotte* la légende de Dulcinée. C'est, en effet, comme une légende qu'il faut prendre cette tragi-comédie en huit tableaux.

Sancho a rencontré Aldonza et lui a remis la lettre de son maître. C'est une servante d'auberge à qui le desservant n'a rien donné : cette lettre sera pour elle le don unique qu'elle aura reçu dans sa vie et ce don unique sera une grâce. Mais, avant d'être une grâce, c'est ce qui lui révèle son existence d'être humain, c'est-à-dire capable d'être aimé. Il faut évidemment, pour cela, qu'elle entre dans le jeu : les marchands qui fréquentent l'auberge trouveront très drôle de dire à Sancho que la Dame du héros se cache sous la forme d'une fille simple d'esprit et occupée aux plus basses besognes ; ils s'amusent lourdement de la farce. Ce premier mensonge introduit dans le monde méprisable d'Aldonza quelque chose qu'elle ignorait, une certaine douceur qui est aussi une certaine conscience d'avoir une valeur. Il va permettre aussi à Sancho de mentir de sa manière, lorsqu'il reverra le chevalier, en lui racontant non ce qu'il a vu, mais ce que l'imagination du maître avait demandé de voir. Don Quichotte va donc croire à Dulcinée : jusqu'à la dernière minute, exclusivement. Le notaire, le médecin, le curé, sa gouvernante, c'est-à-dire l'homme de loi et les héritiers ont besoin d'un agonisant raisonnable : un testament de Don Quichotte serait l'œuvre d'un fou et, par suite, non valable ; le malheureux abandonnera ses illusions, une à une ; sa dernière parole sera la suprême preuve de son retour au bon sens : « Il n'y a pas de Dulcinée. » Une femme entre alors. « Qui êtes-vous ? » demande la gouvernante. « Dulcinée ».

Le vainqueur de tant de combats imaginaires peut plus croire à Dulcinée : il a cru en Dulcinée et cette croyance a suffi pour créer Dulcinée. Cette croyance à Dulcinée survit à la croyance à Dulcinée par un mensonge de Sancho. Le brave homme dit toujours aux gens ce qu'ils désirent s'entendre dire et sa bonté lui permet d'être co-

vaincu par leur conviction. Le chevalier a légué sa mission à Dulcinée : non une cuirasse et une épée, mais une âme éprise de justice; les exploits de la femme ne seront pas ceux du soldat; l'esprit de la chevalerie la conduira sur les champs de bataille où la justice s'appelle charité... Bientôt, les bourgeois de Tolède trouveront bien révolutionnaires les propos de la jeune femme; l'ordre est menacé; la police s'en mêle. Un nouveau mensonge donne à la pauvre fille la force de supporter l'épreuve : dans les bas-fonds de la ville, un mendiant professionnel lui demande de baiser sa face que ronge un ulcère; à peine a-t-elle vaincu sa répugnance et appuyé ses lèvres sur la plaie que le misérable crie au miracle en montrant un visage sans traces du mal. L'ulcère était simulé; le faux miracle n'était qu'un moyen pour faire tomber Aldonza dans un piège : il sera pour elle le signe de son élection et la bénédiction de sa fidélité à celui qui la fit Dulcinée.

Un à un, les mensonges tombent devant les juges. Pourtant Dulcinée demeure. Un moine apostat a senti son âme se réveiller à l'instant où les lèvres se posèrent sur la plaie. Il savait bien que le miracle était faux, puisqu'il appartenait à la bande de gredins qui se moquaient de la jeune femme : mais la charité dont ce baiser était le signe n'était pas fausse. L'illusion qui naît de l'amour crée la vérité que cet amour exige : tel est le thème que M. Gaston Baty a si souvent commenté à la Chimère, au Studio des Champs-Élysées, rue du Colisée, rue de la Gaîté; il explique la place de *Maya* dans son répertoire comme son interprétation de *Madame Bovary*, sa prédilection pour les œuvres où les vivants jouent avec les fantômes, où les hommes entrent dans leurs propres rêves, ce qui les jette dans des situations tantôt tragiques, tantôt bouffonnes. C'est tout naturellement ce thème qui est le principe spirituel et dramatique de sa première pièce.

Dulcinée ne peut recevoir une existence authentique que dans la lumière de la vérité. Elle cesse d'être Aldonza seulement lorsqu'elle connaît tous les mensonges auxquels Aldonza avait cru. C'est dire qu'elle naît pour mourir ou plutôt qu'elle doit naître dans la mort. Puisqu'elle ne peut vivre en Dulcinée, elle doit mourir en Dulcinée : la foule réclame la sorcière qu'elle connaît sous ce nom : qu'elle la massacre donc et personne n'aura le droit de dire :

« Il n'y avait pas de *Dulcinée*. » Cette tragi-comédie est bien une légende.

M. Gaston Baty a voulu que son texte paraisse traduit de l'espagnol; son dialogue est savoureux, pittoresque et substantiel. Il n'est pas certain qu'une langue aussi riche touche le spectateur et crée en lui le climat de l'œuvre. Sans doute, la mise en scène rend sensible ce que l'intelligence perçoit autour des mots; la beauté des tableaux est saisissante; mais elle se révèle dans son raffinement aux esprits qu'habitent des souvenirs du Gréco et de Velasquez. Peut-être Gaston Baty, écrivain et peintre, a-t-il trop compté sur la culture du public. C'est pourquoi, semble-t-il, la musique eût été nécessaire pour entretenir le dépaysement, chasser les préjugés réalistes, envelopper la scène d'un halo de légende. Faut-il ajouter : pour dorer la légende? *Dulcinée* est une pièce d'inspiration chrétienne; la crudité de certaines répliques pose des questions de morale pratique sans diminuer la portée essentiellement religieuse du drame. Il ne s'agit pas ici d'une religion décorative mais de la charité et, par suite, du mystère le plus intime. Ceci aussi risque d'échapper au spectateur confortablement assis dans un fauteuil : la médiation de la musique éviterait peut-être des faux sens et rendrait l'admirable composition de Mlle Marguerite Jamois plus immédiatement émouvante.

Bien entendu, si l'on est disposé à opposer « le bon sens » au « mysticisme » et si l'on considère que les Évangiles sont signés « Tolstoï », une telle pièce est inintelligible. Les qualités dramatiques et esthétiques de *Dulcinée* représentent des valeurs qui nous paraissent réelles mais qui, comme toutes valeurs de cet ordre, peuvent provoquer des mouvements divers : au contraire, la signification chrétienne de cette tragi-comédie est un fait; dire qu'elle n'a pas de sens, c'est nier l'évidence. Que la critique discute les valeurs, c'est son rôle; qu'elle se trompe sur la signification d'une œuvre, c'est un accident qui arrive aux plus intelligents; qu'elle déclare dépourvue de signification une œuvre dont la raison d'être est parfaitement claire, ceci pose un « problème de la critique ».

HENRI GOUHIER.